







صباح الخير

## EUROPE

### Espagne

## Un millier de délégués assistent au congrès de l'U.G.T. toléré pour la première fois à Madrid

Madrid (A.F.P. Reuters). — M. Nicolas Redondo Uribe, président du comité exécutif de l'Union générale des travailleurs (U.G.T.), syndicat de tendance socialiste, a déclaré jeudi 15 avril, en ouvrant le congrès de ce syndicat à Madrid, que sa tenue dans la capitale espagnole, tolérée pour la première fois par le gouvernement, ne représentait « ni une concession ni un compromis » avec le régime.

Rappelant que l'U.G.T. a été fondé en 1888, M. Redondo a souligné que depuis ce jour, le parti socialiste ouvrier d'Espagne (P.S.O.E.), « soutien politique de notre lutte syndicale ».

« Les organisations démocratiques sont avec nous », a-t-il ajouté. La nouvelle génération se bat pour les mêmes droits que nous pour la classe ouvrière.

M. Redondo a également rendu hommage à l'U.G.T. pour sa résistance anti-fasciste des quarante dernières années. « Ce congrès est une conquête. Nous franchissons des barrières du régime actuel ».

Vivement applaudi par les mille délégués étrangers (1) qui participent au congrès, le président de l'U.G.T. a conclu en demandant une nouvelle fois la reconnaissance

sance des droits syndicaux et en se prononçant pour l'unité du mouvement syndical espagnol.

Premier secrétaire du parti socialiste ouvrier d'Espagne (P.S.O.E.), M. Felipe Gonzalez a déclaré quant à lui : « L'heure n'est pas à la démagogie. L'équilibre des forces dans l'Espagne post-franquiste a atteint un point décisif qui pourrait aussi bien faire retomber le pays dans la dictature que le mener vers une véritable démocratie. Cela nous fait l'effet d'une douche froide, mais c'est une révolutionnaire d'être en politique et pas simplement recourir à un langage extrémiste ».

M. Felipe Gonzalez a recueilli les applaudissements les plus nourris quand il a dit que le P.S.O.E. ne renoncera jamais à son objectif de bâtir une société socialiste. Les délégués ont brandi le poing quand M. Gonzalez a déclaré : « Nous ne pouvons accepter un despotisme éclairé. Nous ne renoncerons pas à nos objectifs de liberté et de socialisme ».

L'« Abertti Eguna » interdit

Un Pays basque, le gouvernement a interdit la célébration du « jour de la patrie » (Abertti Eguna) qui devait avoir lieu le 15 avril. Le gouvernement basque en exil et le parti nationaliste basque avaient renoncé à y participer. En revanche, les organisations d'extrême gauche et l'ETA paraissent résolues à maintenir leur participation, ainsi que la Confédération nationale des travailleurs basques, qui l'a confirmé dans un communiqué publié le 15 avril, à Paris.

À Pamplonne, le Diario de Navarra a publié jeudi 15 avril une lettre signée de onze membres du Conseil autonome de Navarre manifestant leur désaccord avec la prise de position de vingt-six des cinquante-cinq membres de l'Assemblée se prononçant contre la célébration de l'Abertti Eguna. Les onze membres de l'Assemblée de Navarre,

qui jouit de privilèges spéciaux parmi les provinces espagnoles, déclarent « inadmissible toute prétention de représentation par quelque groupe que ce soit aussi longtemps que la liberté d'expression n'est pas garantie pour tous ».

Enfin les fiancées de deux des trois manifestants du commando de l'ETA qui avaient séquestré et exécuté l'industriel Angel Berañi ont été arrêtées le 15 avril par la police espagnole et défilées devant le juge, soupçonnées de complicité dans cet enlèvement.

Les deux jeunes filles détenues sont Maria Lourdes Arizabalo, âgée de dix-neuf ans, et Lourdes Olaso Sarasola, vingt ans. La police de Bilbao a publié d'autre part l'identité de vingt et une des quatre-vingt-sept personnes arrêtées récemment au Pays basque.

Parmi ces personnes figurent M.M. Eugenio Bastiela Leunda, vingt-deux ans, dirigeant de sept commandos de l'ETA, Jesus Mari Lasa, vingt ans, chef de cinq commandos et quatre jeunes filles.

Un ressortissant français, Jacques Velasco Arceche, dix-sept ans, originaire de l'Asturies, dans les Ardennes, est également cité sur cette liste. Celui-ci avait été accusé d'avoir donné des informations à l'ETA. Il a été arrêté par la garde civile Manuel Lopez Trevino, assassiné à Bilbao en octobre 1975.

M. Laureano Lopez Roda, ancien ministre d'Espagne à Vienne, président du gouvernement, a constitué le 8 avril aux Cortes un « groupe parlementaire » régionaliste. M. Lopez Roda a précisé qu'il était hostile au fédéralisme et que l'attention portée aux régions d'Espagne doit respecter l'unité de la nation.

### Portugal

## LE C.D.S. CHEZ LES « ROUGES »

De notre envoyé spécial

Beja. — Bastion du parti communiste, capitale de l'Alentejo « rouge », Beja n'a pas reçu sans frémir les représentants du Centre démocratique et social (C.D.S.) parmi lesquels le général Galvão de Melo.

Durant toute la journée du jeudi 15 avril, une certaine tension a régné dans la ville. On craignait des incidents. Les bagarres du 13 avril entre les manifestants de gauche et les forces de l'ordre étaient encore très fraîches dans la mémoire de la population.

Le général Galvão de Melo parlant à Beja : qui aurait pu l'imaginer il y a quelques mois ? Une foule de journalistes portugais et étrangers était venue suivre l'événement. Leur attente fut déçue puisque, à l'exception de petits accrochages, tout se déroula normalement, et la nuit tombée, Beja retrouvait son calme habituel.

La disposition militaire mise en place pour garantir la réalisation du meeting du C.D.S. était d'ailleurs de nature à décourager les groupes les plus extrémistes : un contingent de la garde nationale républicaine, appuyé par six blindés et deux cent cinquante agents de la police de choc, venus spécialement de Lisbonne, gardaient tout les « points chauds » de la ville. Les mil-

itaires du régiment d'artillerie étaient également prêts à intervenir à tout moment. Le quartier où se trouvaient les arènes, lieu choisi pour le meeting, était pratiquement encerclé par les forces armées, qui empêchaient la formation de n'importe quel groupe.

Quelques trois cents personnes seulement sont venues assister au discours du général Galvão de Melo. Mais, si l'on tient compte des trois cars et de la vingtaine de voitures arrivées de Lisbonne, on peut dire que les militants locaux du C.D.S. n'ont pas voulu s'exposer au danger.

« Il ne faut pas se décourager, même si aujourd'hui nous sommes si peu nombreux », a déclaré le général. Selon lui, le C.D.S. a néanmoins remporté une victoire puisqu'il est présent dans une région qui naguère lui était inaccessible. « Que Dieu nous garde », a-t-il souhaité à la fin d'un discours assez terne.

Dès la fin du meeting, qui a duré moins de deux heures, les participants ont pris place à bord des voitures qui, très vite, ont quitté la ville. Les rares militants locaux arrachant les autocollants qu'ils avaient portés quelques instants à la boutonnière et rentraient directement chez eux. — J. B.

## LES SOCIALISTES ENTENDENT GOUVERNER SEULS MAIS AVEC L'APPUI DES COMMUNISTES déclare M. Mario Soares

Lisbonne (A.F.P.). — M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais, estime que le parti communiste fera le jeu de la droite en n'appuyant pas l'Assemblée législative, qui doit être élue le 25 avril, un gouvernement socialiste, même minoritaire.

Dans une interview publiée le 15 avril par l'hebdomadaire « Express », M. Soares réaffirme, en outre, la volonté de son parti de gouverner seul après les élections. Certains de la victoire des socialistes, M. Soares estime qu'ils doivent encore conquérir une grande partie des indécis, qu'il évalue à 47 % de l'électorat.

Le dirigeant socialiste répond également à M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C., qui déclarait récemment que les élections socialistes avaient le droit de savoir avant de voter, avec qui le P.C. comptait gouverner. M. Soares déclare que ces élections voteront pour le programme du parti, à qui se préférait par ailleurs, et avec les partis de droite, et avec le parti communiste.

D'autre part, la direction du « Diário de Notícias », principal quotidien portugais du matin, accuse le parti communiste de se livrer à une manœuvre en vue de saboter le journal. M. Victor Cunha Rego, directeur, et M. Maria Meneguia, vice-directeur, portent cette accusation à propos d'une motion des journalistes du « Diário de Notícias » qui dénonce la présence de la censure dans les questions.

### Chine

## L'élimination de M. Teng Hsiao-ping ne devrait pas avoir de conséquences sur la politique économique

La trente-neuvième Foire de Canton s'est ouverte jeudi 15 avril. Cette manifestation, l'une des « baromètres » permettant d'analyser les tendances du commerce extérieur chinois, va accueillir des milliers d'hommes d'affaires étrangers. Ils pourront voir si la crise que traverse la Chine a provoqué des changements dans la politique commerciale pratiquée jusqu'à présent par Pékin. Les Japonais, représentés à Canton par plus de cinq cents firmes, estiment que la Chine cherchera à vendre davantage. Ils ajoutent qu'aucun signe n'indique qu'un

frein est mis aux importations. Une mission chinoise s'est d'ailleurs récemment rendue à Tokyo pour négocier l'achat d'une importante usine de gaz destinée à la province du Setchouan.

D'autre part, à en croire la presse chinoise, la campagne « antistructure », loin d'avoir gêné la production, a au contraire permis son développement. Plusieurs records ont été enregistrés, dans le domaine de la sidérurgie et de l'extraction du charbon notamment.

Sur la production industrielle. Cet article reflète en fait une certaine anxiété touchant le secteur industriel — dans la mesure où les autorités chinoises affirment « sans fondement l'attaque » contre la tentative déviante de droitier pour affecter la production. Le Quotidien du peuple demande aux ouvriers de « viser haut pour obtenir des résultats économiques plus grands, plus rapides, meilleurs dans l'accomplissement des plans de l'Etat ». Il s'agit vraisemblablement du 1<sup>er</sup> plan, dont on ignore les objectifs, bien qu'il soit entré théoriquement en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier.

### Résorber le déficit du commerce extérieur

Un point essentiel du débat actuel porte sur les relations économiques de la Chine avec l'étranger. Les « dévotionnistes de droite » ont à plusieurs reprises dénoncé comme étant des « esclaves des choses de l'étranger ». Ce qui revenait apparemment à mettre en cause la politique d'ouverture que le monde extérieur suivait par Chong En-lai, notamment l'importation de techniques de pointe et d'usines livrées en main.

Cette politique a conduit en effet à un déséquilibre important de la balance commerciale, que la « gauche » a pu critiquer au nom de l'« indépendance nationale ». Il s'agit non seulement d'importer des équipements mais aussi un certain nombre de produits (des engrais notamment) dont les achats ont doublé entre 1963 et 1974 et surtout de l'acier. Dans le domaine du pétrole, dont la vente explique l'augmentation des entrées de devises étrangères, la Chine doit importer des équipements coûteux pour permettre à ce secteur de se développer rapidement.

La presse chinoise s'étend peu sur ce problème et aucun élément ne donne d'ailleurs à penser que se dessine une orientation nouvelle. Un rapport de la Bank of America fait état au contraire d'« indications positives et encourageantes qui témoignent que le commerce extérieur chinois se développe sans heurt ». Et si, depuis la mort de Chou En-lai, certaines déclarations gouvernementales ont dû, à la demande de Pékin, atténuer leur ton, aucune mission commerciale n'a apparemment été envoyée à l'étranger.

Le problème majeur des Chinois étant de résorber le déficit de leur commerce extérieur, un effort particulier est fait pour développer les exportations : amélioration du système d'acheminement des produits alimentaires vers les ports ; tendance à l'alignement sur les normes internationales des produits chinois — parfois qualifiés de « lions » par les étrangers.

Il est certain, dans cette perspective de développement des exportations, que les Chinois continueront de privilégier leurs plus gros clients. Ils ont été déçus sur ce point par les Américains. En revanche, les Allemands, parce que Bonn favorise les achats de produits chinois, sont bien mieux placés.

Un autre élément donne à penser que la Chine n'envisage pas de modifier radicalement ses relations économiques avec l'étranger : il s'agit de l'amélioration sensible de la balance commerciale l'année dernière. Selon le JETRO (Organisation du commerce extérieur japonais), le déficit qui s'élevait à 1 milliard de dollars en 1974, était en 1975

de 150 millions de dollars seulement. Les Japonais estiment que, en 1976 et 1977, la balance commerciale chinoise sera excédentaire. Ce « rééquilibrage » du commerce extérieur est certes dû à une réduction des commandes à l'étranger l'année dernière. Cette tendance devrait se confirmer en 1976, mais elle ne signifie pas, selon les Japonais — qui sont les premiers partenaires commerciaux non communistes de la Chine, — un nouveau fléchissement des importations. Les Japonais ont été les premiers à réagir en observant les craintes — et les débats — auxquels donnait lieu en Chine la dévaluation de la balance commerciale. Tokyo vient de proposer à Pékin un abaissement important des taux d'intérêt sur les paiements différés d'usines livrées clés en main. Depuis 1974, les pays de l'O.C.D.E. ont décidé à Washington de pratiquer un intérêt de 7,5 %. Aujourd'hui, le Japon promet 6,5 % aux Chinois. D'autres pays (l'Italie, la France, — dit-on à Tokyo, — pourraient faire des propositions similaires. Ces allègements du taux

## Un dialogue de sourds

Avant d'être démis de toutes ses fonctions au sein du parti et de l'Etat, M. Teng Hsiao-ping avait été contraint, dans les derniers jours de mars, d'assister à une assemblée d'étudiants, rapporte mardi 15 avril une dépêche de l'agence de presse japonaise Kyodo, citant des sources informées dans la capitale chinoise. M. Wu Fei, maire de Pékin, présidait cette réunion, qui a vraisemblablement eu lieu à l'université Tsinghua. Bombardé de questions, M. Teng aurait simplement répondu avec un sourire : « Je suis un vieil homme et mon rôle n'est pas bon. Je n'entends pas un mot de ce que vous dites, et il y a un tel désaccord entre nous et M. Teng maintient son refus de faire son autocritique et quitte la réunion le premier sous les huées des étudiants. — (UPL)

d'intérêt devraient faciliter la poursuite de la politique de développement de l'infrastructure industrielle de la Chine. Les Chinois sont certes soucieux de ne pas suivre, sous prétexte de performances économiques, l'exemple soviétique. Mais les marges de décision sont étroites, et les jugements sont souvent de nature personnelle : les accusations d'« opportunisme » ou de « capitalisme » dépendent surtout de l'idée que tel groupe se fait de tel autre. Cependant, les nécessités du développement du pays sont aussi impératives et contraignantes pour la « gauche » que pour la « droite ». Même après l'élimination de M. Teng la Chine ne va-t-elle pas suivre une politique somme toute proche de celle que préconisait l'ancien premier ministre ?

PHILIPPE PONS.

(1) Selon les Japonais, représentant une catégorie de l'Etat et des administrations du Pentagone, les réductions de livraisons de pétrole seraient dues à un accident survenu à Taiching. En janvier, qui aurait gravement endommagé les installations.

# AU COEUR DE ROUEN, LE 21<sup>E</sup> FRANTTEL: HOTEL FRANTTEL ROUEN.

Réservation centrale Paris 828.88.00 Télex 200.726

# franttel

Des hôtels au cœur des villes.

## PROCHE-ORIENT

### Israël

**MORT DU GÉNÉRAL ELAZAR**  
commandant en chef  
de l'armée

lors de la guerre d'octobre 1973

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Le général David Elazar, commandant en chef des forces armées israéliennes lors de la guerre d'octobre 1973, est mort d'une crise cardiaque le jeudi 15 avril. Il était âgé de cinquante et un ans. Sportif, il a été pris d'un malaise dans une piscine de la banlieue de Tel-Aviv et a succombé presque aussitôt.

Le « général de la guerre du Kippour » était né à Sarajevo, en Yougoslavie, et avait immigré en 1940 en Palestine, pour se joindre à un kibboutz du mouvement d'extrême gauche Hashomer-Hatzair. Avant la création de l'État d'Israël, il avait combattu dans les rangs d'un groupe de choc de la Hagana, organisation paramilitaire du mouvement sioniste. Il avait pris part, à Jérusalem, à la guerre de 1948. Lors de la guerre de six jours, en juin 1967, il était général commandant la région Nord, et il entra dans la capitale aux forces jordaniennes et le plateau du Golan aux Syriens. Le 1<sup>er</sup> janvier 1972, il accéda au poste suprême de Tsaahal (armée israélienne), où l'attendaient l'épreuve de la guerre d'octobre 1973.

Le général David Elazar restera pour les uns le responsable des « négligences » (melachas) qui ont rendu possible le « tremblement de terre » qui a secoué Israël. Pour d'autres, il a surtout accompli un incroyable redressement et a permis de repousser les envahisseurs et de les poursuivre jusqu'à proximité de leur capitale.

La commission Agronot, chargée d'établir les responsabilités des « négligences » de la guerre d'octobre, a, en fait, dans ses conclusions, donné cette double image du général Elazar.

A. Sc.

## M. Yasser Arafat serait parvenu à un accord avec les Syriens

• Violents combats à Beyrouth

Le général Hafez el-Assad, président de la République syrienne, a reçu jeudi 15 avril, à Damas, une délégation de la résistance palestinienne conduite par M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P. Les discussions se sont poursuivies six heures durant et elles auraient abouti, selon le journal officieux syrien Tachris de vendredi, à un accord.

Ce texte, divisé en sept points, mentionne l'arrêt des combats, la réconstitution de la haute commission militaire tripartite syro-libano-palestinienne chargée de superviser l'arrêt des hostilités (cet organisme avait été créé le 22 janvier dernier), l'opposition à toute partition du Liban, le refus de règlements ou de plans américains éventuels, l'appui à la poursuite de l'initiative syrienne, le refus de l'internationalisation de l'affaire libanaise ou de son arabisation.

Selon la presse de Beyrouth, la délégation devait proposer aux Syriens, au nom du camp islamoprogressiste tout entier, outre la réactivation du Conseil militaire supérieur, la réunion d'un congrès général au sein duquel seraient représentées toutes les fractions libanaises, et qui étudierait une réforme des institutions à partir des propositions faites le 14 février dernier par le président Soleiman Frangieh, et prévoyant le maintien de la répartition confessionnelle des hautes charges de l'État (chef d'État maronite, premier ministre musulman-sunnite, président du Parlement musulman-chiite).

La délégation devait aussi demander aux autorités de Damas de retirer leurs troupes du Liban. D'autres informations, circulant à Beyrouth, font état de la demande de réunion d'une conférence internationale sur le problème de la conférence de la paix pour le Liban.

M. Georges Gorse, l'ambassadeur de M. Giscard d'Estaing au Liban, est rentré, jeudi à Beyrouth, d'une visite à Damas au cours de laquelle il a rencontré le général Assad. Il a déclaré, à son arrivée, que le gouvernement français

« était ouvert à l'idée d'une participation française à un système de contrôle de la sécurité, si un tel système pouvait effectivement être établi ».

Sur le terrain, la situation a continué de se dégrader jeudi, de telle sorte qu'il n'est même plus possible de parler de simple violation de la trêve. De violents combats, accompagnés par des tirs d'artillerie et de mortier, se sont déroulés jeudi dans la capitale libanaise et dans le reste du pays. Dans la seule région de Beyrouth et de sa banlieue, ils ont fait cent morts et cent trente blessés. Le nombre des victimes des combats dans la montagne n'a pu être évalué. A Beyrouth des combats ont opposé pour la première fois les miliciens de la

petite communauté syriaque catholique aux forces progressistes. Jeudi soir, le général Asad El Assad, qui porte toujours le titre de « gouverneur militaire provisoire du Liban », depuis le coup de force du 11 mars dernier contre le président Frangieh, est intervenu pour obtenir un arrêt des combats dans le secteur du musée situé sur la ligne de démarcation entre les quartiers ouest et est de Beyrouth, tenus respectivement par les forces islamoprogressistes musulmanes et par les forces chrétiennes. Ce secteur était resté, jusqu'à mardi dernier, le seul point de passage praticable pour se rendre d'ouest en est de la ville ou inversement. C'est dans ce secteur également que se trouve le « parlement provisoire » où s'est en principe déroulée la semaine précédente l'élection du nouveau président de la République.

Dans la montagne, des duels d'artillerie et des tirs de mortier ont opposé encore jeudi la localité de Kahaleh, aux mains des chrétiens, et celle d'Aley, tenue par les Druses, à une vingtaine de kilomètres de la capitale.

Sur le plan politique, M. Kamel Joumblat, chef progressiste libanais, a continué d'écarter l'escalade militaire actuelle « à la présence syrienne qui encourage les phalangistes et leurs alliés ». Il a qualifié « d'étrange et d'incompréhensible » l'attitude de la Syrie envers le mouvement progressiste libanais. Il a accusé aussi le premier ministre M. Rachid Karamé, d'avoir donné son accord pour l'entrée des forces syriennes au Liban « alors qu'il n'est pas habilité à le faire ». Il a d'autre part fait état d'un blocus qui serait imposé par la Syrie sur l'approvisionnement alimentaire destiné au Liban. C'est ainsi que selon lui trente-sept camions chargés de denrées alimentaires pour le Liban seraient bloqués à la frontière syrienne, ainsi que d'importantes quantités de blé envoyées par l'Irak.

(A.F.P., Reuters, UPI, A.P.)

## La situation au Liban

UNE COMPAGNIE AÉRIENNE DANS LA TOURMENTE

### La Middle East Airlines continue d'assurer ses services

De notre correspondant

Beyrouth. — La compagnie libanaise Middle East Airlines (MEA) compte, en 1976, gagner un peu moins de 40 millions de francs. Les conséquences de la guerre civile lui ont fait perdre un peu moins de 14 millions. Son déficit est estimé à environ 17 millions de francs pour les seuls mois de janvier et février derniers qui ont battu, il est vrai, tous les records de violence. Néanmoins, la MEA, la plus grande compagnie aérienne du Proche-Orient, et de loin la mieux administrée, continue, contre vents et marées, à maintenir son activité.

Les compressions budgétaires qu'elle a dû s'imposer se sont traduites essentiellement par la réduction du nombre de ses appareils en ligne et donc de ses services. Mais, ses six mille employés continuent à recevoir intégralement leur salaire mensuel, soit au total quelque 4 500 000 francs. A partir et à destination de Beyrouth, la MEA a traité cent vingt-deux mille cinquante passagers en août 1975; cinquante-cinq mille seulement au mois de mars dernier.

L'accès à l'aéroport aussi bien du personnel que des passagers aura été le principal obstacle au fonctionnement normal de la MEA. Après l'arrêt des vols de la plupart des compagnies étrangères, et compte tenu du départ massif des étrangers et des mouvements des Libanais eux-mêmes, provoqués par la guerre civile, la compagnie libanaise aurait dû augmenter notablement son chiffre d'affaires. Mais l'état d'insécurité sur la route de l'aéroport — le seul dont se trouve doté le Liban — était tel que plusieurs milliers de voyageurs ont préféré emprunter le bateau jusqu'à Larnaca, à Chypre, ou l'avion au Liban pour prendre l'avion à partir de Nicosie ou de Damas.

La MEA s'est donc trouvée dans l'obligation de réduire le nombre de ses vols hebdomadaires vers l'Europe (23 au lieu de 50), le Proche-Orient (35 au lieu de 48), le golfe Persique (15 au lieu de 36), et l'Afrique (2 au lieu de 3). La compagnie a été d'autre part trois fois bloquée à la frontière libanaise, une à la Libye, une à l'Algérie, des négociations sont en cours afin d'organiser des « charters »

pour le compte de certains transporteurs européens. Après les titonnements des premiers mois, la MEA a fini par s'accommoder des conditions de travail imposées par l'insécurité, et ainsi que les difficultés dues aux déplacements de son personnel — neuf de ses employés sont morts victimes de balles perdues — et cela grâce à une conversion des locaux administratifs et techniques de la compagnie.

Ses fameux ateliers de réparation, les plus perfectionnés du Proche-Orient, ne révisent plus aucun appareil des compagnies étrangères, ont pu ainsi servir de dortoir aux mille cinq cent cinquante employés et ouvriers qui y ont été domiciliés. Il a fallu pour cela improviser des douches et des salles de bains. Pour nourrir le personnel, les pilotes de la MEA achètent le pain à Athènes, les fromages à Paris, le sucre et la beurre à Londres.

Les employés de la MEA doivent aussi traverser toutes sortes de difficultés dans leurs rapports avec les différents services de sécurité de l'aéroport. Il y a la l'armée dissidente du général Abiad, l'armée des rebelles du lieutenant Khathib, l'armée de libération palestinienne (A.L.P.), la Salika, organisation d'obédience syrienne, le Fatah, le F.D.P.L.P. et trois autres milices progressistes libanaises : les moutonniers (nassariens indépendants), le parti socialiste progressiste (de M. Joumblat) et le parti national social. Fort heureusement, les agents de la sûreté et de la douane sont encore là, même si la plupart ont rallié, par conviction ou par opportunisme et du fait même de la situation géographique de l'aéroport, la coalition des forces palestino-islamoprogressistes.

Les employés chrétiens de la MEA peuvent s'adonner tranquillement à leurs activités professionnelles, assurés de la protection morale de leurs collègues musulmans. Il est strictement interdit à tout le personnel de « parler politique ». On est là seulement pour travailler et veiller à la survie d'une entreprise qui fut l'une des plus florissantes du monde arabe.

EDOUARD SAAB.

**GRIFFSOLDE DEGRIFFE**  
**LES GRANDS**  
**DU PRET-A-PORTER**

BOUTIQUE POUR ELLE  
1, rue de la plaine (notion)  
BOUTIQUE POUR LUI  
3, rue de la plaine (notion)

les boutiques  
**Griffsolde**

**AVOIR DE LA PLACE POUR ALLONGER  
LES JAMBES C'EST PLUS REPOSANT  
ET ÇA NE COÛTE PAS PLUS CHER.**

Dans la GSpécial on peut monter à cinq, sans contorsions, il y a quatre portes. Et sans avoir à prendre de valises sur les genoux; tous les bagages tiennent dans le coffre.

Dans la GSpécial tout le monde a de la place pour les jambes, personne n'arrive fatigué et pourtant elle ne coûte pas plus cher que les autres.



**CITROËN GSPÉCIAL: 20.960F.**  
Une 6 cv avec de la place en plus.

Prix TTC Clé en main, Tarif au 15 janvier 1976.

**CITROËN GS**

CITROËN TOTAL

**Jocelyn**  
PARIS



134 bd St-Germain Paris 6°-033.44.10  
79/78 ch.-élisées (Carnegie) 8°-225.38.33  
5 rue du Cherche-Midi 6°-548.75.47

**Rivages**  
la grande aventure pour  
un petit budget!!!

**EXPEDITIONS**

**LAPONIE**

28 jours ..... 1790F

**SENEGAL**

3 semaines ..... 3250F

et depuis plusieurs années

**LE FESTIVAL DE**

**TABARKA**

2 semaines à partir de 1278 F

6 autres formules en TUNISIE

à partir de 850 F

Veuillez m'adresser

gratuitement

notre brochure

2

Non

Adresse

**RIVAGES**

330 rue Saint-Jacques

75005 PARIS

Tél. 325.43.99

Lic. A. 569

## A TRAVERS LE MONDE

### Afrique du Sud

• M. HORST KLEINSCHMIDT, un des dirigeants du « Christian Institute » d'Afrique du Sud, qui fut détenu pendant soixante-trois jours l'année dernière, en vertu des lois sur le terrorisme, en raison de son opposition à la politique d'apartheid, vient de quitter l'Afrique du Sud « pour raisons politiques ». Il se serait réfugié au Botswana. — (Corresp.)

### Argentine

• LA VIOLENCE POLITIQUE NE REBOUTE PAS. — Au cours des dix dernières heures, quatre personnes ont été tuées, dont un sous-officier des forces armées, trois policiers et un marin, indique-t-on jeudi 15 avril de source officielle.

### Irlande du Nord

• LES FORCES DE SÉCURITÉ BRITANNIQUES en Ulster ont été placées en état d'alerte jeudi 15 avril en prévision des manifestations qui doivent se tenir dans la province pendant les fêtes de Pâques. Pâques est traditionnellement une période de manifestations dans les deux Irlandes. — (A.F.P.)

### Pologne

• LE CLERGÉ POLONAIS a envoyé un télégramme de soutien au pape à la suite des attaques dont il a été l'objet de la part de l'écritain français Roger Peyrefitte, a annoncé jeudi 15 avril le cardinal Wyszyński, primate de Pologne, dans un sermon à la cathédrale de Varsovie. — (A.F.P.)

### Rhodésie

• HUIT NATIONALISTES noirs ont été tués par les forces de sécurité rhodésiennes au cours

des quatre derniers jours près de la frontière avec le Mozambique, ont annoncé les autorités rhodésiennes jeudi 15 avril. D'autre part, deux personnes qui n'avaient pas respecté le couvre-feu ont été tuées par les forces de sécurité. — (A.F.P.)

### Yougoslavie

• UN PRÊTRE A ÉTÉ ARRÊTÉ et sera jugé pour avoir exprimé au cours d'une oraison funèbre des propos contraires à la loi, annonce jeudi 15 avril la presse yougoslave. Sans élargir le procès, le père Drago Skrobo, âgé de trente-trois ans, de grande, en Croatie, a été préventivement condamné à soixante jours de prison, selon une procédure d'urgence. « Lors d'un enterrement, abusif de l'office religieux, il a dénoncé de nombreux villages, dénigré les sentiments patriotiques et moraux du peuple yougoslave », précise la presse. — (A.F.P.)

### LES PIEDS SENSIBLES

c'est l'affaire de

**SULLY**

85 rue de Sévres

3 rue du Louvre

53 bd de Strasbourg

81 rue St-Lazare

Sandales, tresses

main, cheveux de

grand confort,

toutes

les pointures

et six largeurs,

du 35 au 44.

Catologue

gratuit

SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6°.

**librairie portugaise et brésilienne**  
Livres, revues, disques, guides, posters, audio-visuels. Les principaux quotidiens et hebdomadaires du Portugal et du Brésil, ainsi que du Chili, Argentine, Uruguay et Espagne. 33, r. Gay Lussac, Paris 6°, 033.46.16 - Lun. à sam. 10h-18h - Service par correspondance (seul pour les journaux et les revues)

صلى الله عليه وسلم









# La majorité sera pluraliste mais solidaire

## déclare M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas eu à demander aux députés de son ancien parti, qu'il recevait jeudi à déjeuner, de lui apporter un concours total et sans réserve. C'est-à-dire, en principe, acquis, et le groupe parlementaire giscardien ne connaît pas les mêmes états d'âme que celui de l'U.D.R. Pourtant, le chef de l'Etat était conscient d'avoir, sinon à convaincre, du moins à rassurer ses amis, et il s'y est employé, en adaptant son langage à son auditoire. Il avait tenu, le 9 avril, des propos « gaulliens » aux élus de l'U.D.R.,

aux républicains indépendants, il a parlé en termes plus « giscardiens ».

Il était sûr de ne pas leur déplaire en faisant l'éloge du libéralisme, en reprenant, avec peut-être plus d'insistance que précédemment, la condamnation du collectivisme et en définissant le rôle de coordonnateur de M. Chirac d'une manière qui devait être qualifiée d'élaborée, par M. Bertrand Denis (Mayenne). Le chef du gouvernement est invité assez fermement à « se tenir » au-dessus des clivages de partis, la majorité est définie comme « pluraliste »

autant que « solidaire » et le président entend la conduire.

An café, M. Giscard d'Estaing exhorta les élus R.I. à mieux se faire entendre et du premier ministre et de l'opinion. Surtout, il s'appliqua à persuader certains d'entre eux de la nécessité des réformes. A propos de celle visant à taxer les plus-values, il usa sans doute de l'argument le plus judicieux en la circonstance, puisqu'il souligna qu'à défaut de cette taxation il faudrait imposer le capital. — N.-J. B.

Les luttes passionnées autour du pouvoir, et il y reconnaît soudain les choix essentiels qui le concernent, lui, et sur lesquels il se prononce massivement.

« C'est la construction d'une société plus humaine, démocratique et juste que nous devons lui proposer. Je serai conduit à en décrire prochainement l'objectif. Si chacun de vous l'accepte, si tous y apportent leur contribution, alors la France choisira le progrès dans la liberté. »

## Le pouvoir des mots

M. Giscard d'Estaing connaît le pouvoir des mots. Il en a trouvé un qui fait peur, celui de « collectivisme », et il l'a sans cesse à la bouche depuis son élection, le 24 mai 1974. L'aura de ce vocable est impressionnante dans la mesure où, pour le grand public, il évoque aussi bien les « portageux » que la marche vers l'appropriation collective des moyens de production, la centralisation étatique et la bureaucratie proliférante.

Entrant en campagne, la majorité se servira sans doute de ce chiffon rouge, comme les communistes l'ont fait. Le parti de M. Giscard d'Estaing a-t-il le rôle de tous ceux qui s'opposent à la gauche, à la gauche libérale, à la gauche socialiste, à la gauche communiste ? Bien malin serait celui qui tenterait de donner quelque valeur scientifique à ce « collectivisme ». Le grand économiste libéral Charles Gide n'aurait pas dit autrement que le service à M. Giscard d'Estaing, puisqu'il écrivait dans ses « Principes d'économie politique » en 1884 que « les collectivistes... déclarent que leur but n'est point d'étendre indéfiniment les fonctions de l'Etat, mais de les supprimer successivement ».

Qu'on le veuille ou non, la « fonction collective » a plutôt tendance à s'accroître dans les pays occidentaux. Sans même parler du phénomène de socialisation dont l'importance gagne avec l'urbanisation, le secteur public, industriel et commercial représente en France quelque 12 % des effectifs des branches productives non agricoles, et réalise quelque 30 % de la formation du capital brut des entreprises. Quant à l'administration, on mesure son poids si l'on voit que le prélevement fiscal et social représente près de 40 % de la production intérieure brute.

La Constitution de 1958 n'a-t-elle pas elle-même un petit reflet « collectiviste » ? Elle fait référence dans son préambule à celui de la Constitution de 1946 disposant dans son article 9 : « Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité. » — P. D.

# M. Chirac chez les radicaux

## « La machine à gagner »

M. Jacques Chirac s'est rendu jeudi 15 avril devant le comité directeur du parti radical afin de convaincre les membres de cette formation d'accepter les nécessités de la coordination de la majorité (« Le Monde » du 15 avril). En présence de MM. Péronnet, président, Durafour, Rossi et de Mme Giroud, tous quatre membres du gouvernement, et en l'absence de M. Servan-Schreiber, le premier ministre a notamment déclaré : « Il faut que les divergences de vues entre nous soient surmontées, que nous nous entendions sur une plateforme commune. »

« Un parcours sans faute » : ainsi un dirigeant du parti radical qualifie-t-il, jeudi soir, la venue et l'intervention de M. Jacques Chirac, le matin même, devant le comité directeur de la formation.

Depuis qu'il a été promu coordonnateur de la majorité, le premier ministre, c'est un fait, ne démontre pas ses moyens d'affermir sa position.

En ce qui concerne les radicaux, ce sont les grands moyens qu'il avait adoptés. D'abord en se faisant (ou en se laissant) inviter par la direction à un moment que d'autres, moins combattifs, auraient jugé inopportuniste ; depuis quinze jours, en effet, la grogne montait dans les rangs, et elle avait été relancée avec éclat par l'éditorial dans lequel M. Jean-Jacques Servan-Schreiber avait attaqué le chef du gouvernement. Ensuite, en déployant devant les cadres du parti des trésors de pédagogie, d'adresse et de conviction. « Une machine à gagner », commentait un témoin.

Pourtant, jeudi matin, la partie s'était mal engagée : l'atmosphère était tendue, crispée, au comité directeur, avant l'arrivée du premier ministre. Les partisans de M. Servan-Schreiber intervenaient pour dénoncer la tutelle exercée par le secrétaire général d'honneur de l'U.D.R., et réclamaient la démission de radicaux membres du gouvernement. Certains contestaient la riche d'« trente-cinq ans de parti » faisait miroiter dans les couloirs, devant les journalistes, pour condamner l'opération en cours.

Les choses ne devaient pas s'arranger lors de l'arrivée du premier ministre. L'entrée, sur les talons du ministre de l'Intérieur, dans la salle où se réunissait le comité directeur, provoqua un mouvement de protestation initialement destiné à la « machine à gagner ». Mais, plus tard, il était difficile de dire que M. Jacques Chirac ou des journalistes, était visé par les sifflets et les huées. Enfin le cri : « Au boulot ! » les incitant aux représentations de la presse qu'il n'était plus concerné.

Pourtant, une heure et demi plus tard, le premier ministre quittait la même salle sous des applaudissements d'un niveau plus que correct, après avoir été écouté sans être interrompu et après avoir même, au long du discours, provoqué quelques rires et quelques mouvements d'approbation.

## Fermeté et habileté

Pour cela, M. Chirac s'était mis en frais. Parlant sans notes, il avait fait appel à son sens du patriotisme de parti — en soulignant complaisamment l'intérêt porté par le chef de l'Etat au mouvement radical — et à son mentalisme bien connu de ses hôtes — en rappelant qu'il était lui-même issu d'une famille radicale. Puis il fit preuve de fermeté avec la démonstration de la nécessité de l'union, d'habileté avec l'évocation des lendemains électoraux, de modération avec la promesse de donner sur sa volonté de ne privilégier aucun des partis de la majorité, fut-ce le sien, d'un certain panache, enfin, dans ses réponses aux questions dont certaines furent, paraît-il, à peine courtoises.

« Vous êtes un homme de droite », lui fut-il reproché. « Je le suis », répondit-il. « Comme quelqu'un qui doit avoir l'habitude de se faire traiter de fasciste et que cela ne démonte pas le moins du monde », devait dire un participant.

Le chef du gouvernement fit aussi état de ses convictions démocratiques et républicaines, valeurs toujours reconnues dans la maison du plus vieux parti politique de la République.

Bref, une opération sans nul doute positive pour le coordonnateur et qui allait, en fin d'après-midi, trouver une traduction dans les chiffres. Par soixante-sept mandats contre trente-six et trois bulletins nuls, était adoptée une courte motion déclarant : « Le comité directeur confirme son soutien à l'action réformatrice du président de la République. Il prend acte de la coordination de l'action politique de la majorité présidentielle. La parti fera à son prochain congrès de la mise en œuvre de cette politique. »

Il ressort du résultat du vote que les contestataires sont légèrement plus nombreux que ne le laissait prévoir la liste des signataires de l'appel du 21 mars réclamant que le parti se dégage

de l'autorité de M. Chirac. On en attendait trente-deux, on en compte quatre de plus. En revanche, la direction l'emporte avec près de deux tiers des voix, alors que M. Péronnet n'avait été élu au congrès de Lyon qu'avec 57 % des voix, contre 43 % à Mme Giroud (qui fit montre d'une grande discrétion, jeudi).

Les dirigeants ont également obtenu que l'adhésion à la majorité soit confirmée, la coordination reconnue et le congrès extraordinaire apparemment évité, encore que les minoritaires qui le réclamaient n'aient pas l'intention de renoncer et préparent une autre offensive. Une première version de la motion était plus nette encore : la coordination était qualifiée de « normale » et le congrès précisé « ordinaire », mais les auteurs préférèrent supprimer ces deux mots et s'assurer quelques voix supplémentaires au prix d'un peu de flou. On notera que c'est M. Jean-Claude Collin, vice-président du parti, longtemps proche de M. Servan-Schreiber et délégué aux élections nouvelles, qui proposa ce texte.

Les responsables de la place de Valois paraissent donc convaincus, quelles que soient les intentions de leurs adversaires, que le prochain congrès du parti aura lieu à l'automne, comme le prévoient les statuts. En juin se réunira un comité directeur « élargi » chargé de faire le point en cours de route.

## L'absence de J.-J. S.-S.

Et M. Servan-Schreiber ? Il semble d'abord que le député de Meurthe-et-Moselle se soit fait prendre de court par la décision de M. Chirac. De plus, son refus d'assister au débat avec le premier ministre aura été porté à son crédit par certains radicaux. Après tout, les absents ont tout jours un peu tort, même s'ils sont connus pour ne pas craindre la bagarre. Dans le cas présent, la comparaison des deux attitudes nous en faveur de M. Chirac. somme toute, le premier ministre était l'agressé, les coups qui lui avaient été portés dans l'éditorial de l'« Express » l'avaient placé en position de « débiteur » et il ne pouvait savoir, quand il décida de se rendre devant le comité directeur, que M. Servan-Schreiber ne serait pas là et que le véritable affrontement — avec tous les risques qu'il comportait — n'aurait pas lieu. A lui donc la prime du risque et il n'est pas douteux que quelques valeureux la lui ont accordée.

Enfin, les partisans de M. Servan-Schreiber montent certes en ligne avec un beau courage : M. Lecourt, Bourdier et Touthan, notamment, ne se laissent pas intimider par l'importance de l'invité, au contraire, mais on les avait laissés, pour ainsi dire, seuls, à manquer quelque peu de matière pour tenir tête, non seulement à M. Chirac, mais dans la suite des débats, aux caducques du parti, plus habiles qu'eux à conduire ce genre de joutes. Il est bien possible que certains de ceux-là aient ressenti quelque amertume d'avoir été ainsi livrés à eux-mêmes.

Quant au parti radical dans son ensemble, c'est une crise de plus qu'il vient de vivre. Il s'en est tiré cette fois dans la dignité, c'est-à-dire en disant dans quel camp il demeure et en renouant à un de ces arrangements incertains, flous, et glorieux. Pourtant, il serait faux de dire qu'il a vécu la journée du 15 avril dans l'enthousiasme et les embrassades fraternelles. Non, pour beaucoup de radicaux, il sera longtemps encore difficile de distinguer M. Chirac de cet « Etat U.D.R. » humilié depuis si longtemps. Il sera, longtemps encore, difficile d'oublier ce sentiment d'humiliation d'être livrés, le 24 mars dernier, lors de l'installation du coordonnateur par celui à qui les radicaux avaient tant d'histoires à se remémorer et qui leur avait apporté leurs suffrages en mai 1974.

Pour eux, entrent en compte maintenant la lassitude, certes, mais aussi le besoin de cohérence et, malgré tout, un peu d'espoir : bien sûr, la politique du gouvernement n'est pas celle dont on rêvait. Mais que faire ? Où aller ? Où aller, si l'on quitte cette majorité et que l'on se refuse à passer « en face » ? Comment sauver ce qui reste, c'est-à-dire ces quelques sièges de parlementaires, ces mandats locaux bien moins nombreux que naguère, et ces quelques milliers de militants dans l'expectative ? Comment faire, sinon confier le maigre capital à quelqu'un qui s'offre pour le faire fructifier ? A quelqu'un qui ne manque pas d'audace, à une « machine à gagner ». Et à Dieu va !

NOEL-JEAN BERGEROUX.

M. Valéry Giscard d'Estaing s'est adressé en ces termes jeudi 15 avril aux députés républicains indépendants qu'il recevait à déjeuner :

« Nous nous trouvons depuis deux ans devant une grande tâche, et nous devons unir nos forces pour l'accomplir. »

Cette tâche est de faire en sorte que la France choisisse d'organiser son avenir sous la forme d'un réformisme libéral, et qu'elle rejette la solution collectiviste qui lui est proposée. Tout doit être fait, tout doit être dit pour éclairer son choix.

« Que la France, pays d'origine de la liberté politique, mais aussi l'un des plus développés et des plus actifs du monde, soit en situation de tomber dans la collectivisme, c'est une catastrophe historique. Il est clair, pour tous ceux qui réfléchissent sans passion aux problèmes de notre temps, que si la société française a encore besoin d'évoluer, c'est à l'opposé de ce que nous offre le collectivisme, porteur de centralisation, d'étatisation et de bureaucratie. »

« Pour ce qui est de la liberté, je vous dis, en tant que président de la République, que la France n'a besoin ni de leçons venues d'ailleurs, ni de chartes signées d'une griffe autoritaire. Les Français exercent tous les jours leurs libertés fondamentales : la liberté de voter, en choisissant parmi des candidatures pluralistes ; la liberté de se déplacer, en France ou dans le monde, à leur gré ; la liberté complète d'opinion, et d'expression, dont ils ont fait un usage si souvent et parfois le sujet. Quels sont les pays du monde où s'exerceraient authentiquement ces trois libertés ? »

« Si la France a des problèmes vis-à-vis de la liberté, ce sont ceux de ses conditions d'exercice : concilier la liberté d'expression avec l'objectivité de l'information ; concilier la liberté de création avec le respect de la personnalité et de la sensibilité d'autrui ; concilier la liberté de faire connaître ses revendications et ses problèmes avec le refus de la brutalité et la condamnation de la violence. »

« La France n'attend pas qu'on lui donne ces libertés : elle en dispose. Qu'on la laisse plutôt les exercer dans le calme ! »

« Il est un domaine où la France doit accroître ses libertés, c'est le domaine économique. A traversa de la bureaucratie qu'on lui propose, la société française décentralisée doit accroître la liberté de créer et de décider, »

## M. Mitterrand DÉVOTCE LA CAMPAGNE CONTRE LA GAUCHE

M. François Mitterrand évoque dans l'hebdomadaire socialiste l'Unité du 16 avril le destin de Jean Jaures. Le premier secrétaire du P.S. rappelle que le tribun socialiste avait été accusé par la droite d'être « anti-patriote, antimilitariste et agent de l'étranger ».

M. Mitterrand estime que « dans la phobie des gens de droite » les Russes de 1976 ont remplacé les Allemands de 1914, mais que les accusations lancées contre les dirigeants de la gauche n'ont pas varié. Il conclut : « Que les responsables politiques qui se prétendent à l'heure de la déstalinisation nationale ou « le bonne collectiviste » et la gauche devaient l'empêcher d'accepter d'y réfléchir : il est si nécessairement quelques part, quel qu'ils soient, un citoyen, un mûris un, assez sincère ou assez fou, pour prendre ce qu'ils disent au sérieux. »

## LE POINT VERT REMPLACE LA FAUCILLE ET LE MARTEAU

M. Pierre Juquin, membre du comité central du parti communiste, a présenté jeudi 15 avril, à l'occasion d'une réunion de presse, la campagne que son parti va mener dans la première circonscription d'Indre-et-Loire pour l'élection législative partielle provoquée par la démission du suppléant de M. Royer. Le candidat communiste, M. Vincent Labeyrie, fils de l'ancien gouverneur de la Banque de France pendant la Front populaire, entend développer les thèmes écologistes, lui-même étant docteur en sciences et spécialiste en zoologie.

En cette circonstance, le P.C.F. a choisi comme symbole « un point vert », qui évoque aussi, pour l'occasion, la faucille et le marteau. Interrogé sur le

point de savoir si ce rond vert préfigurait une modification du symbole traditionnel du mouvement communiste, dans la foulée de l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, M. Juquin a déclaré :

« La faucille et le marteau ne correspondent pas exactement à la politique d'union du peuple de France. Il y a plus sûr d'un en France que 13 % de paysans, alors qu'il y a une masse énorme d'ingénieurs, cadres, chercheurs, intellectuels. Nous ne faisons pas de déclaration. »

Jeudi après-midi, M. Juquin a toutefois publié un communiqué précisant que le P.C.F. n'entend pas abandonner son emblème traditionnel.

## LES 5 JOURS DE LA PENSÉE ET DU LIVRE MARXISTES

(21 avril - 25 avril 1976)

### LIBERTÉ, LIBERTÉS

MERCREDI 21 AVRIL 1976  
Salle A Mutualité, 20 h. 30

### MARXISME ET LIBERTÉ

PRESIDENT : JACQUES TEXIER, professeur de philosophie, secrétaire du C.E.R.M.

ROGER DEVAUX, théologien.

FRANÇOIS HINCKER, professeur d'histoire, membre du Comité central du Parti communiste français.

Lucien SEVE, professeur de philosophie, membre du Comité central du Parti communiste français.

Père PAUL VALADIER, professeur au Centre d'Etudes et de Recherches philosophiques.

JEUDI 22 AVRIL 1976  
Salle B Mutualité, 20 h. 30

### TRAVAIL ET LIBERTÉ

JEAN COLPIN, secrétaire du Comité central du Parti communiste français.

PHILIPPE HERZOG, économiste, membre du Comité central du Parti communiste français.

JEAN-LOUIS MOYNOT, secrétaire confédéral de la C.G.T.

CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES MARXISTES  
64, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris

Dans le cadre de vente du Livre Marxiste

VENDREDI 23 AVRIL 1976  
(ancienne gare de la Bastille)  
20 h. 30

### LES COMMUNISTES CRÉATEURS DE LIBERTÉ

ASSEMBLÉE-DÉBAT

PRESIDENT : GUY BESSE, directeur du C.E.R.M.

GEORGES MARCHAIS, secrétaire général du Parti communiste français.

MADELEINE VINCENT, membre du bureau politique du Parti Communiste français.

HENRI MALBERG, membre du Comité central du Parti communiste français.

SAMEDI 24 AVRIL 1976  
(ancienne gare de la Bastille)  
20 h. 30

### SOCIALISME ET LIBERTÉ

PIERRE JUQUIN, membre du Comité central du Parti communiste français.

JEAN ELLENSTEIN, directeur adjoint du Centre d'Etudes et de Recherches marxistes.

— face à la presse.

Quelle ligne prendre ?  
Où est l'arrêt ?  
Comment changer ?

**guide Paris bus**  
le bus sans rébus

avec un schéma de journaux 10 F

# ÉDUCATION

PRÈS DE CENT MILLE PERSONNES ONT MANIFESTÉ CONTRE LA RÉFORME

## ● PARIS : un long défilé et des « bavures »

DEUX CENT-VINGT INTERPELLATIONS

La manifestation parisienne des étudiants, des lycéens et des enseignants contre la réforme du second cycle universitaire et la loi Haby a rassemblé environ trente-cinq mille personnes de la place de la Bastille au carrefour Sèvres-Babylone. Tout au long du parcours, des « incriminés » se sont livrés à des actes de vandalisme. Des heurts entre forces de l'ordre et manifestants ont eu lieu au moment de la dispersion.

Deux cent vingt personnes ont été interpellées, qui ont toutes été relâchées dans la nuit. Dix-sept gardiens de la paix ont été blessés. Vingt-quatre vitrines ont été brisées.

Ce n'était pas l'atmosphère des grands jours. Pris par les responsabilités du service d'ordre, courrant sans cesse à gauche et à droite pour empêcher les casseurs de tout poil de faire montre de leurs talents, les organisateurs de la manifestation n'ont guère eu le loisir d'être « en scène ». Il y avait de la détermination, mais paradoxalement peu d'enthousiasme. Comme s'il s'agissait surtout pour eux de montrer qu'ils existent à une population bien indifférente. Seuls des étudiants de Vincennes, portant des masques du président de la République, rempalaient une certaine grisaille. Les vitrines brisées et les coups de marteau étaient attendus comme une fatalité.

Il y avait environ trente-cinq mille personnes rassemblées place de la Bastille et dans les rues avoisinantes, à 16 heures. Une voiture bleue munie de haut-parleurs dans laquelle avaient pris place des membres du « collectif national » d'étudiants grévistes, élu après la réunion du 10 avril à Amiens, marquait le début du cortège organisé. Les syndicats d'enseignants (SCEEN, C.F.D.T. et SNE-Sup.) et les étudiants du « collectif » n'étaient pas parvenus à se mettre d'accord, mercredi, il n'y avait pas de bande-roule comme aux uns et aux autres. Le premier cortège de la manifestation indiquait simplement : « Paris-VII en grève générale contre la réforme du second cycle ».

Les étudiants et les élèves des grandes écoles s'étaient groupés par établissements d'origine et non par affinités politiques ou syndicales. Les étudiants en médecine et en pharmacie étaient placés derrière les autres. Venaient ensuite les enseignants « vacataires » et les membres du bureau du Syndicat national de l'enseignement supérieur (affilié à la SFEN). Ceux-ci, la différence des enseignants du Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.), n'étaient pas, en effet, à côté des étudiants de leurs universités respectives, et formaient un groupe à part. Environ mille cinq cents élèves des collèges d'enseignement technique et plusieurs milliers de lycéens fermaient le cortège. Ces derniers, qui étaient rassemblés dès 15 heures à la station de métro Oberkampf, avaient tendance à se fondre dans la masse des étudiants en manifestant le défilé par les trottoirs.

Les manifestants n'étaient pas enthousiastes. Les slogans diffusés par haut-parleurs n'étaient guère repris et leur ton était sérieux : « Des débâcles, pas des bouts de papier ! », « Abrogation de la réforme Soisson ! », « Dans les faces, les I.U.T., Saunier-Sellé n'a pas coûté, c'est tous ensemble qu'il faut lutter ! ». Les drapeaux rouges étaient peu nombreux. En revanche, on pouvait remarquer les drapeaux verts des militants écologistes, notamment des parisiens.

## Des « casseurs » efficaces et apolitiques

Vingt-quatre vitrines ont été brisées et certaines d'entre elles pillées par de petits groupes d'auteurs inconnus, le plus souvent avant le passage du cortège des manifestants. Ce sont les magasins d'antiquités situés sur les quais de la rive gauche, rue des Saints-Pères, et dans les rues voisines, qui ont le plus souffert. À 17 h. 15, une douzaine de très jeunes gens, munis de tubes métalliques, apparemment des montants de chaise, ont fait voler en éclats les vitres du restaurant Lapeyrouse, du siège de la R.A.T.P. et du magasin d'objets religieux aucales à la Reine Marjolaine, qui de tout. Plusieurs places ont été dérobées dans ce dernier.

Rue Guénégaud, à peu près au même moment, un autre groupe de jeunes armés de gourdin, casseurs et vitres de trottoir, défonçaient les parois et les pare-brise des voitures en stationnement, puis s'en prenant à une bijouterie et à une librairie d'art rue Jacob, ainsi qu'à des magasins de vêtements.

Le service d'ordre de la manifestation est intervenu à plusieurs reprises pour tenter de neutraliser ces éléments incivils, et des heurts avec vi-

de M. René Dumont à la dernière élection présidentielle.

Le cortège organisé traversait la Seine au pont Sully, précédé d'une colonne d'environ deux mille personnes, certaines arborant le drapeau noir. C'est de cette nébuleuse qu'étaient lancées quelques pierres, vers 17 heures, contre un cordon de policiers barant l'entrée du boulevard Saint-Germain. Ceux-ci ripostèrent par de nombreuses grenades lacrymogènes et un manifestant s'écroula le visage ensanglanté. Le service d'ordre des manifestants, composé d'étudiants de l'université de Nanterre (Paris-X) et du centre Tolbiac (Paris-IV), parmi lesquels des membres de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste), se portait alors en avant et encadrait plus solidement le cortège, tandis que celui-ci suivait les quais de la rive gauche. C'est alors que des groupes d'« incriminés » se livraient au vandalisme et au pillage. (Voir notre encadré.)

Un incident curieux se produisit devant l'Institut : une cinquantaine de jeunes gens casqués chargeaient brutalement le premier rang de la manifestation, puis disparaissaient.

Le cortège s'allongeait en passant par l'étroite rue des Saints-Pères, où les vitrines de plusieurs galeries de tableaux avaient déjà été brisées. Des membres du « collectif » négociaient la traversée du boulevard Saint-Germain avec un commissaire de police compréhensif, qui faisait un peu reculer les policiers pour éviter l'effacement. C'est alors qu'une compagnie de C.R.S., venue d'une rue adjacente, chargeait brutalement, sans avoir été averti, provoquant une débandade. Une dizaine de manifestants, et un journaliste de la Croix étaient projetés au sol. M. Robert Mandrou, professeur d'histoire à l'université de Nanterre et membre du SNE-Sup, s'interposait et obtenait le départ de la compagnie.

## Une dispersion difficile

Le cortège ayant atteint le carrefour du boulevard Raspail et de la rue de Sèvres, les organisateurs se trouvaient devant un problème difficile. Le quartier était entièrement encadré par les forces de police, les manifestants ne pouvaient se disperser qu'en prenant le métro aux stations Rue-du-Bac ou Sèvres-Babylone, ce qui avait d'ailleurs été convenu avec la préfecture de police. De 19 heures à 20 heures les organisateurs tentaient d'obtenir du commissaire de police du quartier le libre accès à la station Saint-Germain-Des-Près par la rue de Sèvres. En même temps, le service d'ordre de la manifestation parvenait à empêcher tout incident majeur.

À 20 heures, après une sommation de deux minutes, qui ne fut entendue que des premiers rangs, les C.R.S. massés dans la rue de Sèvres, chargèrent les manifestants qui n'avaient pu se disperser et qui refirent en désordre vers le boulevard Raspail, abandonnant leurs banderoles. L'un d'eux était blessé au front et deux photographes de presse frappés, malgré leur brassard mis en évidence. C'est à ce moment-là, dans un nuage très dense de gaz lacrymogènes, qu'eurent lieu les scènes les plus violentes de la journée.

À 20 h 15 un manifestant gisait dans une flaque de sang au milieu du carrefour.

L'arrivée de policiers, à deux sur des motos, acheva de disperser les petits groupes de manifestants derniers sur place. La chasse aux fuyards, éparpillés dans tout le quartier, notamment à côté de l'église Saint-Thomas-d'Aquin et jusqu'au théâtre de l'Odéon, se poursuivit jusqu'à

lents se sont alors produits, certains des « casseurs » utilisant leurs gourdins pour se dégaizer.

Des vitrines de magasins d'antiquités, et celles de la librairie Gallimard, ont également été brisées boulevard Raspail, après 20 heures, alors que les manifestants refaisaient en désordre vers le boulevard Saint-Germain.

Organisés par petits groupes indépendants les uns des autres, ces « casseurs », complètement indifférents à la manifestation elle-même et à tout mot d'ordre politique, semblaient tantôt animés par un souci d'efficacité, choisissant des rues un peu à l'écart pour mieux piller des vitrines, tantôt agir par le seul goût du vandalisme.

« Provocateurs » ou « fascistes » selon les organisateurs, simples « marginaux » selon d'autres, étudiants extrémistes selon la police, qui sont les « casseurs » ? La police elle-même éprouve les plus grandes difficultés à les interpellés, car ils parviennent souvent à se « réintégrer » dans les rangs des manifestants plus paisibles en dissimulant leur matériel.



(Dessin de KORE.)

21 h 30. Les jeunes à cheveux longs étaient les plus visés. Boulevard Saint-Germain, trente-cinq manifestants, le dos contre les cars de police, attendaient d'être officiellement interpellés.

La décision de la préfecture de police d'empêcher l'accès à une trentaine de stations de métro — ce qui avait été signalé aux organisateurs de la manifestation — est sans doute la cause de la confusion qui a marqué la dispersion d'une telle foule. Il était déraisonnable de penser qu'une telle masse de manifestants puisse se disperser en si peu de temps par si peu d'issues. Il était, en outre, inutile dans ces conditions de faire éclater des grenades lacrymogènes dans les couloirs du métro. Bac qu'emportaient de nombreux manifestants pour quitter le quartier.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## FEUX CROISÉS CONTRE LA RÉFORME

(Suite de la première page.)

Parmi les défenseurs parisiens de la « liberté du travail » figurent bon nombre d'étudiants de l'université Paris-III, où, que l'on sache, l'enseignement n'est guère « perturbé ». Il est caractéristique que cette année il n'y ait eu de « piquets » de grève que dans très peu d'universités : le mouvement bénéficie du consentement, sinon de l'adhésion totale, d'un grand nombre d'étudiants.

C'est que, en fait, le mouvement actuel joue sur un thème toujours lancinant : l'incertitude devant la sélection et l'avenir professionnel, comme en 1972 et en 1973, mais avec encore plus d'acuité, en raison de la crise économique et du sous-emploi persistant. Ces craintes s'ajoutent à l'opposition lente à tout ce qui vient « d'en haut » (d'un pouvoir qui ne paraît pas aux jeunes spécialement ouvert à leurs préoccupations) et à la mauvaise gestion. La propagande menée par l'UNEF (Renouveau), proche des communistes, rapidement relayée et dépeçée par les gauchistes, a suffi : on cherchait en vain des défenseurs de la réforme parmi les étudiants de quelque bord qu'ils soient.

Un tel mouvement bénéficie de la vitesse acquise et peut durer aussi longtemps que l'euphorie de la mobilisation n'est pas déçue. L'approche des examens, elle-même, ne pousse pas nécessairement à la reprise des cours. Certes la majorité élancée tient fort aux diplômes pour prendre le risque de perdre une année. C'est là-dessus que Mme Saunier-Sellé a d'abord voulu jouer.

Le secrétaire d'Etat aux universités a diffusé vendredi le communiqué suivant :

« Mme Alice Saunier-Sellé, secrétaire d'Etat aux universités, a reçu ce vendredi matin 16 avril des représentants de l'UNEF-Renouveau et de l'arrêté portant réforme du second cycle, le secrétaire d'Etat a répondu :

## IL N'EST PAS QUESTION DE REVENIR SUR L'ARRÊTÉ

Le communiqué d'Etat aux universités a diffusé vendredi le communiqué suivant :

« Mme Alice Saunier-Sellé, secrétaire d'Etat aux universités, a reçu ce vendredi matin 16 avril des représentants de l'UNEF-Renouveau et de l'arrêté portant réforme du second cycle, le secrétaire d'Etat a répondu :

1) Il n'est pas question de revenir sur un arrêté qui a été discuté pendant quatre ans devant toutes les instances représentatives.

2) L'arrêté constitue un cadre large. La concertation en cours permettra d'apporter des précisions et les compléments nécessaires à sa mise en application.

3) Les questions concernant la délivrance des diplômes nationaux, le secrétariat d'Etat aux universités a rappelé que la « possibilité de ces diplômes exige le respect des conditions réglementaires » et que les « casseurs » ne pouvaient pas empêcher la délivrance des diplômes.

Le secrétariat d'Etat aux universités a précisé en conclusion que les universités restaient libres dans le cadre de la réforme du second cycle de reconstruire simplement les filières traditionnelles, ou d'élargir l'essentiel de leur formation dans le souci de mieux préparer les étudiants à un premier emploi.

## ● PROVINCE : nombreux cortèges, mais peu d'incidents

De nos correspondants

Plus de soixante mille étudiants, enseignants, lycéens et élèves des C.E.T. ont manifesté jeudi en province, participant, selon les villes, à des défilés, à des meetings ou à des sit-in. Il n'y a eu, dans l'ensemble,

● AMIENS. — Jets de pierres et de grenades lacrymogènes ont marqué la fin du défilé — qui avait réuni un millier de personnes — sur la route qui mène au campus. Anarcho-situés des étudiants avaient tenté d'occuper le réfectoire contre la façade duquel des cocktails molotov ont été lancés.

● AVIGNON. — Plus de quatre mille manifestants ont défilé et ont réuni un meeting sur la place de l'Horloge avant d'aller à l'insurrection académique. La police n'a pas eu à intervenir. Le centre universitaire est fermé depuis mercredi.

● BORDEAUX. — La manifestation, la plus importante qu'elle soit à Bordeaux depuis plusieurs années, a groupé dans le centre de la ville près de six mille personnes. Elle a eu lieu dans le calme, hormis quelques heurts sans gravité à proximité du réfectoire.

● BREST. — Quatre mille manifestants ont défilé dans le centre de la ville. Le matin, des représentants de la C.G.T., de la C.F.D.T., des paysans et des membres du comité de libération des soldats défilés avaient participé à un meeting.

● CLERMONT-FERRAND. — La manifestation avait une motivation spécifique, celle de protester contre la police de l'université. Mille huit cent personnes ont manifesté. Les comités

de grève étudiants, décidés à éviter le renouvellement des violents incidents survenus la semaine dernière, avaient mis en place un service d'ordre qui a empêché tout débordement. A Tiers, quatre cents élèves du lycée technique ont bloqué en fin de matinée la circulation sur la RN 88 qui traverse la ville. A Riom, une manifestation a rassemblé deux cents lycéens.

● COMPIEGNE. — Un millier de lycéens ont défilé dans les rues de la ville, ainsi qu'une partie des étudiants de l'université de technologie.

● DIJON. — Mille cinq cents étudiants ont manifesté. Deux à trois cents d'entre eux qui tentaient d'occuper le réfectoire ont été dispersés par les forces de l'ordre.

● GRENOBLE. — La manifestation a réuni cinq mille personnes, selon les sources officielles, près de dix mille selon les responsables. Après la délocalisation, des incidents se sont produits et ont été d'une minorité (deux cent cinquante jeunes gens environ). Marchant en direction de l'immeuble du Dauphiné libéré, ils ont été stoppés par des gardiens de la paix, qui ont harcelés jusqu'à 20 heures. Quelques poubelles et un véhicule ont été incendiés.

● LE HAVRE. — Environ sept cents lycéens sur les six mille qui comptent la ville ont défilé dans les principales artères du Havre.

● LE MANS. — Un cortège de plus de trois mille personnes a défilé. D'autres cortèges ont eu lieu dans le département, notamment à Château-du-Loir.

● LILLE. — Par petits groupes, étudiants, lycéens se sont efforcés d'ouvrir la dialogue avec la population. Pour la première fois, parmi les mille cinq cents manifestants environ, les lycéens étaient majoritaires. Ils ont défilé dans le centre de la ville. A Douai, un millier de lycéens ont manifesté.

● LIMOGES. — Près de deux mille étudiants se sont rendus en cortège devant la chambre patrimoniale. Le défilé se scinda alors en deux. Un cortège de l'UNEF et du SNE-Sup entreprit un périple à travers la ville. Un groupe de deux cents étudiants environ a envahi les locaux de PR 3.

● LYON. — Plus de quatre mille étudiants, lycéens et enseignants ont défilé de la place des Terreaux au réfectoire. Le service d'ordre, constitué en majeure partie des militants de l'UNEF, a dû intervenir à deux reprises (devant le consulat d'Espagne puis à proximité du réfectoire) pour empêcher les débordements d'une cinquantaine d'anarchistes.

● MARSEILLE. — Quatre cents lycéens ont défilé dans le centre de la ville.

● NANTES. — Près de deux mille étudiants et lycéens ont défilé. Des « éléments incivils » ont après le passage du cortège jeté des cailloux contre les fenêtres de la chambre de commerce. La police est intervenue pour les disperser, mais il n'y a pas eu d'interpellations.

● NICE. — Plusieurs milliers de personnes ont défilé encadrées par un important service d'ordre. Anarcho-situés, se réclamant du GUD, avaient participé à une contre-manifestation. Un seul incident a eu lieu au lycée du Parc-Imperial, où un employé a mis aux prises partisans et adversaires de la grève. La police est intervenue.

● PERPIGNAN. — Un millier d'étudiants, lycéens et professeurs ont manifesté. Des membres de la Jeunesse communiste ont tenté de se faire entendre dans une émission de PR 3 enregistrée en plein air. Les gardiens de la paix sont alors intervenus. Un étudiant et un policier ont été blessés.

● POITIERS. — Une manifestation a rassemblé deux mille personnes. Dans l'enseignement secondaire, les lycéens et C.E.T. de l'académie sont touchés par une grève suivie de 30 à 80 % selon les établissements.

● RENNES. — Une manifestation a réuni sept mille lycéens, étudiants et enseignants. 72 % des sept mille lycéens rennais étaient en grève comme les étudiants.

● ROUEN. — Trois mille étudiants, lycéens et élèves de C.E.T. ont défilé dans les rues et fait un sit-in devant le réfectoire.

● SAINT-ETIENNE. — Quatre mille manifestants ont défilé. Le parti communiste et la C.G.T. avaient désigné des représentants. Une quarantaine de jeunes anarchistes ont tenté de prendre la tête du cortège, mais ont été refoulés par le service d'ordre étudiant.

● STRASBOURG. — Mille cinq cents étudiants ont défilé du campus au palais universitaire. Des gardes mobiles armés et casqués ont interdit l'accès de la rue menant à l'agence nationale pour l'emploi, où une délégation d'étudiants voulait se faire inscrire au chômage.

## A Toulouse

### « Étudiants, ouvriers, paysans d'Occitanie même combat ! »

De notre correspondant régional

Toulouse. — Deux cortèges, trois foras, un « sit-in », un match de rugby et vingt-trois collections en application de la loi « anticasseurs » ont marqué la journée d'action toulousaine. Placée sous le thème : « Étudiants, ouvriers, paysans, même combat ! Tous nous valons ! », celle-ci s'est déroulée sans incident.

Dès le matin, le comité de grève étudiants a reçu, à l'université Toulouse-le-Mirail, des délégués syndicaux de la Fédération des enseignants et paysans. Les ouvriers étaient représentés par la C.F.D.T., la C.G.T. ayant repoussé l'invitation, les paysans par les comités d'action viticoles et le Mouvement d'intervention des viticulteurs occitans. Des lycéens de la région Midi-Pyrénées, des étudiants d'Aquitaine et du Languedoc-Roussillon étaient venus se joindre au mouvement.

Pendant que les viticulteurs procédaient à une vente sauvage de vin de leur région au centre commercial de la Mirail, l'UNEF, le comité de grève a décidé d'occuper le campus du Mirail jusqu'à ce vendredi matin.

De leur côté, les étudiants de l'UNEF (ex-Renouveau) et les enseignants du SNE-Sup, auxquels étaient joints des élèves des comités d'action lycéens, ont organisé un défilé en ville dans l'après-midi : considéré comme minoritaire par le comité de grève du Mirail, l'UNEF a, cependant, réuni plus de quatre mille manifestants.

Un troisième défilé, sans rapport avec les précédents, a eu lieu l'après-midi : celui des étudiants des beaux-arts de Toulouse et de Bordeaux, qui disputait le même jour un match de rugby, suivi d'une soirée travestie.

LEO PALACIO.

الاحد 17



## ÉDUCATION

### UNIVERSITAIRE ET LA LOI HABY

**La conférence des présidents demande le « retrait » d'une « réforme malthusienne »**

La conférence des présidents d'université, réunie à Paris le jeudi 15 avril, a demandé, par treize-vingt voix contre vingt-six et quatre abstentions, le « retrait » des textes portant réforme du deuxième cycle pour qu'ils soient soumis à un nouvel examen. Certains présidents auraient même souhaité que la conférence exigeât « l'abrogation » de la réforme. Le texte adopté critique notamment « la rupture introduite entre la licence et la maîtrise, la remise en cause du caractère national des diplômes » (en particulier par l'article 12 de la loi du 16 janvier, qui permet à une université d'exiger davantage que le DUG d'un étudiant venant d'un autre établissement), la procédure des habilitations (par l'intermédiaire des groupes d'études techniques) et leur durée (limitée à cinq ans).

« L'initiative expresse, pour- suivent les présidents, faite aux universités de soumettre leurs projets aux commissions de régulation et de prévention d'emploi paraitrait être donnée à la réforme le caractère d'une entreprise malthusienne fondée sur la sélection et la dissuade. Les présidents s'inquiètent aussi des projets de formation des enseignants. Ils estiment que « l'expérience faite par les universités, qui n'ont pas attendu la publication de la réforme pour élaborer de nouveaux projets de formation à l'enseignement professionnel, n'est pas en faveur des orientations de la réforme » et soulignent que « la mise en œuvre de formations nouvelles est incommensurable à l'ampleur des moyens nouveaux en crédits et en postes ».

Un autre texte, qui demandait simplement que « l'application de l'arrêté soit reportée jusqu'à ce qu'une véritable concertation ait permis d'en modifier les termes jugés inacceptables par les universités », a recueilli vingt-huit voix, contre quinze et vingt et une abstentions. Le matin même, « à l'issue de la séance », les présidents s'étaient prononcés à l'unanimité pour des modifications de l'arrêté aussi bien que de la circulaire d'application.

Mme Samier-Sellé qui présidait la réunion de l'après-midi, souhaitait au contraire que soit noté dans l'arrêté que l'arrêté n'est pas remis en cause : elle avait demandé qu'il n'y ait pas de vote sur la réforme dans son ensemble, elle a pris acte de ceux qui ont en lieu, mais a réaffirmé que l'arrêté n'était pas remis en cause, elle a demandé l'arrêté, tout en répétant qu'elle était disposée à la plus large concertation ».

#### Des précisions du secrétaire d'Etat

Le matin même, au cours d'une conférence de presse (nos dernières éditions du 16 avril), le secrétaire d'Etat avait voulu donner certaines explications sur plusieurs points évoqués par les présidents.

A propos de l'article 12, elle avait indiqué que la possibilité de soumettre les étudiants venant de l'étranger à un « contrôle » supplémentaire devait rester « très exceptionnelle » : c'est pourquoi elle était soumise à une autorisation préalable du secrétaire d'Etat. Elle avait proposé de fixer à neuf personnes la composition des « groupes d'études techniques » : cinq universitaires choisis parmi les instances nationales, trois représentants du secteur professionnel (un chef d'entreprise, un cadre, un fonctionnaire compétent dans le domaine) et un étudiant de troisième cycle. Elle avait indiqué qu'il n'était pas question de supprimer les enseignements traditionnels, en raison de leur intérêt scientifique et même de leur utilité pratique, les diplômes traditionnels eux-mêmes aidant à trouver un emploi.

Quant au calendrier, disait Mme Samier-Sellé, des accomplissements pourraient être apportés. Mais l'échéance d'octobre 1977 pour le début des nouvelles formations devra être respectée, et il faudra trouver une solution pour les universités qui veulent, dès la rentrée, préparer à des formations entièrement nouvelles ou réorganisées.

Elle avait d'autre part indiqué qu'une « réserve » de crédits était prévue pour les universités qui mettraient en place des formations nouvelles à la rentrée 1976. Pour 1977, elle attendait de voir les propositions des universités, mais se déclarait « persuadée » que des moyens supplémentaires pourraient être accordés.

En cours de leur précédente réunion, le 18 mars, les présidents d'université, tout en souhaitant de façon générale que des modifications soient apportées à l'arrêté, n'avaient pu se départager : trois textes, l'un demandant des amendements, l'autre le report de la réforme et le troisième (d'inspiration syndicale) l'abrogation, avaient obtenu 164, 164 et 164 voix (sur 320) à l'issue de la séance (le Monde du 20 mars).

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur, ayant pris

**Les syndicats autonomes dénoncent « une magistrale exploitation politique »**

« Personne n'est dupe et chacun sait que les protestations indignées (contre la réforme du second cycle) ne traduisent en réalité qu'une magistrale exploitation politique à partir d'un tremplin bien adapté et judicieusement utilisé », a déclaré le doyen Christian Benesch, président de la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, lors d'une conférence de presse jeudi 15 avril.

« Le projet de réforme du second cycle, a-t-il poursuivi, tel qu'il a été élaboré par l'équipe de Jean-

Pierre Saison ne mérite pas un intérêt passionné — malgré sa probable bonne intention — car il est surtout l'œuvre d'un maladroite. L'acte, en fait, il permet aux universités de faire tout ce qu'elles veulent, comme l'a d'ailleurs confirmé le premier ministre, mais aussi maladroite, car il risque de donner l'impression que l'université serait d'abord et avant tout un lieu dominé par les impératifs professionnels... »

Or, pour M. Benesch, « la formation générale, en aucun cas, ne peut être sacrifiée. Ce qui ne signifie pas que cette formation ne puisse déboucher sur aucune réalité concrète. A cet égard, la réforme du second cycle est nécessaire, réforme et adaptation d'ailleurs permanentes. Compte tenu de l'évolution rapide de la technologie moderne, l'université se doit de préparer les étudiants à s'adapter rapidement à des besoins nouveaux... »

« Cela exclut donc, a encore déclaré M. Benesch, des filières qui seraient trop « professionnalisées », qui ne seraient d'ailleurs qu'un pis-aller momentané, rapidement dépassé, mais cela implique que l'enseignement universitaire — surtout en fin d'études — a des objectifs que l'on peut appeler « pré-professionnels » et qui doivent être suffisamment ouverts pour permettre diverses orientations ultérieures... »

Si les membres de la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur reconnaissent quelques « intérêts » à la réforme du second cycle, « en ce qui concerne les mesures prises en faveur des salariés et la formation permanente », ils ajoutent : « préférez une réforme plus nette, plus précise ».

M. Benesch a également manifesté son regret de « constater que la Fédération n'a toujours pas été reçue par le secrétariat d'Etat aux universités ».

### Réactions et commentaires

Grèves et manifestations continuent de provoquer diverses réactions. Dans une déclaration publiée le 15 avril au soir, l'UNEF (ex-Renouveau) dénonce « l'attitude de la préfecture de police qui, à plusieurs reprises durant la manifestation de Paris, a multiplié les provocations ». « Les manifestations qui n'ont pas eu de se dérouler dans toute la France, ajoute l'UNEF, témoignent de l'ampleur de la détermination des étudiants des universités à voir abroger la réforme des seconds cycles... »

Le Mouvement d'action et de recherches éducatives (MARE), proche de la C.F.D.T., déclare : « Qui fait-il croire, les soutiens de Mme Samier-Sellé ou les ministres de Pompidou ? Les étudiants et les enseignants ont su repousser les provocations directes des fascistes et indirectes de la police. L'étape à franchir maintenant est l'élaboration d'une plate-forme nationale de revendications... »

Le Comité pour un syndicat des étudiants de France (COSSEF), a suggéré que la France prenne du « succès » des manifestations du 15 avril, et souligne que « seule une telle mobilisation peut per-

mettre une négociation véritable dans un rapport de forces véritable ».

La Ligue communiste révolutionnaire de M. Alain Krivine souligne que « la poursuite de la manifestation de Paris est une manifestation paritaire ». « L'UNEF, le pouvoir a choisi la répression et les provocations, allant des attaques des groupes fascistes qui s'attaquent jusqu'aux étudiants et aux enseignants à la chasse systématique aux manifestations... »

Le Mouvement de la jeunesse socialiste estime que la lutte des étudiants et des enseignants contre les décrets d'application de la réforme Haby s'inscrit dans le cadre du mouvement commun... »

« Le P.S., avec ses solutions cohérentes », poursuit le M.J.S., « est à même de répondre aux aspirations des lycéens, collégiens et enseignants... »

## AÉRONAUTIQUE

**Deux projets inconciliables de coopération transatlantique sont proposés à la décision du gouvernement français**

Une « table ronde » des constructeurs français d'avions civils, des compagnies aériennes et de l'administration a lieu, ce vendredi 16 avril, au secrétariat d'Etat aux transports, pour examiner notamment l'éventualité de lancer le projet d'un nouvel accord de ligne commerciale en coopération européenne ou

transatlantique. Deux programmes concurrents et inconciliables sont en cause, l'un présenté par la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAI), qui pourrait recevoir l'appui de la société américaine Boeing, et le second avec, comme partenaires, Dassault-Breguet et Douglas.

Malgré le refus de s'entendre avec Boeing, qui pourrait être mis en service après 1980 et atteindre jusqu'à 175 passagers sur 3 800 kilomètres. Une seule chaîne de montage serait installée en France. Deux réacteurs CFM-56 propulseraient l'avion au décollé. Dassault-Breguet assurerait la direction technique du programme ; Douglas, la responsabilité commerciale, et la SNIAI, associée au projet, recevrait la responsabilité de la production. Selon ses promoteurs, le Mercure 200, tel est le nom provisoire, devrait enlever à Boeing le quasi-monopole de la société américaine sur le marché — avec son moyen-courrier tri-réacteur Boeing 727-200 — et, du même coup, diminuer les profits importants que la constructeur retire de la vente de cet avion (commandé à ce jour à treize cents exemplaires).

En échange de son appui technique, financier et commercial, Douglas pourrait bénéficier de la France l'acquisition de moyen-courriers biréacteurs DC-9 pour remplacer la cinquantaine de Caravelles encore en service dans les compagnies Air Inter et Air France.

Le « challenger » de Boeing. Une collaboration entre Boeing et la SNIAI serait à la fois plus large, mais aussi plus vague dans l'immédiat. Les deux sociétés coopéreraient à la mise au point d'un concurrent du Mercure 200, qui serait une version dérivée de l'actuel court-courrier Boeing-737, déjà vendu à plus de quatre cents exemplaires, et qui recevrait deux réacteurs CFM-56. La SNIAI contribuerait notamment à fabriquer la cellule de ce nouvel avion baptisé F-N-7. De surcroît, Boeing s'engagerait à commercialiser aux Etats-Unis les versions actuelles B-2 et B-4 du moyen-courrier Airbus A300. Les deux sociétés, enfin, développeraient en commun une nouvelle version, dénommée B-10, de l'Airbus, à partir du fuselage — pour deux cents dix à deux cent quinze sièges — conçu par la SNIAI et avec une cellule moderne de Boeing (1).

Les adversaires d'une alliance avec Boeing avancent le fait que toute association avec un constructeur déjà en position de quasi-monopole mondial, comme l'est présentement l'industriel américain, place progressivement le partenaire en situation de sous-traitance. Boeing, en utilisant la main-d'œuvre et les moyens financiers de la France, accapare le marché européen, et élimine toute rivalité.

Comme cela avait été le cas lorsque la SNECMA choisit de coopérer avec General Electric pour la conception et la réalisation d'un réacteur de 10 tonnes de poussée, les partisans d'un accord avec Douglas font valoir qu'il est malheureux que des collaborateurs avec le « challenger » de Boeing, puisque Douglas souhaite effectivement relever le défi contre son présent rival aux Etats-Unis, mais dans cette hypothèse, l'effort de Douglas reste actuellement insuffisant. L'industriel américain n'a pas proposé de coopérer avec des partenaires français et ne s'est pas engagé à développer de nouvelles versions de l'Airbus, si toutefois, son projet d'un avion DCX-200 de cette catégorie doit voir le jour.

Avant d'arrêter sa décision, le gouvernement français devra, sous une forme ou sous une autre, prendre l'avis des autorités allemandes ou, tout au moins, tenir compte de l'avis des industriels de l'aéronautique, les compagnies aériennes ouest-allemandes et Boeing. La coopération franco-allemande sur l'Airbus, et la volonté des deux gouvernements de la maintenir jouent contre un accord avec Douglas, par lequel la France ferait cavalier seul.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement français pourrait — devant toutes ces difficultés — décider de retarder sa décision d'une collaboration transatlantique, attendue pour le 4 juin prochain, jusqu'en septembre 1976.

JACQUES ISNARD.

(1) Le coût de mise au point et d'essai du Mercure 200, équipé de deux réacteurs CFM-56, a été évalué à 1 200 millions de francs (fin 1975), à partager entre les industriels partenaires. Le coût de la version B-10 de l'Airbus (pour deux cents à deux cent quinze places) a été évalué à 350 millions de francs (avec le maintien de la cellule actuelle) et à 7 milliards de francs (avec une nouvelle cellule). Le parti français représente environ la moitié de ces coûts.

## DÉFENSE

### EN RAISON D'UNE DIMINUTION DES PLANS DE CHARGE

**Menaces de licenciements aux arsenaux de Cherbourg et de Toulon**

De notre correspondant

Cherbourg. — Destinée à annoncer la signature par M. Yvon Bourges de la mise en chantier du premier sous-marin nucléaire d'attaque, le communiqué diffusé récemment par le ministère de la défense n'a pas calmé les inquiétudes des syndicats de l'arsenal de Cherbourg. Ceux-ci craignent plusieurs centaines de licenciements parmi les personnels intermédiaires des entreprises privées, travaillant sur un nombre de travaux ou en règle indirecte. Une cinquantaine de licenciements ont été déjà confirmés par la direction locale des Constructions et Armes Navales, qui n'aurait pas été en mesure, selon les syndicats, de donner toutes les informations nécessaires sur le plan de charge de l'arsenal de Cherbourg. Le programme actuel des sous-marins nucléaires lanceurs de missiles représente, à lui seul, environ 75 % de l'activité de l'arsenal.

Le malaise apparaît après une période plutôt bonne sur le plan de l'emploi, l'agglomération cherbourgeoise ayant donné l'impression d'être épargnée par la crise en 1975. Ce qui n'est plus le cas cette année. Ce malaise est d'autant plus ressenti que la charge de l'arsenal de Cherbourg, spécialisée dans la construction des sous-marins de la force de dissuasion, était considérée jusqu'à ce jour comme la plus sûre. Or, selon un délégué permanent à la C.F.D.T. à Paris, le délégué ministériel pour l'armement, M. Jean-Louis Delpech, estimait au jourd'hui la situation plus sérieuse que celle de l'arsenal de Lorient, qui devrait être mis sur cale à Cherbourg après le lancement du Tonnerre, en construction.

En plus du programme des sous-marins lance-missiles de la classe du Redoutable, l'arsenal de Cherbourg a commencé cette année la construction des premiers tronçons de coque du sous-marin nucléaire d'attaque (S.N.A.-72) et entrepris les études préliminaires de la grande refonte du sous-marin expérimental le Gymnote (le Monde du 8 avril). Il doit également

assurer un programme de refonte de dragueurs océaniques en chasseurs de mines.

Un report dans le temps de la construction de l'Inflexible aurait de graves conséquences pour les entreprises de main-d'œuvre, au nombre de quatre ou cinq, car environ huit cents personnes y travaillent « hors statut » sur un effectif total de cinq mille cinq cents ouvriers. Les syndicats se demandent aujourd'hui si d'éventuels reports de programmes n'ont pas été décidés au profit des autres arsenaux, la combativité syndicale des ouvriers bretons, au début de l'année, ayant pu inciter le gouvernement à affecter ailleurs des crédits primitivement destinés au système sous-marin nucléaire.

Dans ce cas, il y aurait tout lieu de s'attendre, à Cherbourg, à de nouveaux licenciements d'ici à la fin de l'année, au rythme de la contraction des marchés.

RENÉ MOIRAND.

[Récemment par le président de la République, le maire de Toulon, M. Maurice Arreckx, est intervenu en faveur de sept cents ouvriers de l'arsenal menacés, selon lui, de licenciement. A Paris suite des restrictions budgétaires, notamment expliquées le maire de Toulon, près de sept cents ouvriers d'entreprises privées, travaillant pour l'arsenal, sont actuellement menacés de licenciement. Nous avons fait remarquer au président qu'avec l'arrivée de la flotte à Toulon il y avait énormément de travail, et que par conséquent les crédits qu'on pouvait affecter étaient parfaitement justifiés. Le président de la République m'a assuré qu'il s'occupait personnellement. On ne peut prévoir les solutions qui seront apportées, mais il faut espérer qu'une solution favorable sera trouvée pour éviter les licenciements dans une ville d'un département qui, déjà, décline le ruban bleu du chômage par rapport à la population.]

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

**CHARTERS A.R.**

MEXICO	1.980F
LIMA	2.450F
RIO	2.880F
BUENOS AIRES	3.650F

1 rue de l'Ecluse Paris 11  
3 bis rue de Valenciennes Paris 59  
Tél. 325.76.25 - 260.74.93



**Avant de sortir ensemble, ils se sont choisis mutuellement sur un écran de télévision.**

Vidéo Rencontres, c'est une méthode unique basée sur l'audio-visuel pour recherche et met en contact les personnes selon leurs affinités. Pas de « rencontres surprises » avec Vidéo Rencontres.

Vous entendez et voyez les personnes sur film avant de les rencontrer.

Vous pourrez donc choisir vos nouvelles relations librement, sagement et en toute connaissance de cause.

Et vous serez choisis de la même manière. Si il y a accord mutuel, nous vous fournissons les numéros de téléphone ou les adresses. Notre rôle s'arrête là.

Pour tout savoir sur Vidéo Rencontres, renvoyez-nous ce bon : nous vous adresserons notre brochure.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

**CVR** 15, rue de Rémusat - 75016 Paris  
Tél. 288.90.95/96/98

## MÉDECINE

● Trois médecins toulousains, refusant de payer leur cotisation au conseil de l'ordre, ont été assignés par celui-ci devant le tribunal d'instance de Toulouse. Ils comparaitront le 5 mai. Les praticiens, qui sont soutenus par quarante de leurs confrères de la région, dont deux professeurs agrégés, demandent le rôle de l'ordre, et contestent notamment que « leur droit de travail ne passe plus par l'intermédiaire de cette superstructure corporatiste ».

● L'école d'infirmiers du centre psychiatrique Sainte-Anne, à Paris, a été fermée par la direction à la suite de la grève des élèves commencée le 8 avril après l'interdiction faite à une élève de poursuivre sa formation (le Monde du 15 avril).

**2600<sup>F</sup> le m<sup>2</sup>**  
**à st-germain en laye**

**"Faites vos calculs"**  
**et venez visiter les appartements-modèles**  
**des Gerboises, 3-4-5 pièces.**  
**Prêts PIC et PSD possibles.**

Accès en venant de Paris soit par N13, soit par autoroute de l'Ouest, soit par RER et autocar.

Renseignements et vente :  
2, rue Jacques-Offenbach, Quartier  
du Bel-Air, 78 Saint-Germain-  
en-Laye. Samedi, dimanche, lundi  
et jours fériés : 11 h - 18 h.

**PRIX FERMES ET DEFINITIFS**

Et boutique OCIL :  
55, bd Malesherbes  
75008 PARIS. 387.90.20

**Les Gerboises**

**OCIL**

Le désir  
sans engagement de ma part  
Cliquez sur "Gerboises"

Nom \_\_\_\_\_  
Prénoms \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tel. \_\_\_\_\_

## RELIGION

### PAQUES, PRINTEMPS DES CHRÉTIENS

(Suite de la première page.)

Un des axes de la pensée théologique (1) globale de l'univers promis selon lui à une série de transfigurations et alimanté par un Dieu qui attire tout à lui. Les catastrophes naturelles qui attendent notre planète ne sont peut-être que des conditions pour de nouveaux enfantements. Pourquoi l'homme serait-il le chant du cygne de la création ? Ces considérations balbutiantes — comment ne le seraient-elles pas ? — peuvent aider à approcher le dogme de la résurrection du Christ vers lequel converge l'enseignement de l'Ancien Testament. Les Évangiles reviennent sans cesse sur cette affirmation centrale de Jésus : « Je suis la résurrection et la vie : celui qui croit en moi, fût-il mort, vivra. » Les événements de Pâques s'inscrivent dans une trame parfaitement claire. La résurrection du Christ n'est pas un éclair imprévu dans la nuit de la Semaine sainte : elle fait partie intégrante de la logique du Nouveau Testament. C'est pourquoi, une fois passé le découragement de la Passion et de la mise à mort, les apôtres et les disciples sont devenus d'incompréhensibles propagandistes. Jésus ne les avait pas trahis. Leur vie ne sera plus qu'un long cri pathétique. « Si le Christ n'est pas ressuscité, notre foi est vaine ! » (Saint Paul).

Mais cette résurrection, de quelle nature est-elle ? Il est plus facile de dire ce qu'elle n'est pas que ce qu'elle est. Personne n'en a été le témoin direct. Et pour cause : si ne s'agit pas d'un fait historique, au sens moderne de ce

mot, c'est-à-dire vérifiable, contrôlable. C'est en quoi la résurrection se distingue du miracle. On ne saurait trop insister sur la différence essentielle entre la résurrection de Jésus et celle de Lazare. Cette dernière, si l'on suit les Écritures, est un phénomène physique, la réanimation pure et simple d'un cadavre. Tous les voisins de Lazare auraient pu le voir reprendre — pour un temps — ses activités. Lazare est mort deux fois, rien de plus. Jésus ressuscité, au contraire, n'appartient plus au monde historique. Il reste, sauf exceptions, invisible, même aux hommes de foi. Sa résurrection est « transhistorique », pour reprendre une expression familière aux théologiens. Les apparitions de Jésus n'auraient pu être filmées par aucun chasseur d'images. Elles ont bien convaincu les disciples, qui deviennent les témoins d'une expérience réelle, mais elles ne relèvent d'aucune objectivité de type scientifique. Ce qui ne veut pas dire qu'elles sont dénuées de valeur, loin de là : elles ont atteint leur but. Ce n'est pas un corps au sens banal de ce mot qui s'est élevé le jour de l'Ascension pour rejoindre ou ne sait quel empyrée. Heureusement pour la foi ! La résurrection de Jésus est un mystère et non un miracle (2). Elle ne relève que de la foi, et tout un chacun peut raisonnablement la nier.

C'est la force de la foi que de ne pouvoir se prouver ni contraindre l'assentiment. La force, oui, plutôt que la faiblesse, car la foi est la résultante d'un doute surmonté. Toute preuve signifierait son acte de décès. S'il n'y a pas de preuves de la foi, il existe pourtant des raisons valables d'adhésion, dont la plus forte est peut-être l'extraordinaire expansion de cette minuscule secte des Amis de Jésus, démunie de tous les moyens de la réussite humaine. Les forces les plus hautes qui mènent le monde et gouvernent les hommes débordent toutes les vérifications. L'amour est de celles-là. Or le christianisme repose sur un amour.

Et le tombeau vide ? dira-t-on. Ne représente-t-il pas la « preuve » de la résurrection ? Certainement pas, encore que quelques apologistes trop zélés se soient parfois risqués dans cette direction, au contraire notamment de l'Église primitive et des exégètes contemporains. Toutefois, une des principales obscurités de la résurrection réside dans le lien qu'il peut y avoir — ou non — entre le « corps spirituel » (Saint Paul) du Jésus pascal des apparitions et son corps enseveli.

Nous avons posé dans leurs derniers retranchements plusieurs penseurs chrétiens en leur posant cette question : « Si par impossible, on retrouvait les ossements de Jésus, votre foi en la résurrection en serait-elle affectée ? En quel sens ? » Leurs réactions sont révélatrices.

A tout seigneur, tout honneur. Jean Guittou, de l'Académie française, répond pour l'essentiel : « Si l'on découvrait les ossements de Jésus, cela ne changerait rien à la foi en la résurrection. (...) L'absence, ou la présence, d'ossements n'a rien qui puisse m'apporter une indication pour ma foi. » L'abbé Marc Orlson, docteur en médecine et psychologue : « La découverte des ossements de Jésus renforcerait ma foi : cela détruirait le mythe de la réanimation d'un cadavre. La présence d'un squelette me confirmerait dans ma foi totalement indéfectible. »

M. Georges Crespy, professeur à la faculté de théologie protestante de Montpellier : « Si par miracle, on découvrait les ossements de Jésus, cela ne m'empêcherait pas de croire à sa résurrection. (...) Saint Paul a bien vu que le corps ressuscité n'est pas commensurable au cadavre. Retrouver les

#### Théologie et psychanalyse

##### PRIMAUTE AU CORPS

Robert Sublon, psychanalyste, membre de l'École freudienne de Paris, doyen de la faculté de théologie catholique de Strasbourg, estime dans son livre « Le Temps de la mort » (édit. du Cerf, Palais universitaire, Strasbourg) que le tombeau vide donne son sens au discours sur l'incarnation en signifiant l'importance du corps pour le judéo-christianisme. La mentalité juive ne pouvait imaginer une vie sans corps.

« Il est fondamental, écrit-il, que le tombeau soit vide, et l'hypothèse de la découverte des ossements de Jésus porterait gravement atteinte au signifiant de l'incarnation. »

tion qui en est le centre et le fondement — au-delà et au-dessus du témoignage des sens. En définitive, l'important aux yeux de la foi c'est l'interprétation et la signification du fait pascal, aussi mystérieux que fécond. Jésus est entré dans l'histoire par sa naissance. Pour les incroyants, il en est sorti au Golgotha. Pour les autres, sa mort est le coup d'envoi d'une aventure spirituelle inédite. L'amour pour le Père a vaincu la mort et permis l'assomption de l'humanité, désormais en marche d'une manière toute nouvelle vers sa divinisation.

Pour tous ceux qui le veulent, la vie éternelle commence sur cette terre. A parler concrètement, la résurrection c'est le partage des biens, le pardon des offenses, l'esprit de pauvreté, l'amour de la paix et de la justice, autant de signes d'attachement à Jésus et à son Père. Plutôt que de résurrection, terme lourd d'ambiguïté, peut-être vaudrait-il mieux parler d'« exaltation » ou d'« élévation » ?

L'exaltation de Jésus, modèle et gage de celle des hommes, est une nouvelle naissance dans le prolongement de la première, quoique différente. Là gît la différence avec l'idéologie marxiste, qui ne veut rien savoir de ce qui se passe au-delà des frontières de notre monde. Pour le croyant, au contraire, le monde ne se termine pas dans l'impasse. Les fenêtres de l'Au-delà (3) sont déjà entrouvertes. Ce monde n'en revêt que plus de prix. Le printemps des chrétiens passe par la Résurrection.

HENRI FESQUET.

(1) L'entropie, terme scientifique, désigne la dégradation inéluctable de l'énergie dans un système clos déterminé. Mais l'univers dans sa totalité est-il un système clos ? La science ne peut l'affirmer.

(2) Phénomène extraordinaire, constatable par tous, signe d'une vérité religieuse, le miracle concerne directement la matière. Exemple : une guérison réputée scientifiquement inexplicable. Le mystère est au contraire une vérité religieuse partiellement obscure couvrant le domaine spirituel. Exemple : la Trinité, l'Incarnation. Le christianisme ne comporte aucun miracle susceptible de la foi, mais seulement des mystères.

(3) L'Au-delà : encore un mot piégé par l'imagerie religieuse pré-scientifique ! Loin d'être une fuite en avant dans une espèce d'autre monde, il faut l'entendre comme une sorte de quatrième dimension — non imaginaire — du monde actuel, dont les « arêtes », pour parler comme saint Paul, nous sont déjà données. Le jour où sera clarifiée la nature des rapports à venir, le dialogue entre marxistes et chrétiens sera sensiblement progressé.

### 32 adresses parisiennes où découvrir une Opel Rekord très raffinée: la "Berlina."

**PARIS 13<sup>e</sup>**  
PAB S.A. - 65-67, boulevard de la Gare  
TEL. 336.18.20.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
PARIS AUTO S.A. - 41-43, rue de Valenciennes  
TEL. 250.43.80.

**PARIS 16<sup>e</sup>**  
GRAND GARAGE DE LA MUETTTE S.A.  
10, rue Abbé-Mégret  
TEL. 870.30.31 - 870.17.57.

**PARIS 17<sup>e</sup>**  
GARAGE DES BATHIGNOLLES  
10, rue Caroline - TEL. 522.59.87.

**PARIS 18<sup>e</sup>**  
LAMARCK AUTOMOBILES  
138, rue Marceau - TEL. 076.80.92.

**PARIS 19<sup>e</sup>**  
REMI PETIT S.A. - 61-63, rue de Meaux  
TEL. 507.93.92.

**68000 BEAUNVAIS**  
BEAUNVAIS AUTOMOBILES S.A.  
12, rue de Clemence - TEL. 445.12.27.

**90000 CHARENTILLY**  
S.A.D.E.L. - 37, rue de l'Indépendance  
TEL. 457.05.08.

**77000 MEAUX**  
GARAGE CENTRAL S.A.R.L.  
57 et 59, av. de la Victoire - R.N. 3  
Zone Industrielle (entrée avenue de l'Épée) - TEL. 433.23.22.

**77000 CHELLES**  
CHELLES AUTOMOBILES  
10, avenue Foch - TEL. 557.53.02.

**78000 VERSAILLES**  
Ets BOUTEAU S.A.  
41, rue des Étoiles-Général  
TEL. 950.15.39 et 951.12.10.

**78150 LE CRESNAY**  
C.A.V. - 80 bis, rue de Versailles  
TEL. 954.19.65.

**79000 PORT-MAIRY**  
S.F.M. - S.A.R.L.  
23, route de Saint-Germain  
Route Nationale - TEL. 975.85.20.

**79000 ORBÉVAL**  
S.A. GARAGE PARIS-DEAUVILLE  
Route Nationale - TEL. 975.85.20.

**91000 CORBEIL-ESSONNES**  
FRANCE EUROPE AUTOMOBILES  
35, boulevard de Fontainebleau  
TEL. 458.09.14.

**91200 PALAISEAU**  
S.A.D.A.  
16, av. du 1er Mai - TEL. 920.87.59.

**91200 ATHIS-MONS**  
ATHIS AUTOMOBILES S.A.  
72-74, route de Fontainebleau R.N. 7  
TEL. 904.54.85.

**91800 BRUNY-ESSONNE**  
STE BRUNY GARAGE  
13, rue de la République - 922.80.95.

**92000 NANTERRE**  
André TAURAND - 8, av. Lénine  
Rond-Point de la Boule - TEL. 204.17.15.

**92100 BOULOGNE**  
UNIVERSAL CARS  
98, rue du Point-du-Jour - 608.00.26.

**92120 MONTBOURNE**  
Ets Ch. BROUSSE  
121, av. Aristide-Briand - TEL. 253.82.30.

**92500 REVELLES-MOULINEX**  
GREDER RACING  
259, quai de Stalingrad - 644.01.59.

**92330 SCEAUX**  
Ets F. LOISEAU  
3, rue de la Friche - TEL. 702.72.50.

**92800 ASNIERES**  
PERROT-ASNIERES S.A.  
35-36, rue Pierre-Scusaletta  
TEL. 733.73.30.

**93100 LIVRY-GARGAN**  
S.A. GLOUT et Fils  
1 et 3, av. Aristide-Briand  
TEL. 927.08.99.

**93300 PIERREFITTE**  
AUTO-HALL S.A. - PALAISEAU  
76, av. Lénine - 243.50.51.

**94000 CRETEIL**  
BRIMANN et CARO  
126, av. du Général-Leclerc  
TEL. 207.45.37.

**94000 ST-MAND-DES-FOSSES**  
BRIMANN et CARO  
16, bd Maurice-Berteaux - 885.42.40.

**94200 IVRY-SUR-SEINE**  
GARAGE DES ÉCOLES  
3, rue Pierre-Duval - TEL. 570.08.09.

**94800 VILLEJUIF**  
Sb EUROPE DIESEL  
134, bd Maurice-Berteaux - TEL. 728.28.50.

**95000 ROSENY**  
S.A. SAINT-AGENT  
1, rue de la Grande-Croix  
TEL. 961.84.03.

**95300 ST-QUENTIN-PAUVRE**  
VALOISE MOTORS  
29-31, rue de Paris - 454.20.78.

#### BON À DÉCOUPER :

Remplissez ce bon et envoyez-le à votre concessionnaire Opel le plus proche de votre domicile.

☐ Je désire recevoir une documentation gratuite sur les Opel Rekord.

☐ Je désire recevoir la visite d'un de vos représentants.

Cocher la case correspondante.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
N° Tél. \_\_\_\_\_

**REKORD**

Le raffinement de la Berlina, offrez-le d'abord à vos passagers. Sièges-couchettes recouverts de velours, ceintures à enrouleurs, appuis-tête intégrés, vide-poches généreux et moquette partout. Accoudoir central et "sécurité-enfants" à l'arrière. Pare-brise laminé, le seul pare-brise qui vous mette vraiment à l'abri des éclats de verre. Le raffinement de la Berlina, offrez-le ensuite à l'admiration des curieux. Protections caoutchouc sur les pare-chocs, bords en caoutchouc et toit gainé façon cuir. Maintenant, pensez à vous, le pilote. Tableau de bord : montre à quartz et compteur journalier. Commande de dégivrage électrique. Système de phares ultra-complet : codes-phares à iode, 2 phares longue portée, 2 feux de recul. Lave-phares et essuie-phares. Transmission automatique en option. Pensez pour finir que la Berlina... c'est une Opel.

**Avec Opel, partez tranquille.**

**OPEL**

سيدا من الامل





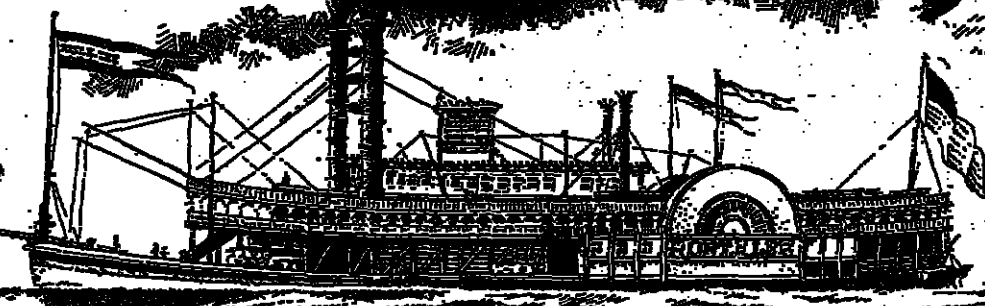


### Chattanooga.

D'abord célèbre pour son champ de bataille, puis pour son Choo-Choo-Train. Aujourd'hui, découvrez l'ancienne gare, monumentale, transformée en restaurant. Et régaliez-vous.

### Les Show-boats du Mississippi.

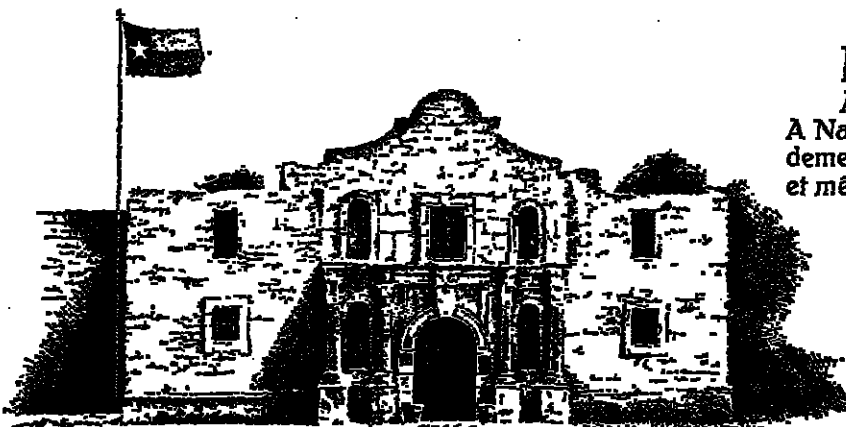
Goûtez le charme des voyages de Mark Twain, au rythme lent du Mississippi. Cette année, des concerts seront donnés à la belle étoile.



### Charleston.

Gershwin y situa son Porgy & Bess. En plus du charme captivant du vieux Sud colonial, cette ville possède les plus beaux jardins des Etats-Unis.

## Partez demain pour le Sud. Arrivez avant la guerre de Sécession.

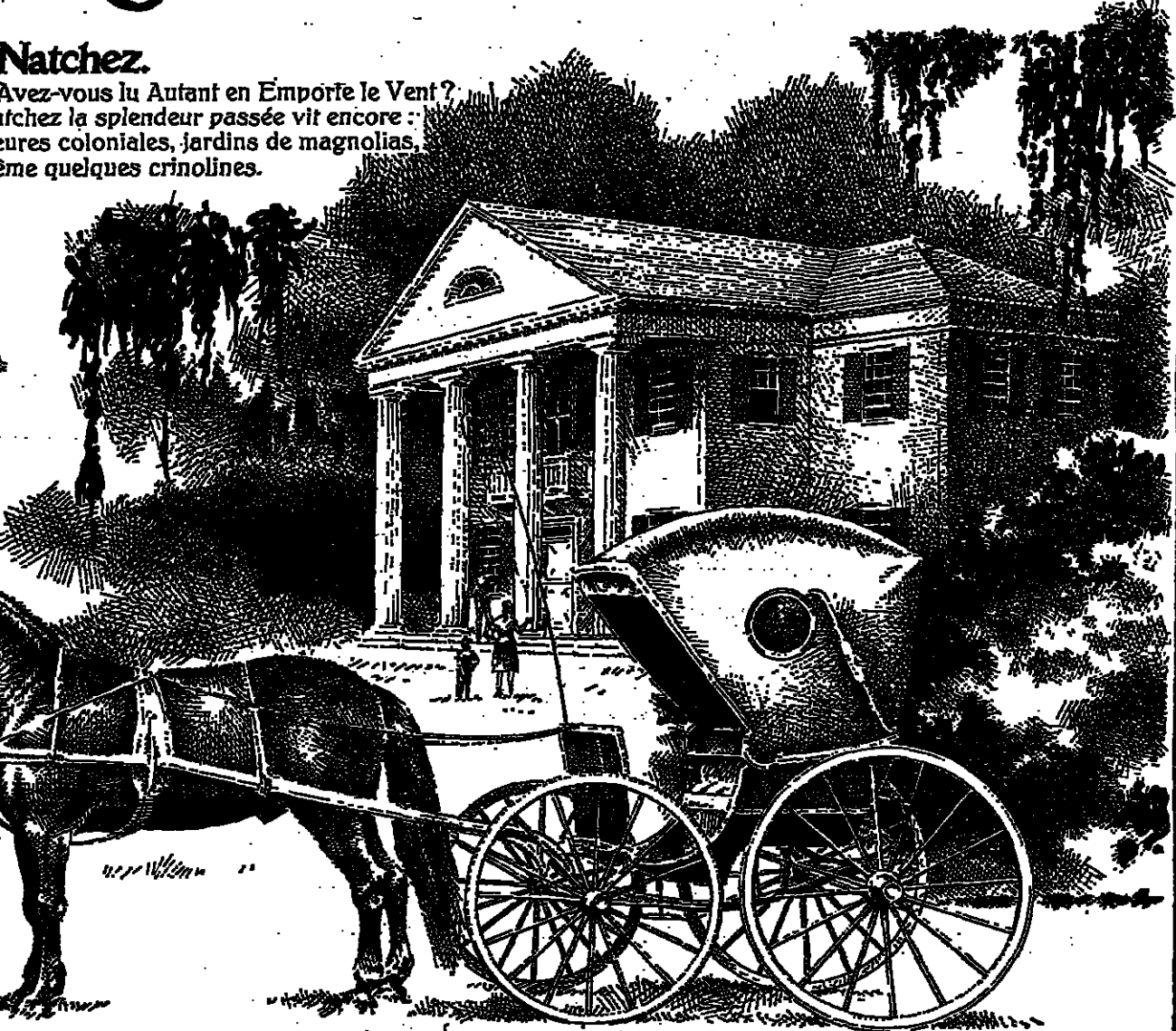


### Fort Alamo.

Le fort historique où une poignée de héros se battit contre l'armée mexicaine, en 1835. A San Antonio, Texas.

### Natchez.

Avez-vous lu Autant en Emporte le Vent ? A Natchez la splendeur passée vit encore : demeures coloniales, jardins de magnolias, et même quelques crinolines.



### New Orleans.

Fondée en 1718 par Jean-Baptiste le Moyne, la Nouvelle-Orléans est fière de son héritage français : les balcons de fer forgé, la cathédrale St-Louis, et bien sûr, la cuisine créole. Mais la tradition numéro un c'est le Jazz : un festival permanent.



### Saint Augustine.

En Floride, le pays des fusées et de Walt Disney, se trouve la plus ancienne ville des Etats-Unis. St-Augustine a été fondée en 1565 par les Espagnols. De nombreuses constructions sont restées intactes : la forteresse, l'école, l'auberge, la cathédrale, etc.

Le Sud des Etats-Unis est plus que jamais le Vieux Sud. En 1976, il y a toujours des bateaux à vapeur sur le Mississippi, des jardins de magnolias, des demeures coloniales, et le jazz est resté partout une tradition vivante. Dans les Etats du Sud, peut-être plus

qu'ailleurs, le passé fait partie du présent. Surtout cette année où les U.S.A. fêtent leur bicentenaire. Comment organiser votre voyage ? Dans tous les cas, même si vous désirez partir individuellement, vous avez intérêt à vous adresser à une agence de voyages. C'est le seul moyen d'obtenir des

réductions ou des tarifs spéciaux pour les hôtels ou les transports. Il y a en France 60 agences particulièrement qualifiées pour vous renseigner sur les 106 différentes formules de voyage aux U.S.A. et sur les événements du bicentenaire. Elles sont signalées par l'emblème Centre

de Renseignements Touristiques U.S.A. De l'autre côté de l'Atlantique, 1976 est une année passionnante. Profitez-en. Cette année, venez vivre deux siècles aux Etats-Unis.



Envoyez ce bon à Publi-Trans 81 : place de la Vigne-aux-Loups, 91160 Longjumeau, pour recevoir gratuitement la brochure Vacances U.S.A. avec la liste des Centres de Renseignements Touristiques U.S.A. (ils sont signalés par l'emblème ci-contre).

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

**Aller-retour Paris/New York, à partir de 1.810 F.\***  
**Circuit "vers le Sud Ensoleillé": 13 jours au départ de New York à partir de 2.100 F.\*\***

\* Sur vol Var.  
\*\* Demandez les programmes de "Visit U.S.A. Service" à votre agence de voyages.

صلى الله عليه وسلم





## TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

### Campagne

**ST-PARDOUX-LA-CROISILLE**  
19320 (Corrèze)  
HOTEL BEAU SITE. Cure d'air.  
Etang. Piscine chauffée. Dépliants.

### Côte d'Azur

**PREJUS PLAGE**  
IL ETAIT UNE FOIS. N.N. Boulevard  
Frédéric-Mistral. Tél. : 35-33-34.

**MENTON (06)**  
HOTEL DU PARC. N.N. Prix mar et  
casino. Plein centre. Parking. Od. par.

**VILLEFRANCHE-SUR-MER**  
Mapotel WELCOME. bord de mer.  
Salon. hiver. Tél. : (83) 80-70-26.

### Mer

**CAP-D'AGDE 34300**  
HOTEL « LE SABLEHOTEL ». N.N. En  
bord de Plage - 2 piscines privées.  
Promenades au pélicier.  
sur le Canal du Midi.  
Voile - Animation permanente.  
Téléph. : (67) 94-13-17.

**28236 CARANTEC**  
HOTEL-RESTAURANT DU PORS-POL.  
N.N. Accès dir. plages. Jardin. Part.  
Cuisine soignée. Prix spéciaux R.S.  
Ouvert 16 avril - 28 sept. Tél. 67-00-52.

### Île de Jersey

(Des Anglo-Normandes)  
Petit Etat indépendant et joyeux au-  
cun 20 km des côtes de Normandie.  
Jersey a 20 km de long sur 10 de large.  
75 000 habitants. Le soleil y brille  
plus de 2 000 heures par an. La cam-  
pagne est magnifique, les fleurs abon-  
dantes. Les adorables petites ports de  
pêche font suite aux immenses plages  
de sable fin. Les vieilles auberges,  
les pubs sont pittoresques et les nom-  
breux hôtels sont de la petite pen-  
sion sympathique au palace de très  
grand standing (dîner dansant habilli-  
lé). Les voitures de location sont  
comme tout à Jersey, très bon marché.  
Quant à la capitale, Saint-Hélène,  
paradis du shopping, elle regorge de  
marchandises « free of taxes ».  
Dans cette petite île de paix et de  
beauté, tout est différent, mais tout  
est doux : la nature, les gens, et les  
prix.

A 70 minutes de Paris-Orly-Sud, Jer-  
sey vous attend dès demain.

Nous serons heureux de vous adresser  
une documentation en couleurs.

Service France L&L, St-Hélène, Jersey  
(Des Anglo-Normandes).

Pour passer des jours heureux, l'idée  
c'est Jersey.

45140 ORLÉANS (Loiret)

41120 OUCHAMPS (Loire-et-Cher)

37400 AMBOISE (Indre-et-Loire)

37500 CHINON (Indre-et-Loire)

31230 GACE (Orne)

56410 ERDEVEN (Morbihan)

CHATEAU DE KERAON (Morbihan)

### Province

**BORDEAUX**  
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX  
N. App. calmes, 40 à 78 P.T.T.C.  
Centre d'affaires et spectacles.  
2 place de la Comédie - Bordeaux  
Garage gratuit - Tél. : 52-64-03 à 06.

### Angleterre

**VICTORIA LONDON**  
Hamilton House Hotel. Bed & Break-  
fast à partir de 55 P et pension  
complète 80 P par personne. 60 War-  
wick Way S.W.1. Tél. : 01-821 7112.

### Espagne

**CALELLA-BARCELONA**  
HOTEL FRAGATA. A 30 mètres de la  
plage. Habitacions con baño.

### Suisse

**AROSA (Grisons)**  
HOTEL VALSANA - Frontière suisse.  
Courts de tennis. Piscine plein air  
et piscine couverte.

**Châteaux - Hôtels indépendants**

### Val de Loire

45140 ORLÉANS (Loiret)

AUBERGE DE LA MONTESPAN

41120 OUCHAMPS (Loire-et-Cher)

RELAIS DES LANDES

37400 AMBOISE (Indre-et-Loire)

CHATEAU DE PRAY

37500 CHINON (Indre-et-Loire)

BOUTELLERIE GARGANTUA

31230 GACE (Orne)

BOUTELLERIE LES CHAMPS

56410 ERDEVEN (Morbihan)

CHATEAU DE KERAON (Morbihan)

### TOURISME AU MAROC

## AGADIR FESTIVAL «ELMOGAR»

La notoriété de l'image de marque du produit touristique « MAROC » n'a pas été établie seulement sur les motivations classiques telles que le soleil, le dépaysement, etc. Les autorités touristiques marocaines ont su judicieusement, depuis une quinzaine d'années, mettre en exergue une autre motivation facilitée par la richesse et la diversité d'un folklore prodigieux.

La réussite de l'expérience du fameux Festival du Folklore de Marrakech, dans le prestigieux cadre du Palais « EL BADIJA », respectée depuis une quinzaine d'années, les a encouragés à tenter une nouvelle expérience dans d'autres cités non moins célèbres telles que Tanger, Fez et Agadir.

A cet effet, le premier Festival d'Agadir, intitulé « ELMOGAR », ce qui signifie en berbère le « rassemblement », a été organisé pour la première fois à Agadir.

Agadir, tristement célèbre par le tragique tremblement de terre de 1960, dont l'œuvre colossale de reconstruction a été entreprise avec un succès que seuls les bilans actuels (5.000 lits en exploitation, 10.000 à la fin de l'année 1977) de la capacité hôtelière, du potentiel économique, de manière générale, notamment en matière d'agriculture, de pêche... peuvent confirmer l'indéniable essor de cette future « Floride » du Maroc, appréciée par des milliers de touristes de tous azimuts en raison de la beauté de son site, la douceur de son climat, le confort de ses installations d'hébergement...

La raison majeure qui a présidé à l'organisation de cette manifestation ne consistait pas seulement à remplir ou à prolonger la saison touristique d'une région à pourcentage de fréquentation parmi les plus élevées du Maroc (soit 80 % d'occupation des hôtels), mais surtout faire la démonstration de la manière la plus éloquent de « l'état de santé » du mouvement touristique actuel vers le Maroc, qui a connu en 1975, malgré les impacts négatifs de l'affaire saharienne, une augmentation de l'ordre de 30 % en ce qui concerne le marché français, pour démentir toutes les fausses rumeurs relatives à un état d'insécurité dans le Sud marocain.

A cet effet, les appréhensions de la fin de l'année peuvent être considérées comme purement et simplement dépassées, si l'on en juge par l'état actuel non seulement du taux de remplissage des hôtels pendant les vacances de Pâques, mais également du nombre de réservations enregistrées par les différentes agences de voyages en ce qui concerne cette destination.

Agadir, cité balnéaire à réputation établie, aura donc connu cette année pour la première fois, du 26 mars au 4 avril, un atout supplémentaire avec l'organisation du Festival « ELMOGAR », réunissant les différentes troupes folkloriques de la région, avec une animation embrassant toutes les régions avoisinantes, dont le charme ne reste plus à démontrer, telles Tatraout, Tiznit, Taroudant, etc. Cette nouvelle démonstration de l'image de marque d'un produit touristique largement apprécié par la clientèle française ne saurait que contribuer au développement touristique d'un pays qui paraît en tout cas pour le moment inépuisable.

## Tourisme

## SITES ET MONUMENTS

### Méditerranée

## POUR UNE COTE DE QUALITÉ

sable descendant en pente douce vers la mer. Une plage ouverte à tous, populaire et bon enfant. Après y avoir installé une décharge publique, on l'a barrée par une digue et isolée du large par une jetée de béton en forme de blochaus. Là-dessus s'édifieront un ensemble « résidentiel » et un hôtel « de grand standing ».

La mer ? On la tient pour une poubelle. Paul-H. rappelle que Marseille, Toulon — et bien d'autres localités — y devraient être traitées. Quand la mer s'auto-épure convenablement, comme dans la rade de Brusc, par le jeu des courants, passant entre les îles, on s'ingénie à la fermer de tous côtés, comme si on voulait la transformer en bouillon de culture. Les fonds qui enchantent jadis les plongeurs sont eux-mêmes « mangés » à une vitesse record. D'Antibes à Menton, le seul dont la profon-  
deur ne dépasse pas 20 mètres est fort étroit. En tout 5 300 hectares. C'est là, sur cette frange, que se développe l'essentiel de la flore et de la faune sous-marines. En bien ! en quelques années di-  
gues et terre-pleins l'ont amputée de 700 hectares, soit près de 13 %. Des parkings à la place des poissous ! Alors que les scientifiques ne cessent de répéter : « On est en train de tuer la Méditerranée ».

La Côte d'Azur paraît se vouer à un tourisme-type dont voici le portrait-robot. Il réside dans un lotissement de luxe ou un « building », se rend au port par une autoroute, laisse sa voiture au parking, prend la barre de son cruiser, va siroter un verre au port voisin, exactement semblable à celui qu'il vient de quitter, rentre chez lui et, pour se délasser de toute cette mécanique, pique une tête dans sa piscine privée avant de passer la soirée devant la télé.

Ces occupations terriblement banales et urbaines auront-elles longtemps droit au nom de « vacances » ? En, finalement, la Côte d'Azur en y sacrifiant tout ce qui faisait son charme, n'est-elle pas en train de programmer son suicide ? La plupart des élus

locaux ne semblent pas le penser. Ceux qui ont des doutes ne peuvent résister à l'une des plus fortes pressions immobilières du monde. Leurs électeurs sont autant de mini-spéculateurs foudroyés.

Le schéma d'aménagement de la côte prévoit des zones de construction et des densités qui auraient permis de loger 15 millions de personnes entre Mar-  
seille et Menton. Savez-vous pourquoi les assemblées locales l'ont refusé ? Parce que les terri-  
toires protégés y étaient encore trop vastes à leur goût. Le dépar-  
tement du Var a dans ses caisses 13 millions de francs provenant de la redevance pour espaces verts payée par les constructeurs. Il ne les emploie même pas.

L'administration s'avoue im-  
puissante devant l'urbanisation de la côte. « Nous n'avons pas le pouvoir de rejeter les habitants vers l'arrière-pays », a dit récem-  
ment M. Pierre Mayet, haut fonc-  
tionnaire du ministère de l'équi-  
pement. De fait, les cent mille habitants que les Alpes-Maritimes ont « gagnés » entre deux recen-  
sements se sont tous installés sur la frange côtière, alors que les villages de l'intérieur achèvent de mourir. L'aménagement en pro-  
fondeur reste un mot.

### Les « suppléants »

Tout cela, les seuls à le dire et même à le crier très fort ce sont les militants du cadre de vie, les militants de l'Union régionale pour la sauvegarde de la vie et de la nature (U.R.V.N.), qui tenaient leur congrès annuel le 11 avril dernier, à Nice. Leur Union créée il y a exactement six ans, fédère deux cents comités locaux couvrant les Alpes-Maritimes, le Var, les Bouches-du-Rhône et les Alpes de Haute-Provence. Ils font tâche d'huile vers les Hautes-Alpes et le Val-  
d'Aoste. Avec quatre-vingt mille adhérents, l'U.R.V.N. est le plus puissant des mouvements régionaux de défense de l'environnement.

Le mieux organisé aussi, avec ses commissions scientifiques

groupant cent soixante-dix experts qui préparent les dossiers, et un comité juridique qui les présente s'il le faut à la justice. L'état-major de l'Union est solide. Autour de René Richard, ancien vice-président du Conseil, écono-  
mique et social, on trouve des scientifiques, de hauts fonction-  
naires à la retraite, un industriel. Des gens calmes, méthodiques, qui savent parler aux élus et à l'ad-  
ministration. En quelques années, parfois à coups de procès retentissants, ils ont réussi à mettre le holà à l'urbanisme sauvage, clandestin et souvent dérogatoire qui sévissait sur la côte. Fini le laxisme de l'administration, finies les marinas, finis les projets in-  
sensés uniquement justifiés par la perspective du profit maximum.

Les militants de l'Union qui quadrillent le Midi agissent comme des suppléants de la qualité de la vie. Il n'est plus une atteinte aux sites ou à la nature qui ne soit aussitôt signalée, et combattue au besoin par un contre-projet. Tirant la leçon de ces batailles locales, l'Union propose ensuite la modification et le renforcement de la législation. Elle l'a fait pour l'urbanisme, pour les carrières, pour la protection de la nature. Nombre de textes issus des ministères s'inspirent de ses suggestions.

Reste alors à convaincre les parlementaires. René Richard, au congrès, leur a lancé une mise en garde : « Nous souhaitons la collaboration des élus. S'ils nous ignorent, nous nous passerons d'eux. S'ils votent mal, nous en tirerons les conséquences aux prochaines consultations. » Evoquant les élections municipales de 1977, le président de l'U.R.V.N. a ajouté : « Si aucun des candidats ne reprend nos thèmes, il n'est pas impossible que l'Union présente ses propres militants. » La Côte d'Azur sera-t-elle sauvée du béton par une nouvelle généra-  
tion d'élus locaux ? C'est son dernier et seul espoir.

MARC AMBROISE-RENDU.  
\* U.R.V.N. : Le Moulin des Serres, 83400 Le Muy. Tél. : 44-11-12.

### « On est en train de tuer la Méditerranée »

On évitera peut-être à La Clotat la rocade qui allait ouvrir le cap de l'Aigle aux lotisse-  
ments. On veut couper les der-  
niers pins du cap d'Antibes pour  
bétonner un peu plus. Par deux  
fois une falaise s'élève face au  
rocher d'Eze a été sauvée des  
griffes d'un promoteur qui vou-  
lait l'agrandir d'un téléphé-  
rique. Le site est enfin classé,  
mais déjà un nouveau permis  
de construire est déposé.

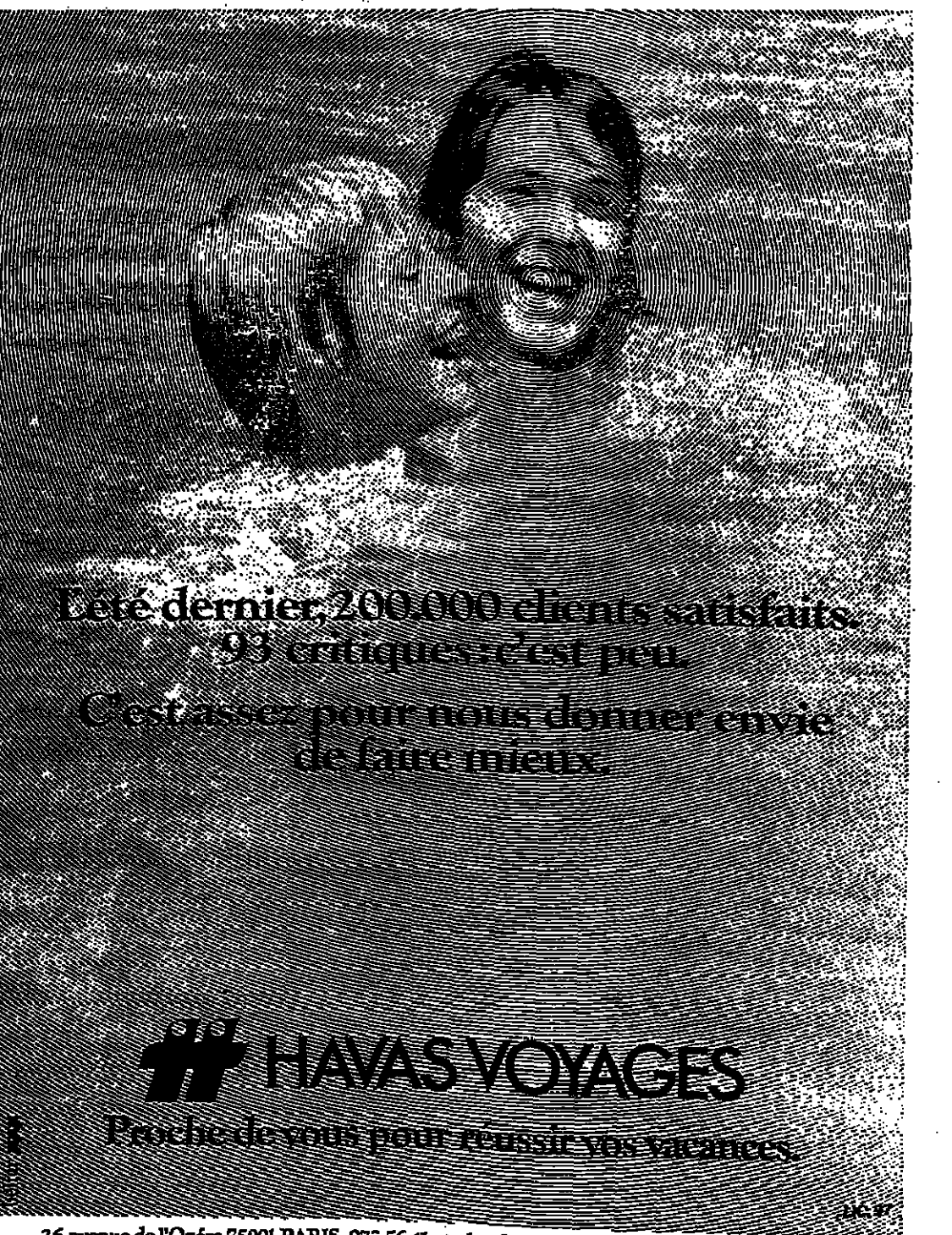
Les plages ? On les sacrifie  
allégrement aux ports de plai-  
sance. Celles du Mourillon, à  
Toulon, de Bormes, de Mandel-  
lieu et du Cap d'Ail ont été  
enfouies sous de formidables  
digue et de vastes terre-pleins  
qui sont évidemment la provi-  
dence des constructeurs. L'exem-  
ple de la plage du Cap d'Ail,  
au pied du rocher de Monaco,  
est le dernier en date et l'un  
des plus scandaleux.

Imaginez sur 300 mètres de  
long — ce qui est exceptionnel  
dans ce secteur accidenté — du

### Les charmes de la Bretagne

en mai et en juin  
notre groupement hôtelier le WEB  
sur la côte de Granit Rose,  
vous offre des tarifs exceptionnels  
pour une période douce, calme et  
florissante.

de 400 F à 520 F la semaine.  
Demandez-nous.  
WEB BP 3 22730 TREGASTEL



L'été dernier, 200.000 clients satisfaits.  
93 critiques, c'est peu.  
C'est assez pour nous donner envie  
de faire mieux.

**HAVAS VOYAGES**

Proche de vous pour réussir vos vacances.

26, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - 075.56.41 et plus de 200 agences à Paris, banlieue et province.

501 11 11 11



## A L'HEURE DES CHOIX

### VAUX, CE CHATEAU QUI FIT DE L'OMBRE AU ROI-SOLEIL

LES Parisiens savent-ils qu'à moins de 40 kilomètres de la capitale ils peuvent visiter un des plus purs chefs-d'œuvre de l'art classique français, le château de Vaux-le-Vicomte, conservé miraculeusement tel quel que le conquit un maître d'œuvre de génie, le surintendant Fouquet, qui fit appel pour le réaliser à trois artistes à l'aube de leur carrière. Le Vau, pour l'architecture, Le Brun, pour la décoration et Le Nôtre pour les jardins ? C'est dans cet admirable décor que M. Jean de Vogüé, son actuel propriétaire, avait récemment convié de nombreux visiteurs, pour leur présenter les sous-sols du château et les salles de service où officia le célèbre Vatel, salles qui viennent d'être restaurées, apportant un complément vivant à l'ensemble formé par le château et ses jardins.

Quand Fouquet fit construire son château, dont le gros œuvre sera bâti en treize mois, puis commença en août 1656 il est achevé en septembre 1667, il a quarante ans et est au faite de sa splendeur. Il a de nombreux amis, reçoit constamment le roi. Jus- qu'alors tout lui a réussi. En sa qualité de surintendant des finances, il gère avec audace et intelligence le trésor royal et parvient quelque temps durant à faire face aux dépenses publiques. Mais la dette de l'Etat s'accroissant, le roi, que le luxe et l'indé-

pendance de Fouquet indisposent, commence à le soupçonner de dilapider les finances royales.

La magnificence du surintendant, les 18 millions de livres qu'il a dépensés pour bâtir son château et planter son parc, les fêtes fastueuses qu'il y donne, vont fortifier les soupçons du souverain. Poussé par Colbert qui contrôle chaque jour en secret les opérations de Fouquet, Louis XIV le fait arrêter en 1661, trois semaines après que Fouquet eut convié à assister à Vaux à une fête éblouissante : le souper a été composé par Vatel, servi au milieu des jardins illuminés, et égayé par une représentation des *Fâcheux* jouée par Molière sur la scène dressée pour l'occasion devant la grille du château.

Traduit devant une commission présidée par son vieux ennemi le chancelier Séguier, Fouquet, après une instruction qui va durer quatre ans, est condamné à la confiscation de ses biens et au bannissement, sentence qui sera cassée par le roi et changée par le souverain lui-même en une peine de prison à vie, que l'ancien surintendant subira jusqu'à sa mort, en 1680, à la sinistre citadelle de Pignerol. Mais le domaine est sauvé. Attribué d'abord à Mme Fouquet, il est vendu en 1705 au maréchal de Villars, puis cédé par son fils à court d'argent au duc de Choiseul-Pralin, qui le remet en état. En 1875 le domaine est acquis par M. Alfred Sommier, qui le sauve du démantèlement et de la ruine, remettant les jardins en état et reconstituant patiemment le décor et le cadre que Fouquet avait conçus. Le domaine est aujourd'hui la propriété du comte Jean de Vogüé, neveu d'Alfred Sommier, qui l'a obtenu en 1965 son classement au titre des monuments historiques.

ANDRÉE JACOB.

\* En mars, avril, mai, septembre et octobre le château est ouvert au public de 10 à 12 heures et de 14 à 18 heures durant tous les jours de la semaine ; le dimanche et les jours de fête, de 10 à 18 heures sans interruption. En juin, juillet et août, tous les jours, y compris dimanches et fêtes, de 10 à 18 heures. Prix d'entrée : château et jardins, 5 F ; château seul, 3 F.

### Propriété privée : prière d'entrer...

A U cours d'une conférence de presse, M. de Vogüé a indiqué quelle était actuellement la situation des maisons privées ouvertes au public. Sur les mille monuments qu'on peut visiter en France, sept cent cinquante sont des demeures privées, qui totalisent trois millions de visiteurs, c'est-à-dire un tiers environ de l'ensemble des visiteurs de la totalité des monuments français. Ces châteaux assurent un véritable service public, sans bénéfice ni de l'actualité ni de la mode, mais remplissent partiellement leur office, c'est-à-dire satisfont le visiteur en présentant son caractère original propre à chaque demeure. Or, quel est actuellement l'avenir de ces maisons, dont l'entretien n'est soutenu que par de faibles subventions ?

L'aspect extérieur d'un monument est souvent trompeur. Il est souvent plus touché qu'il n'y paraît, et on risque d'estimer alors, peut-être, à sa déperdition. Il faut donc se rendre à l'évidence : beaucoup

de demeures historiques ne seront pas sauvées ! La moitié, dans vingt-cinq ans, auront peut-être disparu, et tout se passe, pourtant, comme si l'impuissance à sauver cette moitié de nos chefs-d'œuvre menaçait paralyser l'administration à l'égard de l'autre moitié, celle qu'on peut encore sauver.

Pour conclure son exposé, M. de Vogüé a souligné qu'une construction juridique proche du National Trust de nos voisins britanniques soit établie : c'est un système excellent, associant la puissance publique et les responsables traditionnels. Les propriétaires de maisons privées qui ne voudraient pas dans l'immédiat se joindre à ce club devraient s'efforcer d'obtenir un statut de maison privée. Une fondation privilégiée et un statut sont les tâches urgentes auxquelles le secrétaire d'Etat à la culture devrait se vouer. Faute de quoi on assistera, dans un proche avenir, à la disparition de monuments qui sont la gloire et la richesse de notre patrimoine.

A. J.

### SOLEILS D'AILLEURS

ou une voie pour Fort-de-France

Poèmes

10 F + port : 5,00 F

Cher lecteur  
Léon-Paul CONSEL  
C.C.P. PARIS 23494 99 D  
16, rue P.-Cherest,  
92200 Neuilly-sur-Seine.



## Tourisme

### POINT DE VUE

## MAUVAIS ÉTAT

J'E veux faire ici une suggestion à M. Giscard d'Estaing : quand il viendra, une nouvelle fois, nous expliquer à la télévision sa conception de l'Etat-providence ; quand il viendra, nous annoncer que les bourses vont recevoir une indemnité et les mil-jambistes double pension, je lui suggérerai quelques mesures à prendre pour trouver de l'argent. Je viendrai lui parler de la gestion curieuse de certains monuments historiques français.

Chacun sait que l'Etat ne peut plus soutenir, déjà depuis de longues années, la charge effrayante qu'il a assumée, lors de la grande Révolution, en se chargeant de l'entretien de toutes les églises ; mais peu de gens s'aperçoivent que l'Etat ne peut plus entretenir les châteaux français, même ceux qui sont sa propriété propre (comme Versailles ou Chambord), et que, finalement, la Russie des Soviets dépense davantage, pour conserver les châteaux des anciens tsars, que l'Etat français pour sauvegarder ses grandes demeures.

La vérité oblige à dire que le premier motif de cette situation réside dans le fait qu'aucun pays d'Europe ne possède un patrimoine archéologique aussi riche et aussi varié que la France. Mais le second motif (dont personne ne parle) vient de l'appareil fonctionnaire, grotesquement coûteux, qui pèse sur la gestion des monuments historiques français ; sans parler des travaux incessants que font souvent entreprendre des architectes barbares de diplomates gouvernementaux et d'une surabondance de peche d'Aide.

Je connais, dans l'administration des monuments historiques, des fonctionnaires fort compétents et qui travaillent avec soin et probité. Je les salue. Mais je m'en prends ici à la multiplication soudaine de bureaux parallèles, tous plus nombreux et coûteux les uns que les autres, qui grèvent (depuis la dernière guerre surtout) le budget déjà impuissant des monuments historiques français. Et je m'en prends aux travaux, aussi inutiles que dispendieux, entrepris un peu partout, alors que des centaines de monuments périssent et sombrent dans la ruine, sans remède. Supprimez donc des bureaux inutiles, le Président, et vous aurez beaucoup d'argent pour vos incommensurables « charités » !

J'ajouterais qu'il nous manque un Moléris, pour décrire la suffisance et la prétention de tels vieillards docus qui sont devenus l'attitude préférée de tous ces princes inattendants qui nous gouvernent. Avez-vous remarqué, par exemple, que les professeurs sont

maintenant de vrais pontifes, et que, ne pouvant plus se faire obéir de leurs élèves, ils se revanchent en plastronnant un peu partout ? L'édition et les moyens audiovisuels ne conviennent qu'eux pour trancher un débat (chose bien curieuse, dans une époque où la spécialisation de chacun rétrécit d'autant, la vigueur et la portée générale de ses jugements). Mais ceux qui rendent des points aux professeurs sont les nouveaux fonctionnaires des monuments historiques ! Louis XIV à Versailles est surpris d'eux un prince d'Humilis ; ils sont réellement les nouveaux féodaux de la France.

### Retour à la féodalité

En effet, ils bémolent secrètement Richelieu et Louis XIV d'avoir décuronné les demeures féodales, les incendiées de 1793 de les avoir meurtries, et les démolisseurs du dix-neuvième siècle d'avoir soulevé le besogne ! Car, enfin, voilà du travail tout préparé et des perspectives de gains presque à l'infini : la France des fonctionnaires, depuis un demi-siècle, fait payer dix fois aux Français la note des destructions de jadis. C'est une façon bien nouvelle de comprendre le sens de l'histoire. L'énorme disast aux Russes : « Retournons aux Varvagues ! » : les fonctionnaires nouveaux disent aux Français : « Retournons aux donjons primitifs et à la féodalité du dixième siècle. » Les premiers féodaux ne furent-ils pas de hauts fonctionnaires, qui s'entretenaient eux-mêmes, un beau jour, comme seigneurs des lieux ? Vive le dixième siècle de ces antiques pirates ! nous murmurent les gens de bureaux.

Je ne plaisante pas, croyez-moi. Je vais raconter brièvement l'histoire de deux châteaux, dont l'un est fort célèbre et dont l'autre pourrait le redevenir. Dans les deux cas, vous verrez agir des fonctionnaires coûteux, aux dépens d'une situation qui pourrait être réglée aux moindres frais.

Le premier était en ruine, il y a vingt ans, un peu par le fait de la guerre, beaucoup par l'action étonnante d'un propriétaire qui y avait cherché un trésor. Les autorités du département où s'élevait ce château décidèrent un jour de l'acquiescer et de le sauver. Intention plus que louable, mais « hélas ! hélas ! hélas ! », comme disait un homme célèbre, le programme suivi se révéla le plus dispendieux qui pouvait exister.

Les contribuables du département furent mis en coupe réglée, tels paysans battant les églises à grenouilles, tandis que s'effritait une demeure reconstruite de la façon la plus inutilement brillante. Pour remédier ce château, il se présentait ensuite un programme

simple et de peu de frais : les autorités départementales le récurèrent et s'occupèrent, en premier lieu, de se tailler à l'intérieur de l'édifice... des bureaux et des salles de réunion pour eux-mêmes ! Sans commentaires.

Le second château était quasi dans l'abandon depuis la Révolution : mais ses murs et toits étaient restés en fort bon état (les seconds ayant été réparés, au titre de dommages de guerre, par l'administration des monuments historiques, après un bombardement survenu en juin 1940). Pendant les dix dernières années, ce château abandonné bénéficiait de soins constants d'une personnalité qui y travaillait dans les privations personnelles et le désintéressement. Cela ne faisait pas l'affaire d'un architecte des monuments historiques qui rêvait d'installer un nouveau domaine d'activité, pour sa renommée personnelle, en des lieux où sa présence était à peu près aussi utile que celle d'une potiche Louis-Philippe dans une salle des gardes.

En un tournemain, ce monsieur trouva à s'employer ! Et comme quelques réparations de peu d'importance devaient s'opérer dans un toit coiffant une tour majestueuse, il fit jeter à terre les quatre pans du toit tout entier. Au dix-huitième siècle, la duchesse de Choiseul disait que certaines gens corrigeaient le défaut d'un homme montrant un cheveu blanc en lui coupant la tête.

« Faut le faire ! », conclut Gervache. Mais les deux exemples que je cite sont légion.

MARIE-MADELEINE MARTIN, historienne, Grand Prix Gaudet d'histoire de l'Académie française.

● En principauté de Monaco, le 19 avril 1976 marque le vingtième anniversaire du mariage du souverain, Rainier III, avec Grace Kelly. Toutes les manifestations de la saison seront marquées par cet événement, tel le Bal de la rose, organisé précisément le lundi 19 avril par la Société des bals de mer dans le décor fameux du Sporting-Club de Monte-Carlo.

Baccara, Sonia, Soraya, Stars... elles seront toutes là, ces roses fameuses, parmi les dix mille qui décoreront la salle des étoiles et enivreront les invités de leur parfum subtil. Un orchestre de cent violons placera cette soirée sous le signe de la valse, tandis que Mady Mesplé, de l'Opéra, prêter son talent au spectacle.

● Le numéro de téléphone du Bicy-Club de France est le 523-36-62 et non 32-62, comme nous l'avions indiqué par erreur dans le « Monde du tourisme » daté du 10 avril. (Bureaux ouverts de 9 h. 30 à 13 h. 30, 7, rue Ambroise-Thomas, 75009 Paris.)

## PLUS VITE MOINS CHER

Pour l'Angleterre prenez l'Hoverlloyd

En voiture 5 passagers gratuits

Calais - Ramsgate

à partir de

180<sup>F</sup>

● jusqu'à 20 vols par jour  
● 40 minutes de traversée  
● formalités accélérées à l'importation  
● autoroute directe jusqu'à Londres

En autocar

Paris - Londres

105<sup>F</sup>

égaleme tarifs spéciaux étudiants et moins de 18 ans  
● émission des billets et départ des cars Hoverlloyd  
24 rue de Valenciennes 75010 Paris  
● Service Bruxelles-Londres: Hoverlloyd Centre International Rogier, Rue de Brabant 3-Bruxelles T. 29.02.25

Passagers à pied

Calais - Ramsgate

64<sup>F</sup>

égaleme tarifs spéciaux étudiants et moins de 18 ans.

### HOVERLLOYD

Brochures, horaires et réservations: Agences de voyages ou Hoverlloyd Paris: 723.73.05 Calais: 34.67.10



M. \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Desire recevoir gratuitement une brochure HOVERLLOYD.  
A retourner à Hoverlloyd  
Hoverport International - 62106 Calais

## Grande Bretagne... ..vacances plus attrayantes avec votre voiture



Lors de vos prochaines vacances allez en GRANDE-BRETAGNE avec votre voiture. Vous pourrez ainsi à votre guise visiter davantage du pays et réaliser des affaires que nul autre pays d'Europe peut offrir.

La meilleure façon de vous rendre en GRANDE-BRETAGNE avec votre voiture est d'emprunter l'un des navires modernes de TOWNSEND THORESEN.

choisissez la meilleure façon de traverser la Manche TOWNSEND THORESEN vous met tout de suite dans l'ambiance des vacances. Vous trouverez à bord : salons, self-service, bar et restaurant. Vous pourrez aussi profiter des prix sans concurrence pratiqués dans les boutiques hors-taxes.

choisissez la ligne qui vous convient le mieux

TOWNSEND THORESEN propose un grand choix de lignes et de départs.  
CALAIS-DOUVRES LE HAVRE-SOUTHAMPTON  
CHERBOURG-SOUTHAMPTON ZEEBRUGGE-FELIXSTOWE  
CHERBOURG-PORTSMOUTH ZEEBRUGGE-DOUVRES  
La situation géographique des ports permet l'accès rapide aux différentes régions du pays : Kent, littoral sud, Pays de Galles, Région ouest, Midlands ainsi que LONDRES bien entendu où vous ferez un peu de "Shopping". Quelque soit le port de départ, celui-ci est desservi par des autoroutes et des routes principales.

minutés Si vous disposez de quelques jours, profitez des tarifs spéciaux "Séjour de courte durée" de 48 heures jusqu'à 5 jours.

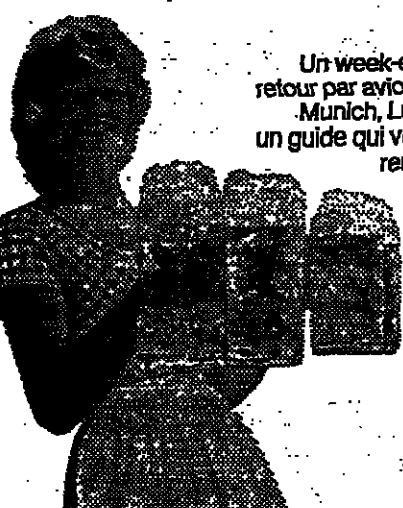
République Irlandaise via 3+1 LONDRES Réservations directes par TOWNSEND THORESEN et la Cie B + 1 dont les navires assurent les liaisons LIVERPOOL/DUBLIN et SWANSEA/CORK.

Pour plus amples informations, retournez-nous le coupon ci-dessous, vous recevrez nos brochures et nos tarifs 1976.

TOWNSEND THORESEN  
CAR FERRIES  
41, bd des Capucines  
75002 PARIS  
Tél : 261-61-75  
Veuillez me faire parvenir vos brochures 1976.  
NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
TOWNSEND THORESEN  
European Ferries

## Week-end

Partez pour la gaieté, partez pour Munich



Un week-end avec Lufthansa, c'est plus qu'un aller et retour par avion pour Munich.

Munich, Lufthansa connaît bien. Pour vous, c'est donc un guide qui vous indique où descendre. Où aller pour rencontrer la joie de vivre bavaroise.

Des dîners comme des spectacles; Pour découvrir l'architecture des châteaux baroques. Les richesses des musées.

Pour obtenir les informations: Ecrivez à Lufthansa 21-23, rue Royale, 75008 Paris. Ou téléphonez-nous au 265.19.19

Lufthansa  
3 jours à Munich à partir de 595 F.

Informations touristiques  
du 1<sup>er</sup> novembre au 31 décembre 1976 — du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 1977

## 50 % de remise pour qui se rend en Sicile par Tirrenia Car-Ferries

Cette offre exceptionnelle est valable pour les passagers (pendant la période sus-indiquée) et leur voiture (pendant toute l'année) à condition qu'ils aillent et reviennent en Sicile à bord d'un navire de la Tirrenia. Pensez-y : des vacances splendides au soleil de la Sicile en payant la moitié du billet pour vous et votre voiture.

Il s'agit d'une remise applicable pour toutes les lignes Tirrenia reliant la Sicile à : savoir :

Naples - Palermo	Malte - Syracuse	Cagliari - Trapani
Naples - Catania	Malte - Catania	Tunis - Trapani
Naples - Syracuse	Reggio - Catania	Tunis - Palermo
Cagliari - Palermo	Reggio - Syracuse	

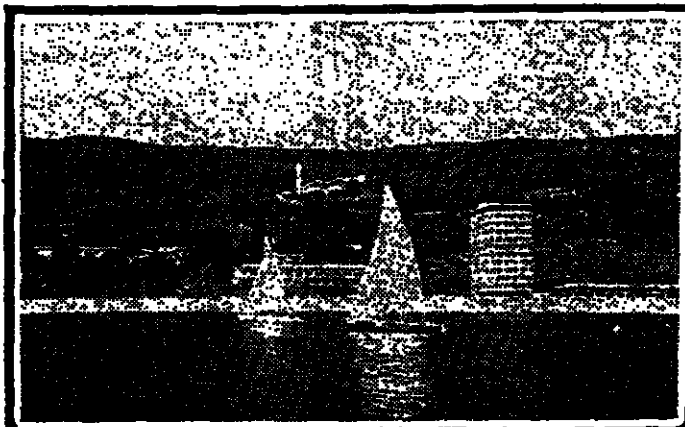
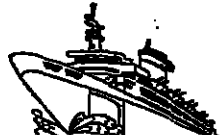
Cette facilité est offerte par la Tirrenia Car-Ferries en collaboration avec l'Office du Tourisme Sicilien.

Voilà une magnifique occasion à ne pas rater, car ce sont les mois les plus intéressants pour visiter l'étonnante Sicile et parce que les navires Tirrenia sont les plus beaux « passagers » de la Méditerranée.

Renseignements et réservations auprès de votre Agence de Voyages ou bien à :

COMPAGNIE GENERALE  
MEDITERRANEE  
PARIS, 5 bis, rue de Sèze 75009  
Tél. 742-85-33 — Tél. 744-85-33  
Marseille, 51, bd des Dames 13222  
Tél. 91-96-53 — Tél. 440-85

**tirrenia**  
navigazione



**vous rêvez de repos  
et d'air pur ?**  
un autre monde, un monde décontracté vous attend :

## la bulgarie aux portes de l'Orient

En pension complète, tout compris :  
o 3 semaines à partir de 1.565 F  
o 4 semaines à partir de 1.840 F

NI FORMALITE - NI VISA

Renseignements auprès de votre  
agence de voyages et de  
L'OFFICE NATIONAL DU  
TOURISME BULGARE  
45, avenue de l'Opéra  
75002 PARIS - Tél. : 281.69.58

Bon voyage avec BALKAN

DOCUMENTATION SUR DEMANDE  
Nom  
Adresse  
Code et ville

## Tourisme

### Débat

## LETTRES D'AQUITAINE

Le point de vue de M. Emile Blasini, président de la mission interministérielle pour l'aménagement de la Côte aquitaine, publié dans « le Monde du tourisme » du 3 avril a suscité plusieurs réactions. Voici notamment des extraits des longues correspondances que nous ont adressées deux Aquitains.

### Des chiffres et des hommes

On nous dit que le développement de la Côte aquitaine est entre les mains des Aquitains et que ceux-ci sont d'accord. Or nous assistons au fait suivant : la mission agit auprès des municipalités, ou plutôt de certains membres des municipalités, mais jamais en accord avec les populations concernées. Les projets de la mission sont tenus rigoureusement secrets. Sauf les brochures de propagande. Quand on obtient, difficilement, des renseignements concrets et qu'on est amené à les utiliser, on s'entend régulement la réponse : « Mais ceci n'est pas le dernier état du projet ». En réalité personne ne connaît le « dernier état du projet » jusqu'au moment où les bulldozers arrivent et qu'il est trop tard.

La mission prétend qu'elle se borne à régulariser un tourisme qui augmente de toute façon et à le normaliser. Le tourisme a augmenté de 5 % par an entre 1950 et 1970. La mission prétend « suivre » le rythme de 5 %. Et ici commence le mensonge : on part d'une « capacité » estivale de 310 000 lits. Mais les chiffres INSEE contrôlés donnent au maximum 235 000 nuitées en août 1974. Or on prétend passer de 235 000 (chiffre réel) à 440 000 en 1980, pour la première tranche, en cinq ans une augmentation de 80 % et dans une deuxième tranche 135 000 lits nouveaux, soit au total une augmentation de 150 %. Nous sommes très loin des 5 % par an !

M. Blasini affirme qu'il y aura 10 000 hectares bâtis sur 700 000, c'est vraiment dérisoire ! (on ne dit pas si ce sera 10 000 hectares de plus par rapport à ce qui existe ou 10 000 hectares en tout). Ce qui est intéressant, c'est d'abord le chiffre fixé : car dans les cartes de la mission, on indique par des points rouges le lieu des implantations nouvelles, en précisant honnêtement que les délimitations géographiques ne sont pas précises. Ce qui est intéressant aussi, c'est de faire des calculs précis : par exemple pour l'unité d'aménagement n° 9, en vingt-cinq ans l'espace urbanisé est passé de 4 à 7 % (avec les mouvements spontanés et sauvages) grâce à la mission, il doit passer en dix ans de 7 % à 40 % du total du sol, atteignant une densité de 550 habitants au km<sup>2</sup>, soit plus forte que dans le département du Nord...

Le projet de la mission est antisocial. M. Blasini a déclaré : « Accepter trop de terrains de camping, c'est pour cette région, ne pas se rendre assez cher ». Maintenant, il parle d'un regroupement des campings. On néglige de dire deux choses : la première, c'est que les campings (souvent bien aménagés) sont expulsés des zones agréables et bien situées

### Paradis sous-marins de l'Océan Indien

Découvrez les archipels sauvages de l'Ouest de Madagascar avec notre organisation spécialisée dans l'exploration sous-marine - 14 jours 3 300 F - 16 participants 5 départs printemps-été 1976  
Informations : tél. 265 66 24 ou écrire à : Service Plongée  
**AIR MADAGASCAR**  
7, av. de l'Opéra 75001 Paris

et du béton partout, à la place du camping. Il n'y a plus aucune possibilité de nature.

Enfin, contrairement à ce que l'on dit, ce n'est pas l'habitant qui va profiter de cet aménagement : il sera chassé. L'exemple type est celui des ostréiculteurs. Avec quatre-vingt mille touristes de plus sur le bassin d'Arcachon, la pollution augmentera malgré les promesses d'une épuratoire qui n'a pas lieu. Effectivement, avec sept mille bateaux de plus (en majorité à moteur), la culture des huîtres sera impossible. Avec le regroupement des ostréiculteurs dans trois « ports » ostréicoles on rend leur profession impossible. Les populations locales seront en réalité remplacées par du personnel hôtelier saisonnier avec une côte déserte neuf mois par an.

Jacques BILLUI  
Professeur à l'université  
de Bordeaux I

### Les principes et la pratique

Si le béton qui va boucher le dernier espace libre, qualifié de « terrain vague », de Capbreton-Rossegat n'a qu'un kilomètre de long, il faut y ajouter celui de Port-d'Albret, de Lacanau, de Pyla, de Capbreton, etc.

Selon le président de la mission, « les stations de la nouvelle Aquitaine, rompant avec la tendance des constructions sur les riveaux de la mer ou des lacs, s'établiront perpendiculairement à la côte de l'océan ». C'est sans doute pour cela que, outre les opérations déjà mentionnées, on va bétonner la plus belle rive intacte, du lac d'Hourtin, site classé.

Si la mission lutte contre la pollution, elle aura l'occasion de le faire après la création d'un centre de soins allemand de Mauléon et des 7 000 lits — donc au moins 1 000 moteurs — de la cité lacustre de Piqueyrot sur une nappe d'eau exceptionnellement fragile. Entre les principes et la pratique de l'aménagement, la contradiction est évidente.

Bernard OMBROUENNEAU,  
président du Comité de défense  
de la Côte aquitaine.

## Balades

Les rendez-vous  
de Tabarka

Pour la quatrième année consécutive, la Festival de Tabarka rassemblera en juillet et août dans la petite bourgade nord-tunisienne tous ceux, un peu plus nombreux chaque été, que l'idée « de ne plus bronzer idiots » a séduits. Comme à l'accoutumée, des ateliers fonctionneront, où l'on pourra s'initier à la poterie, à la danse, au yoga, à la peinture, etc. entre deux spectacles, deux concerts, deux représentations de marionnettes — et deux plongeurs dans la grande bleue.

Cette année sera en outre celle de la première université d'été de Tabarka, qui a choisi pour thème général une vaste introduction à la civilisation arabe.

Organisateurs du Festival : Aquarius International, 148, avenue Edouard 75013 Paris. Tél. : 386-45-33

L'Agence de voyages Grandes vacances, 1, rue du Louvre, 75001 Paris. Tél. : 260-34-45, propose pour sa part des forfaits « tout compris ».

Le troisième âge  
sur le pont

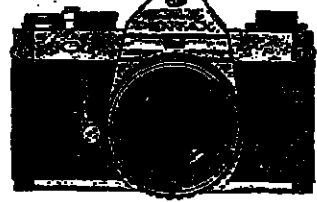
Du 5 au 19 juin, le paquebot Victoria emmènera à son bord, en passant par Barcelone, Malaga, Madère, Tenerife et les villes marocaines, des croisiéristes du troisième âge.

Le temps passera vite : outre les escalades, toutes intéressantes, que des conférences avec montage audio-visuel auront présentées avant que le bateau n'aille vers l'ancre, des causeries sur le thème de l'histoire de la mer, des séances d'initiation à la prise de vue photographique, à l'astrologie, à la danse et à l'expression corporelle mèneront des journées entre ciel et mer, que les couchers tard pourront prolonger loin dans la soirée en dansant, à moins qu'ils ne préfèrent les échecs et la bridge à la véla et à la rumba.

\* Ocean, 20, boulevard Polignac, 75008 Paris. Tél. : 770-23-69 (à partir de 2 500 F par personne).

**Ne partez pas sans PENTAX KX (M. 1:8)**  
Emportez-le tout de suite...  
— payez après !

avec votre carte de  
crédit permanent  
**ETEL**  
(ou comptant 1780 F)



**Camera 7**

PARIS : 7, rue La Fayette  
20, rue de Châteaudun  
CANNES : 45, La Croisette (Grand Hôtel) Tél. : 38.39.86

DOCUMENTATION SUR DEMANDE



**A ISOLA 2000, L'ETE, SONT GRATUITS : LE TENNIS, LA PISCINE, LE VOLLEY-BALL, LE TIR A L'ARC, L'ECOLE D'ESCALADE  
ET DE RANDONNEE DANS LE PARC DU MERCANTOUR, LE SOLEIL ET... LA GARDERIE D'ENFANTS !**

Il reste quelques appartements à louer et quelques chambres à l'hôtel Chastillon \*\*\*  
Réservez vite : Maison d'Isola, 21 rue de la Paix - 75002 Paris - tél. 073.80.20 ou Station d'Isola - tél. (93) 02.70.50.

**isola 2000**  
C'est aussi l'été.

**DÉCOUVREZ jst**  
toutes les ÉGYPTE avec  
**l'Égypte**  
c'est aussi les Égyptiens  
LOUXOR, KARNAK, ASSOUAN,  
ALEXANDRIE, SUEZ, LE CAIRE,  
transition entre le Pharaon d'hier et  
le Raïs d'aujourd'hui.

2 circuits\* : 2.790 F  
3 semaines : 3.190 F

\* Voyages réservés  
aux jeunes de 17 à 35 ans.

**jst** OU LA RECHERCHE DE  
L'AUTHENTICITE DANS LE VOYAGE

**JEUNES SANS FRONTIERES**  
Partir vite double 17, rue de la Bastille 75002 - 281.63.51  
4, rue Montmartre-Paris 75001 - 335.50.55 (24)  
Boulevard de la Chapelle, 118, Paris 10 - 335.50.55 (24)  
et à l'étranger : 100 rue de la République - 75001 Paris

Un séjour exceptionnel : voyage ÉGYPTE ETE 76  
et vous prie de nous l'indiquer !

Nom  
Prénoms  
Adresse

# Un charter pour l'Amérique ?

## Pourquoi pas ! Maintenant que Jet Tours Charters en fait un service sûr et régulier.

Parce que Jet Tours Charters vole sur  
de Grandes Compagnies Internationales,  
la seule différence que vous trouverez  
entre un vol régulier et un vol Jet Tours  
Charters, c'est le prix.

PARIS/NEW YORK/PARIS  
1700 F en mai  
1850 F en juillet-août  
1750 F en sept.-oct.

PARIS/MONTREAL/PARIS  
1600 F en avril  
1650 F en mai-juin  
1750 F en juillet-août  
1700 F en sept.-oct.

Jet Tours Charters dessert aussi BOSTON - PHILADELPHIE - LOS ANGELES - QUEBEC.

Plus de 80 vols d'Avril à Septembre

Demandez le calendrier détaillé,  
dates, durée de séjours  
et prix à votre agent de voyage

# Jet tours Charters

**VARA**  
Vols Affiliés avec  
Information à l'Agence

سلا في الامم









Mode

TARTANS AU FÉMININ

A retenir de la semaine du prêt-à-porter qui, la semaine dernière, a réuni plus de mille exposants à la porte de Versailles : la maison Bousac vient de conclure un accord de fourniture exclusive de tissus avec Kenzo, dont la collection Jap donne lieu à des crises d'hystérie de la part de ses admiratrices. Espérons que ce feu-foilet de la création pour filles et garçons parviendra à livrer sa production à cette clientèle qui, jusqu'à maintenant, reste souvent sur sa faim.

Gaston Jaunet — trois usines à Cholet — est un des meilleurs producteurs d'ensembles mi-sport, mi-ville, dans une gamme de prix moyens. Joël Mao a choisi des coloris forts : jaune moutarde, rouge, vert, marine, à coordonner avec tous les tartans d'Ecosse. Ses manteaux et ses imperméables vous rappelleront vos tenues de classes terminales par leur forme, mais ils sont doublés de pilou écossais assorti au chemisier sur une jupe ou un pantalon uni qui ne peuvent que vous réconcilier avec ce style.

Mais l'écossais ne se cache pas uniquement en doublures. L'air et Fortch d'East Fife, près de Glasgow, est le plus important fabricant de kilts en pure laine, de formes traditionnelles pour le jour ou la nuit, à plus ou moins larges, que vous trouverez à la rentrée dans les boutiques spécialisées, souvent coordonnées à un gilet ou à une veste unie.

Malgré le change avantageux pour nous, les prix britanniques ont beaucoup augmenté et les tissus sont chers, surtout en plissés. C'est pourquoi les fabricants français de grande diffusion s'ingénient à créer des mélanges de laine et de synthétique. Le résultat est joli, surtout en manteaux et en longs blousons, dans les nouveaux tissus enduits satinés, comme chez Vida Loria, où les jupes et les doublures se rejoignent.

Si vous habitez ou travaillez dans le quartier de l'Opéra, vous connaissez le marché Saint-Honoré et les petites rues avoisinantes qui regroupent des boutiques de mode aux créations originales signées J.-C. de Castelbajac, Issey Miyake (un jeune japonais dans le vent), Adeline André et Michel Klein, à dix-neuf ans le benjamin des stylistes parisiens. Ils vous voient habillés en robe trapèze, en imperméable à grande bavette formant capuchon, emmitouflée en superpositions pour le jour et décollée jusqu'aux reins en jersey rouge ou noir, femme fatale 1976.

NATHALIE MONT-SERVAN.



ISSEY MIYAKE : emmitouflée jusqu'aux yeux en casaque de gris et de noir relevé de bien sûr, cette silhouette de robe-manteau reflète une tendance au volume arrondi du haut, à taille marquée, grandes poches en biais et jambières de tricot sur les bottes.

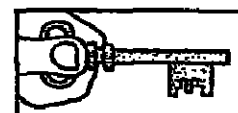


VIDA LORIA : le blouson long en cuir noir doublé du même acrylique que la jupe plissée écossaise représente une bonne interprétation des idées-choes à un prix accessible.



NICHEL KLEIN : le cadet des modèles parisiens, dix-neuf ans, lance dans un souple jersey rayé rouge bordeaux, blanc et vert, cette robe de fin de journée à corsage trapèze, couplée aux hanches et blousante à ampleur froncée.

(Croquis de MARCO.)



Maison

LES PAPIERS PEINTS CHANGENT DE PEAU

On ne vit plus un quart de siècle dans le même décor intérieur. Non seulement les Français changent plus souvent de résidence, mais ils renouvellent plus volontiers la parure de leurs murs. Si les papiers peints viennent en tête des achats (avec une consommation de 600 millions de mètres carrés en 1975), c'est que leurs prix sont abordables, leurs décors séduisants et leur pose relativement facile comparativement aux autres revêtements.

Un nouveau venu amorce une percée sur ce marché : le papier-vinyl. En 1975, ses ventes ont représenté environ 8 % de celles des papiers peints. Ce n'est qu'un début, mais il paraît si prometteur que de nombreux fabricants s'y intéressent. Ce revêtement est fait d'une feuille de chlorure de polyvinyle contrecollée sur papier ; plus le vinyl est épais, meilleure est la qualité du produit (et plus élevé son prix). En moyenne, il faut compter de 80 à 80 francs pour un rouleau de 10 mètres sur 0,53 mètre.

Plus onéreux qu'un papier peint de qualité courante, le papier-vinyl présente en revanche des atouts sérieux : il est résistant aux chocs et éraflures (indéchirable), ses couleurs sont inaltérables ; il est réellement lavable, supportant détergents et eau de javel, ce qui peut être utile pour une chambre d'enfant, un couloir, une entrée ; il se pose facilement, sa souplesse absorbant toute imperfection du mur ou de pose ; il est également « pelable » (« strippable », en français), ce qui signifie que la feuille vinylique de surface peut s'enlever et que restera sur le mur la couche de papier (qui servira d'appât pour un nouveau décor).

Jusqu'à présent, le papier-vinyl était surtout destiné à la cuisine et à la salle de bains, avec des décors imitant souvent le carrelage. Les fabricants le préconisent maintenant dans les autres pièces. Leurs efforts de création portent sur des couleurs plus douces et plus mates, des graphismes se rapprochant des papiers peints « classiques » et la possibilité de coordonner grands motifs, petits dessins et unis. Le papier-vinyl existe sous deux présentations : à enrouler, comme un papier peint classique, ou pré-encollé.

Dans la première catégorie, *Inaltéra* présente trois albums totalisant quatre cent cinquante feuilles (soit le tiers de sa production), parmi lesquelles des « jeux de fond » de feuillage léger ou de petits bouquets, avec des trises à placer au ras du sol ou en bordure du plafond (« sauge-mauve » et « myrtilles-nyctes »). Une nouvelle gamme d'un fort grand format, image de vinyl, se coordonne à tous les imprimés d'*Inaltéra*. A enrouler également, un décor de

grandes fleurs plates découpées sur vichy molletonné, dans la collection Lady-vinyl, de Gaillard. *Motif* Holiday présente aussi des motifs floraux dont les coloris sont traités en dégradés et un amusant dessin de tissu torchon agrandi.

Le papier-vinyl pré-encollé compagne, sur l'envers, une couche de colle sèche qu'il suffit d'humidifier au moment de la pose. Cette technique est adoptée par de nombreux producteurs français et étrangers. Dans la nouvelle collection Vénilla de *Griffine-Marc* (le plus important fabricant français), les motifs de petites fleurs blanches sur fond brique sont très réussis. La récente implantation en France de *Crown*, qui représente 50 % du marché britannique, a nécessité un choix parmi les graphismes et coloris diffusés outre-Manche ; ont été retenus, entre autres, des semis de fleurs romantiques, des dessins exotiques et des rythmes de cercles rayures. Autre marque britannique, *Vismara* (fabrication I.C.I. distribuée en France par *Valentine*) propose des coloris estampés et des fleurs traitées « à la Renoir ». La société française des papiers peints (*Esse*) présente dans sa collection *Mésosnyl*, des papiers-vinyl fleuris de coloris pimpantes. Un dessin *Madras*, dans un camaïeu de beige, est l'un des plus séduisants de la série proposée par *Irissol*. Tous ces papiers-vinyl sont pré-encollés.

JANY AUJAME.

VOTRE ARMOIRE AU PINCEAU

QUELQUES dons pour le travail manuel et le désir de décorer soi-même son intérieur peuvent donner l'envie de réaliser des meubles peints, dans la tradition de ceux qui existent en Alsace, en Autriche et dans les pays d'Europe de l'Est. Un grand magasin parisien a réuni dans un même rayon tout ce qu'il faut pour se lancer dans cette entreprise : peinture, méthode et meubles à peindre.

Conçue spécialement pour respecter les reines du bois, une peinture mate rappelle les coloris d'antan ; chaque couleur existe dans plusieurs nuances pour réussir les motifs en dégradés (« Marabou », le pot de 5 cl., 6,30 F). Dans la collection « Savoir faire », un livre intitulé *Nous décorons le bois* donne des explications pour préparer les meubles avant de les peindre, et des idées de réalisation, avec croquis à l'appui (12 F le volume).

Avant de s'aventurer dans la peinture de meubles (même sans de conseils théoriques), pourquoi ne pas s'exercer à peindre sur de petites surfaces ? Un coffret à bijoux, une boîte à sel ou un mobilier de poupée — en bois blanc — feront l'affaire et se trouvent au même rayon.

Fin prêt pour la peinture grandeur nature, il n'y a plus qu'à dénicher de vieux meubles dans un grenier... ou à en acheter en bois blanc.

\* Au Bon Marché, rayon « Trois-Rivières », rue de la Harpe 1.

TRUCS

● L'édition 1976 du « Guide de l'acheteur » vient d'être publiée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Tous les appareils domestiques estampillés « NF » y sont passés en revue : cuisson, lavage, réfrigération, eau chaude, chauffage. Outre la description technique (et le prix) de chaque appareil, des conseils d'installation et d'utilisation sont donnés pour les diverses énergies.

● « Guide de l'acheteur NF équipement ménager », 7,50 F, en kiosque. AFNOR : Tour Europe, Cedex 7, 92080 Paris-la Défense.

● Un nouveau produit antitaches, antisaleté et antistatique s'applique sur des tapis, moquettes et tissus d'ameublement, neufs ou non, mais propres. Ce fluide protecteur enrobe de molécules les fibres des divers textiles et les met ainsi à l'abri des taches : un liquide renversé sur un tapis s'éponge sans laisser de traces. Le produit n'est pas vendu seul ; son application doit être faite par un spécialiste.

(« Texyl », 16 F hors taxes le m2)

appliqué. Société Ingénor, 70, rue Orfila, 75020 Paris.)

● Pour le décor des murs, un nouveau revêtement en liège se présente en dalles carrées de 50 cm de côté ; une épaisseur de 6 mm leur confère de bonnes qualités d'isolation phonique et thermique. La surface de ce liège, combinant différents grains et tons naturels, provient de la face interne tranchée d'un liège de reproduction et donne un aspect rustique.

● « Gépéard », gamme Prestalège, de 150 à 180 F le m2. Société H.P.K., 4 et 6, rue Claude-Decca, 75012 Paris, indique ses distributeurs.

● Une nouvelle balance automatique de cuisine pèse tous les ingrédients de 200 g à 3 kg, par graduation de 20 g ; son grand cadran circulaire est très lisible. Il est possible d'utiliser la profonde cuvette paratéléscopique (de 120 cl de contenance) faisant partie de l'appareil ou tout autre récipient, le tarage s'effectuant par un bouton.

(« Couron bleu », Terrillon, 83 F. Drogueries, grands magasins, boutiques de ménage.)

Offrez-vous un "tête à tête"  
**Christofle**  
pour que le merveilleux... soit quotidien

Venez regarder tous les modèles et toutes les compositions que vous proposent de véritables spécialistes conseils.

PARIS	Paris Christofle	31, boulevard des Haies	CHATEL	La Seine Vierge	Centre Commercial Régional
14 <sup>ème</sup>	Paris Christofle	12, rue Royale	BOULEVARD	Bonne-Vieille	58, rue du Général de Gaulle
16 <sup>ème</sup>	Paris Christofle	95, rue de Passy	BOULEVARD	Emile-Jacques	114, rue Grande
20 <sup>ème</sup>	Paris Christofle	17, cours de Vincennes	BOULEVARD	ISSY-LES-MOULINEAUX	17, rue du Général Leclerc
8 <sup>ème</sup>	Paris Christofle	205, rue Saint-Martin	BOULEVARD	ISSY-LES-MOULINEAUX	15, Grande-Rue
10 <sup>ème</sup>	Paris Christofle	10, rue de Valenciennes	BOULEVARD	LAGNY	10, rue des Marches
13 <sup>ème</sup>	Paris Christofle	31, rue de Valenciennes	BOULEVARD	LA VARENNE	76 bis, avenue du Reg
15 <sup>ème</sup>	Paris Christofle	35, avenue des Gobelins	BOULEVARD	LE VESINET	18, rue du Maréchal Foch
17 <sup>ème</sup>	Paris Christofle	342, rue de Valenciennes	BOULEVARD	RENNES	Angle rue du Grand Car
18 <sup>ème</sup>	Paris Christofle	109, avenue Victor-Hugo	BOULEVARD	RENNES	6, rue du Préval
19 <sup>ème</sup>	Paris Christofle	39, avenue Victor-Hugo	BOULEVARD	RENNES	15, rue Madeleine-Michels
20 <sup>ème</sup>	Paris Christofle	49, avenue des Terres	BOULEVARD	RENNES	Centre Commercial Roany II
21 <sup>ème</sup>	Paris Christofle		BOULEVARD	RENNES	6, rue Harvet
22 <sup>ème</sup>	Paris Christofle		BOULEVARD	RENNES	53, avenue Jean-Jacques
23 <sup>ème</sup>	Paris Christofle		BOULEVARD	RENNES	42, boulevard Jules-Guesde
24 <sup>ème</sup>	Paris Christofle		BOULEVARD	RENNES	36, rue Au pain
25 <sup>ème</sup>	Paris Christofle		BOULEVARD	RENNES	4, avenue de Verdun
26 <sup>ème</sup>	Paris Christofle		BOULEVARD	RENNES	Belle-Epine
27 <sup>ème</sup>	Paris Christofle		BOULEVARD	RENNES	Centre Commercial Valley II
28 <sup>ème</sup>	Paris Christofle		BOULEVARD	RENNES	15, rue Carnot
29 <sup>ème</sup>	Paris Christofle		BOULEVARD	RENNES	29, rue du Midi



## Jardinage

## TRAVAIL, PATIENCE, GAZON...

**C**OULEUR de l'espérance et du paradis des amoureux en-fermes, symbole du repos et de la détente — ne dit-on pas — se mettra au vert ? — mais encore synonyme d'une vigueur aussi robuste que pérenne, le vert est plus prosaïquement pour le jardinier le couleur qu'il aimerait voir garder tout au long des beaux jours de l'été.

Car le gazon qui jaunit est, avec la taupe, l'un et l'autre faisant quelquefois bon ménage, un des cauchemars du jardinier. Il faut dire qu'un beau gazon, un « green » fin et velouté (anglisme-nous pour une fois sans rougir), n'est pas chose si facile à réaliser. Et, avant de rêver devant un beau tapis herbeux où il fait bon s'étendre et marcher les pieds nus, le jardinier doit s'imposer quelques contraintes en gardant en mémoire un adage très britannique : « Pour avoir un beau gazon, il faut tondre et rouler, rouler et tondre... » patienter un petit siècle. Au-delà de cette boutade qui contient une bonne part de vérité, il faut, en cette période propice à l'établissement d'un gazon, respecter un certain nombre de règles si l'on veut jouir de longues années de calme étendue fraîche et confortable qui met si bien en valeur fleurs et arbustes.

Avant toute chose, la préparation du sol est essentielle. C'est un travail quelque peu fastidieux, mais du sol apporté dépend, pour une très grande part, la réussite future. Un peu comme la préparation des fonds constitue un préalable impératif à la bonne tenue d'une peinture. Un labour profond (30 cm au moins) effectué à la main à la bêche permet de retourner la terre régulière en éliminant soigneusement mauvaises herbes, racines, débris et le maximum de pierres qui risqueraient par la suite d'endommager la tondeuse.

## Préparer d'abord

C'est à ce moment que l'on incorpore au sol de la tourbe, à raison d'une balle environ pour 100 m<sup>2</sup> (Floriot, par exemple). Cet apport est recommandé en terre légère, où la tourbe augmente le pouvoir de rétention de l'eau, comme en terre lourde, où, avec un peu de sable de rivière, elle contribuera à améliorer la structure. La tourbe qui n'apporte en elle-même que peu ou pas d'éléments nutritifs ne dispense donc pas de mettre un bon engrais complet. L'idéal restant de pouvoir disposer de fumier (5 kg au m<sup>2</sup>), chose devenue rare et précieuse ou, à défaut,

du fumier en poudre (Fumex, Humafine, K.B. Fumex). Après le labour, un bon griffage fera écarter les moites et facilitera la terre.

C'est alors que les choses sérieuses commencent : tasser la terre en la foulant aux pieds (on peut fixer des petites planchettes sous les sabots) de façon régulière et méthodique ; pour une grande surface, un rouleau est indispensable. Après le tassement, l'aspect très irrégulier, creux et bossus doit être supprimé en ajoutant ou en retirant de la terre selon les besoins. C'est à ce stade que l'on peut réaliser de légers nivellements en accumulant ou en atténuant la pente du terrain. Le dressement définitif du sol qui va le rendre bien plan se fait au râteau avec le plus de délicatesse possible. On en profite pour retirer une nouvelle fois pierres et débris qui peuvent encore rester. Tous ces travaux doivent être effectués sur un sol sec, lorsque la terre ne colle plus aux outils.

## Ray grass or not ray grass ?

Le choix des graines est un moment délicat. Ray grass est un mot anglais qui signifie la question. En effet, les semences

de gazon toujours composées d'un mélange de graminées, où légumineuses, agrostes, orbeilles des prés, et autres se mélangent en de savants dosages adaptés au sol, à l'exposition, aux utilisations diverses, etc., peuvent ou non comporter du « ray grass ». L'avantage de cette espèce est de favoriser un enracinement rapide qui donne plus vite belle allure au terrain et facilite le développement de mauvaises herbes. Son inconvénient : la nécessité de tontes fréquentes. De toute façon, les autres espèces prennent peu à peu le relais, et en deux ou trois ans le « ray grass » a tendance à disparaître.

## Trop dense ou trop clair

Les formules sans « ray grass » sont plus faciles à s'installer, plus coûteuses aussi, elles exigent un sol très bien préparé, mais donnent des gazons plus fins, de longue durée et réduisant les tontes. Quel que soit le mélange choisi, les semis effectués de la même manière, un jour ni plus tard ni plus tôt, en comptant 30 à 40 grammes de graines au mètre carré. Si l'on hésite sur la densité, on peut diminuer un carré d'un mètre de côté, semer 30 grammes de graines et juger à l'œil pour éviter par la suite de semer trop dense

ou trop clair, ce qui n'est pas plus favorable dans un cas que dans l'autre au bon développement du gazon. Pour bien délimiter les bords de la pelouse, on sème plus dense un petit « fillet » dans un sillon léger tracé à l'aide du dos du râteau.

Le semis terminé, un râteau effleure la surface pour enlever les graines. Une petite couche de terreau très fin ou de pousière de tourbe achève cette couverture pour maintenir l'humidité. Le travail sera terminé par un passage du rouleau sur toute la surface afin de mettre les graines en contact étroit avec le sol. Il n'est pas indispensable d'arroser, et même cette opération est à éviter si l'on ne peut le poursuivre régulièrement pendant une à deux semaines. Le premier arrosage provoquant une germination rapide, sans entretien, les graines risqueraient alors de se dessécher après leur levée.

## Rouler et tondre

S'il avait eu plus le souci de gazonner que de nourrir, Sully aurait pu dire que tondue et rouler sont les deux manières de la pelouse. Car c'est de leur utilisation régulière, avec un engrais trois fois par an (Fertiligène, Umpro et Fisona sont excellents)

et un bon arrosage selon les besoins que dépend l'avant-verdoyant du gazon. Un premier roulage, toujours sur terrain sec, aura lieu lorsque les jeunes pousses atteignent 5 à 6 centimètres. Cela fixe les plantes et favorise l'enracinement. La première tonte se fait quand le gazon a une dizaine de centimètres en réglant la tondeuse en position haute. Rouler à nouveau après cette première tonte ; par la suite, cette opération ne sera pas nécessaire à chaque fois. Pendant la période de croissance — de mai à septembre — une tonte par semaine, au minimum, est indispensable si l'on veut obtenir un merveilleux tapis ou ce splendide amphithéâtre de verdure où l'on jouira pleinement des rayons du soleil.

A propos d'amphithéâtre, la ne récite pas au plaisir de rappeler ce joli mot, vertigineux, qui désigne dans les jardins français les cercles concentriques de gazon qui leur donnaient un charme champêtre et contribuèrent à leur gloire. L'art des vertigineux est bien oublié, mais un bon jardinier se doit d'être curieux du passé et de faire montre de sa science des gazons : se trouver pris au vert sur une telle question serait un comble.

MICHELE LAMONTAGNE.

## Jeux

## Bridge

N° 650

## L'EXTRAORDINAIRE RECTIFICATION

Ce coup a été joué il y a très longtemps, en partie libre par le champion anglais Nicko Gardner.

♠ A D 3 2	♠ A D 10
♥ V 9 7 2	♥ 8 5 5
♦ 10 3 2	♦ D V 8 7
♣ D 8	♣ 5 2

Ann. : Sud don. N-S vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	2 ♠	2 SA	3 ♥
4 ♠	4 ♠	4 ♠	4 ♠
5 ♠	5 ♠	5 ♠	5 ♠

Ouest ayant attaqué le roi de cœur et le 3 de cœur pour le 8 d'Est, Sud a coupé et a fait tomber en quatre fois les atouts d'Ouest. Il a fait alors l'impossible à pique et a joué le 10 de carreau, couvert par le valet. Comment Nicko Gardner, en Sud, a-t-il payé CIVIC TREFFLES contre toute défense ?

Réponse : Une fois que Ouest avait qua-

tre atouts, Sud connaissait exactement toutes les mains. La seule incertitude était la valeur du singleton à carreau d'Ouest (hommeur sec ou basse carte ?).

En fait, quand il joue le 10 de carreau, Est couvrira et il n'est pas question de laisser passer, puisque Sud n'aurait plus d'atout et que Est aurait fait ses deux coups maîtres. Sud prit donc avec le roi de carreau, mais il ne remonte pas au mort par l'as de pique et joue carreau, Est avec D, 5, 7, fait un carreau et l'as de cœur pour la chute.

Le contrat était-il donc infaisable ? Gardner l'a réussi, car il est arrivé à squarer Est grâce à une étonnante « réduction du compte ». Après le roi de carreau, il a rejoué son dernier pique (de 7) qu'Ouest a naturellement couvert, mais Gardner n'a pas mis l'as de pique du mort !

Il savait que Ouest n'aurait plus que des piques et que, au tour suivant, Est serait squaré :

♠ A 3 ♥ V 3 ♦ A ♠ V 8 7

♠ A 9 5 4

## LA PRESSION DE LATTES

Les 14 et 21 février, nous avons publié, sous le titre « Irreductible compression », une donne remarquable de la dernière finale du championnat d'Amérique d'été (Springfield) de 1972.

A la table où l'on avait entamé l'as de carreau, il semblait que le contrat était insupportable, mais le fameux mathématicien Robert Lattes, champion du monde en 1966, nous a signalé qu'il était réalisable contre toute défense et qu'un raisonnement judicieux aurait pu permettre de faire les coups levés même avec les mains adverses cachées.

♠ 7 5	♠ RD 10 8
♥ V 9 2	♥ 7 6 5 4
♦ 9 8 6 4 2	♦ RV 5
♣ R 9 5	♣ A 10

Ann. O. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Kantar	Smith	Miles	Greenb.
3 SA	3 ♥	3 ♥	2 ♥
2 SA	3 ♥	3 ♥	5 ♠

Kantar, en Ouest, ayant entamé l'as de carreau, comment Greenb., en Sud, aurait-il pu payer CIVIC PIQUES contre toute défense ?

Le contrat était-il donc infaisable ? Gardner l'a réussi, car il est arrivé à squarer Est grâce à une étonnante « réduction du compte ». Après le roi de carreau, il a rejoué son dernier pique (de 7) qu'Ouest a naturellement couvert, mais Gardner n'a pas mis l'as de pique du mort !

Il savait que Ouest n'aurait plus que des piques et que, au tour suivant, Est serait squaré :

♠ A 3 ♥ V 3 ♦ A ♠ V 8 7

♠ A 9 5 4

Ouest fut obligé de rejouer pique et, sur l'as de pique, Est défoula un carreau pour se libérer le valet de cœur du mort. Mais Sud fit les trois derniers carreaux en réussissant l'impossible au valet.

On se souvient que Sheehan avait reçu l'annonce du 4 de trèfle pour le 5 et l'as d'Est qui contre-attaqua le roi de cœur pour l'as et la coupe. Ouest joua alors l'as de carreau, et Sud gagna en squarant Ouest à carreau et trèfle sur le dernier atout.

PHILIPPE BRUGNON.

Un système d'annoncer au bridge à la fois simple et précis !

(Après les nouveaux systèmes systématiquement en usage au club, moderne, moderne grâce à un minimum d'artifices.)

LE DELTA

A. BRISOT

70 pages, 14 F (chez l'auteur, 12, avenue Boudin, 75015 PARIS).

## Échecs

## SUR UNE IDÉE DE VELIMIROVIC

Blancs : SEMANTYAN  
Noirs : G. GARCIA  
Défense sicilienne  
Attaque Velimirovic

1. ♠4	1. ♠4	1. ♠4	1. ♠4
2. ♠4	2. ♠4	2. ♠4	2. ♠4
3. ♠4	3. ♠4	3. ♠4	3. ♠4
4. ♠4	4. ♠4	4. ♠4	4. ♠4
5. ♠4	5. ♠4	5. ♠4	5. ♠4
6. ♠4	6. ♠4	6. ♠4	6. ♠4
7. ♠4	7. ♠4	7. ♠4	7. ♠4
8. ♠4	8. ♠4	8. ♠4	8. ♠4
9. ♠4	9. ♠4	9. ♠4	9. ♠4
10. ♠4	10. ♠4	10. ♠4	10. ♠4
11. ♠4	11. ♠4	11. ♠4	11. ♠4
12. ♠4	12. ♠4	12. ♠4	12. ♠4
13. ♠4	13. ♠4	13. ♠4	13. ♠4
14. ♠4	14. ♠4	14. ♠4	14. ♠4
15. ♠4	15. ♠4	15. ♠4	15. ♠4
16. ♠4	16. ♠4	16. ♠4	16. ♠4
17. ♠4	17. ♠4	17. ♠4	17. ♠4
18. ♠4	18. ♠4	18. ♠4	18. ♠4
19. ♠4	19. ♠4	19. ♠4	19. ♠4
20. ♠4	20. ♠4	20. ♠4	20. ♠4
21. ♠4	21. ♠4	21. ♠4	21. ♠4
22. ♠4	22. ♠4	22. ♠4	22. ♠4
23. ♠4	23. ♠4	23. ♠4	23. ♠4
24. ♠4	24. ♠4	24. ♠4	24. ♠4
25. ♠4	25. ♠4	25. ♠4	25. ♠4
26. ♠4	26. ♠4	26. ♠4	26. ♠4
27. ♠4	27. ♠4	27. ♠4	27. ♠4
28. ♠4	28. ♠4	28. ♠4	28. ♠4
29. ♠4	29. ♠4	29. ♠4	29. ♠4
30. ♠4	30. ♠4	30. ♠4	30. ♠4
31. ♠4	31. ♠4	31. ♠4	31. ♠4
32. ♠4	32. ♠4	32. ♠4	32. ♠4
33. ♠4	33. ♠4	33. ♠4	33. ♠4
34. ♠4	34. ♠4	34. ♠4	34. ♠4
35. ♠4	35. ♠4	35. ♠4	35. ♠4
36. ♠4	36. ♠4	36. ♠4	36. ♠4
37. ♠4	37. ♠4	37. ♠4	37. ♠4
38. ♠4	38. ♠4	38. ♠4	38. ♠4
39. ♠4	39. ♠4	39. ♠4	39. ♠4
40. ♠4	40. ♠4	40. ♠4	40. ♠4
41. ♠4	41. ♠4	41. ♠4	41. ♠4
42. ♠4	42. ♠4	42. ♠4	42. ♠4
43. ♠4	43. ♠4	43. ♠4	43. ♠4
44. ♠4	44. ♠4	44. ♠4	44. ♠4
45. ♠4	45. ♠4	45. ♠4	45. ♠4
46. ♠4	46. ♠4	46. ♠4	46. ♠4
47. ♠4	47. ♠4	47. ♠4	47. ♠4
48. ♠4	48. ♠4	48. ♠4	48. ♠4
49. ♠4	49. ♠4	49. ♠4	49. ♠4
50. ♠4	50. ♠4	50. ♠4	50. ♠4
51. ♠4	51. ♠4	51. ♠4	51. ♠4
52. ♠4	52. ♠4	52. ♠4	52. ♠4
53. ♠4	53. ♠4	53. ♠4	53. ♠4
54. ♠4	54. ♠4	54. ♠4	54. ♠4
55. ♠4	55. ♠4	55. ♠4	55. ♠4
56. ♠4	56. ♠4	56. ♠4	56. ♠4
57. ♠4	57. ♠4	57. ♠4	57. ♠4
58. ♠4	58. ♠4	58. ♠4	58. ♠4
59. ♠4	59. ♠4	59. ♠4	59. ♠4
60. ♠4	60. ♠4	60. ♠4	60. ♠4
61. ♠4	61. ♠4	61. ♠4	61. ♠4
62. ♠4	62. ♠4	62. ♠4	62. ♠4
63. ♠4	63. ♠4	63. ♠4	63. ♠4
64. ♠4	64. ♠4	64. ♠4	64. ♠4
65. ♠4	65. ♠4	65. ♠4	65. ♠4
66. ♠4	66. ♠4	66. ♠4	66. ♠4
67. ♠4	67. ♠4	67. ♠4	67. ♠4
68. ♠4	68. ♠4	68. ♠4	68. ♠4
69. ♠4	69. ♠4	69. ♠4	69. ♠4
70. ♠4	70. ♠4	70. ♠4	70. ♠4
71. ♠4	71. ♠4	71. ♠4	71. ♠4
72. ♠4	72. ♠4	72. ♠4	72. ♠4
73. ♠4	73. ♠4	73. ♠4	73. ♠4
74. ♠4	74. ♠4	74. ♠4	74. ♠4
75. ♠4	75. ♠4	75. ♠4	75. ♠4
76. ♠4	76. ♠4	76. ♠4	76. ♠4
77. ♠4	77. ♠4	77. ♠4	77. ♠4
78. ♠4	78. ♠4	78. ♠4	78. ♠4
79. ♠4	79. ♠4	79. ♠4	79. ♠4
80. ♠4	80. ♠4	80. ♠4	80. ♠4
81. ♠4	81. ♠4	81. ♠4	81. ♠4
82. ♠4	82. ♠4	82. ♠4	82. ♠4
83. ♠4	83. ♠4	83. ♠4	83. ♠4
84. ♠4	84. ♠4	84. ♠4	84. ♠4
85. ♠4	85. ♠4	85. ♠4	85. ♠4
86. ♠4	86. ♠4	86. ♠4	86. ♠4
87. ♠4	87. ♠4	87. ♠4	87. ♠4
88. ♠4	88. ♠4	88. ♠4	88. ♠4
89. ♠4	89. ♠4	89. ♠4	89. ♠4
90. ♠4	90. ♠4	90. ♠4	90. ♠4
91. ♠4	91. ♠4	91. ♠4	91. ♠4
92. ♠4	92. ♠4	92. ♠4	92. ♠4
93. ♠4	93. ♠4	93. ♠4	93. ♠4
94. ♠4	94. ♠4	94. ♠4	94. ♠4
95. ♠4	95. ♠4	95. ♠4	95. ♠4
96. ♠4	96. ♠4	96. ♠4	96. ♠4
97. ♠4	97. ♠4	97. ♠4	97. ♠4
98. ♠4	98. ♠4	98. ♠4	98. ♠4
99. ♠4	99. ♠4	99. ♠4	99. ♠4
100. ♠4	100. ♠4	100. ♠4	100. ♠4

NOTES

a) On reconnaît le schéma système joué par Velimirovic et Matulovic en 1964, très analysé en Yougoslavie, qui permit à de nombreux maîtres de remporter des victoires spectaculaires. A partir de la formation P4-P43-D43-0-0-0, les Blancs annulent l'attaque de leur plan d'attaque sur l'ailé B via g4-g5.

b) Une position bien connue dans laquelle les Blancs ont le choix entre 12. ♠4 et 12. ♠4. Une partie Velimirovic-Coom (Amsterdam, 1974) se poursuivit ainsi après 12. ♠4, 13. ♠4, 14. ♠4, 15. ♠4, 16. ♠4, 17. ♠4, 18. ♠4, 19. ♠4, 20. ♠4, 21. ♠4, 22. ♠4, 23. ♠4, 24. ♠4, 25. ♠4, 26. ♠4, 27. ♠4, 28. ♠4, 29. ♠4, 30. ♠4, 31. ♠4, 32. ♠4, 33. ♠4, 34. ♠4, 35. ♠4, 36. ♠4, 37. ♠4, 38. ♠4, 39. ♠4, 40. ♠4, 41. ♠4, 42. ♠4, 43. ♠4, 44. ♠4, 45. ♠4, 46. ♠4, 47. ♠4, 48. ♠4, 49. ♠4, 50. ♠4, 51. ♠4, 52. ♠4, 53. ♠4, 54. ♠4, 55. ♠4, 56. ♠4, 57. ♠4, 58. ♠4, 59. ♠4, 60. ♠4, 61. ♠4, 62. ♠4, 63. ♠4, 64. ♠4, 65. ♠4, 66. ♠4, 67. ♠4, 68. ♠4, 69. ♠4, 70. ♠4, 71. ♠4, 72. ♠4, 73. ♠4, 74. ♠4, 75. ♠4, 76. ♠4, 77. ♠4, 78. ♠4, 79. ♠4, 80. ♠4, 81. ♠4, 82. ♠4, 83. ♠4, 84. ♠4, 85. ♠4, 86. ♠4, 87. ♠4, 88. ♠4, 89. ♠4, 90. ♠4, 91. ♠4, 92. ♠4, 93. ♠4, 94. ♠4, 95. ♠4, 96. ♠4, 97. ♠4, 98. ♠4, 99. ♠4, 100. ♠4.

c) Sur 12. ♠4, 13. ♠4, 14. ♠4, 15. ♠4, 16. ♠4, 17. ♠4, 18. ♠4, 19. ♠4, 20. ♠4, 21. ♠4, 22. ♠4, 23. ♠4, 24. ♠4, 25. ♠4, 26. ♠4, 27. ♠4, 28. ♠4, 29. ♠4, 30. ♠4, 31. ♠4, 32. ♠4, 33. ♠4, 34. ♠4, 35. ♠4, 36. ♠4, 37. ♠4, 38. ♠4, 39. ♠4, 40. ♠4, 41. ♠4, 42. ♠4, 43. ♠4, 44. ♠4, 45. ♠4, 46. ♠4, 47. ♠4, 48. ♠4, 49. ♠4, 50. ♠4, 51. ♠4, 52. ♠4, 53. ♠4, 54. ♠4, 55. ♠4, 56. ♠4, 57. ♠4, 58. ♠4, 59. ♠4, 60. ♠4, 61. ♠4, 62. ♠4, 63. ♠4, 64. ♠4, 65. ♠4, 66. ♠4, 67. ♠4, 68. ♠4, 69. ♠4, 70. ♠4, 71. ♠4, 72. ♠4, 73. ♠4, 74. ♠4, 75. ♠4, 76. ♠4, 77. ♠4, 78. ♠4, 79. ♠4, 80. ♠4, 81. ♠4, 82. ♠4, 83. ♠4, 84. ♠4, 85. ♠4, 86. ♠4, 87. ♠4, 88. ♠4, 89. ♠4, 90. ♠4, 91. ♠4, 92. ♠4, 93. ♠4, 94. ♠4, 95. ♠4, 96. ♠4, 97. ♠4, 98. ♠4, 99. ♠4, 100. ♠4.

d) Après 12. ♠4, 13. ♠4, 14. ♠4, 15. ♠4, 16. ♠4, 17. ♠4, 18. ♠4, 19. ♠4, 20. ♠4, 21. ♠4, 22. ♠4, 23. ♠4, 24. ♠4, 25. ♠4, 26. ♠4, 27. ♠4, 28. ♠4, 29. ♠









سكنا ان الامل

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma  
« Le Soupçon » du P.C.I. en 1934

(Suite de la première page.)

Entre 1957 et 1975, j'ai peu tourné, j'ai même commencé des films que je n'ai pas terminés. Je me suis occupé, en Italie, de la formation d'une activité organique du cinéma militant, j'ai contribué à créer une association d'auteurs de films plus politique que corporative, j'ai organisé avec Franco Solinas, la contestation du Festival de Venise, travaillé à obtenir une loi constituant un cinéma de trois sociétés d'Etat. Tout cela a créé une base pour une bataille plus précise engagée maintenant avec de jeunes cinéastes en coopération. Le Soupçon, dont j'ai écrit le scénario avec Franco Solinas, était pour moi une nécessité, la nécessité d'introduire une réflexion critique sur une époque qui devait échapper aux stéréotypes, de faire apparaître l'action du parti communiste italien dans les années 30. J'ai été formé, dans ma jeunesse, dans le parti « stalinien » et il me fallait aussi dire la vérité sur les désastres qui ont empêché, au cours des années 30, le mouvement communiste de s'épanouir et d'avoir une action majeure dans l'antifascisme. Il y a en moi, aujourd'hui, une maturité qui m'autorise, sereinement, à la réflexion et à la critique.

En 1934, un homme descend du train, à la gare de Turin. Cet homme, qu'on voit prendre beaucoup de précautions pour brouiller son itinéraire dans la ville, pour rencontrer, la nuit, un chauffeur de taxi, s'appelle Emilio. Communiste italien, en exil, il vient, sous une fausse identité, de Paris où s'est réuni le comité central, pour prendre contact avec les militants clandestins de l'intérieur et les réorganiser. La mission est dangereuse. Emilio doit se méfier de l'OVRA, la toute-puissante police secrète du régime fasciste. Dès le début, Francesco Maselli tisse, par sa mise en scène (la caméra semble observer de loin les allées et venues d'Emilio, embrasse, dans son champ

théoriques. Réhabilité, réintégré dans le parti pour cette mission qui est, en somme, un honneur, Emilio évolue entre ses souvenirs parisiens et la situation actuelle.

Maselli rend sensibles, visibles, les questions qu'il se pose et les doutes qui l'assaillent à la fois par sa mise en scène et par le jeu de Gian-María Volonte (qui n'a peut-être jamais été meilleur acteur qu'ici), militant constamment inscrit dans le « vécu » de 1934.

La mission cache un piège mais, encore une fois, nous ne sommes pas dans un suspense policier avec des héros de cinéma. Maselli fait apparaître, dramatiquement, la tactique, fondée sur la méfiance, de « l'ennemi de l'intérieur », d'un parti communiste qui, en manipulant un militant, fait inconsciemment le jeu de la police secrète.

« La vigilance révolutionnaire, dit-il, est indispensable pour n'importe quel mouvement clandestin, à n'importe quel moment, mais j'ai voulu montrer comment la méfiance a engendré des aberrations majeures. J'ai situé l'action du film en 1934 parce que ce fut une période cruciale pour la III<sup>e</sup> internationale et pour le parti communiste italien en exil. L'ère stalinienne du soupçon, qui suivit l'assassinat de Kirov et devait aboutir, en Russie, aux grandes répressions de 1935-1938 amenant à chercher, et à trouver les « ennemis de classe » parmi les communistes les plus rigoureux à appliquer la ligne du parti.

« Le P.C.I. a été détruit, avant la guerre, en France, par un dirigeant envoyé de Moscou, pendant l'absence de Togliatti, qui se trouvait en Espagne. Avec cette formule du soupçon, ce dirigeant a fait le procès de tous les membres du comité central, dont il a obtenu la dissolution, en avril 1938. Dans mes intentions, et celles de Solinas, Emilio est le personnage emblématique d'une génération de communistes purs et durs, qui ont été victimes d'erreurs incroyables, à un moment tragique de la situation mondiale (l'U.R.S.S. isolée, l'Europe en proie au fascisme). Il incarne la fidélité et la rigueur, tout en sachant que la ligne du parti aurait dû être créée de façon différente, tout en découvrant qu'il a servi d'appât. Il est dans la « température » de l'époque.

De fait, la critique de la ligne stalinienne dont Emilio fait les frais n'amène pas Maselli — et en cela l'analyse qu'il donne des contradictions et des catastrophes dues au soupçon, est bien une analyse « de gauche » — à condamner en bloc le communisme de 1934. Il n'y a aucune ambigüité. Fondé jusqu'au bout sur une réalité précise, sur la mentalité d'une époque, le film montre, à travers l'aventure d'Emilio, que la structure implacable de l'appareil, la maladie du soupçon et des purges, n'ont rien enlevé au rôle historique du P.C.I. Ce rôle, il revient donc à Gian-María Volonte, acteur très populaire, de l'incarner pour « éveiller la conscience critique du public ». Emilio est un homme qui assume toutes les contradictions, qui ne perd jamais le sens de la lutte. Un militant qui reste loyal envers les siens, au pire moment, et fidèle à son idéal.

Et ce militant est un homme de chair et de sang grâce auquel Maselli, cinéaste engagé, transmet, sur un plan artistique, émotionnel et culturel, une réflexion sur la tension idéologique d'un moment de l'histoire. Supprimant la séparation entre le film militant et ce qu'il appelle « le film spectaculaire », Maselli change, avec Le Soupçon, les perspectives du cinéma politique italien devenu trop souvent, sous l'effet des réussites commerciales, affaire de mode, de genre cinématographique, plutôt que de nécessité.

JACQUES SICLIER.  
\* Saint-André-des-Arts, Studio Parnasse, 14-Juillet. (v.o.)

MARSEILLE - CAPRI BOUL. - PLAZA - STUDIO JEAN-COCTEAU - PARAMOUNT ORLY  
PARAMOUNT LA VARENNE - PARAMOUNT ELYSEES 2 - LA CELLE SAINT-CLOUD

**3 CÉSARS 1976**

**MEILLEUR FILM**

**MEILLEUR ACTEUR**  
PHILIPPE NOIRET

**MEILLEURE MUSIQUE**  
FRANÇOIS DE ROUBAIX

PHILIPPE NOIRET - ROMY SCHNEIDER  
ROBERT ENRICO

**LE VIEUX FUSIL**

PASCAL JARDIN

PUBLICIS ELYSEES v.o. - PUBLICIS MATIGNON v.o. - BOUL' MICH v.o. - PARAMOUNT ODEON v.o. - PARAMOUNT OPÉRA v.f. - CAPRI BOULEVARD v.f. - PARAMOUNT MONT-PARNASSE v.f. - PARAMOUNT ORLÉANS v.f. - PARAMOUNT MAILLOT v.f. - PARAMOUNT PASSY v.f. - PARAMOUNT Gobelins v.f. - PARAMOUNT BASTILLE v.f. - VÉLIZY v.f. - PARAMOUNT LA VARENNE v.f. - STUDIO PARLY 2 v.f. - ARTEL ROSNY v.f. - ALPHA ARGENTEUIL v.f. - C2L SAINT-GERMAIN v.f. - ARTEL PORT-NOGENT v.f. - FRANÇAIS ENGHEN v.f.

**5 OSCARS HOLLYWOOD**

**MEILLEUR FILM**

**MEILLEURE MISE EN SCÈNE**  
MILOS FORMAN

**MEILLEUR ACTEUR**  
JACK NICHOLSON

**MEILLEURE ACTRICE**  
LOUISE FLETCHER

**MEILLEUR SCÉNARIO**

**JACK NICHOLSON**

**VOL AU DESSUS D'UN NID DE COUCOU**

JACQUES SICLIER.  
\* Saint-André-des-Arts, Studio Parnasse, 14-Juillet. (v.o.)

U.G.C.-BIARRITZ • GAUMONT-MADELEINE  
QUINTETTE • MONT-PARNASSE-BIENVENUE

**LUMIERE**

UN FILM ÉCRIT, RÉALISÉ ET INTERPRÉTÉ PAR JEANINE MOREAU

BALZAC - MAXÉVILLE - CAMBRONNE  
STUDIO CONTRESCARPE  
ÉPICENTRE à Épinay - CLUB à Maisons-Alfort

jean pierre fougea  
présente

**deux imbéciles heureux**

jean roger caussimon guillaume le vacher  
dans un film de  
edmond freess

ELYSEES LINCOLN v.o. ELYSEES POINT SHOW v.o. ST-LAZARE PASQUER v.o.  
RIO OPÉRA v.o. LES 14 JUILLET v.o. LES NATION v.o.  
GAUMONT NIVE GAUMONT CAMBRONNE LUXEMBOURG v.o.  
HAUTEVILLE v.o. VERSAILLES v.o.

**Il faut absolument voir L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM**

Pierre Bouteiller - FRANCE-INTER

« Un film passionnant » LE MONDE

« Le récit de l'innocente Katharina Blum est mené de main de maître » Henry Chapier - LE QUOTIDIEN DE PARIS

**'Le meilleur film de la semaine toutes catégories L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM**

Pierre Bouteiller - FRANCE-INTER

« ... Un frisson dans le dos... » Robert Beryoum - LE POINT

« Le récit est passionnant... ce grand film... » Robert Chazal - FRANCE-SOIR

**'Jenesaurai trop vous conseiller d'aller voir L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM**

François Clément - EUROPE 1

un film de VOLKER SCHLÖNDORFF et MARGARETHE VON TROTTA  
d'après le livre de HEINRICH BOLL (prix Nobel)  
distribué par CINECA INTERNATIONAL CORPORATION

UGC BIARRITZ • MIRAMAR • CAMEO • ST MICHEL • UGC Gobelins • CLICHY PATHE • CYRANO VERSAILLES • CARREFOUR PANTIN • ARTEL NOGENT • ALPHA ARGENTEUIL • ULIS 2 ORSAY

**“SUPER DROLE! SUPER TERRIBLE!”**

Le « Plein de Super » éclate de talent. L'EXPRESS: F. Forestier.

BRAVO Alain Cavalier... Quelle réussite, plus qu'un régal, un vrai bonheur, ce Super... super... superbe film. PARISCOPE: J. Bescos.

Le « Plein de Super » mérite autant de clients que « Les Valseuses ». C'est-à-dire : beaucoup, énormément de clients. R.T.L. (R. Forlani)

Un ton nouveau dans le cinéma français. FRANCE-SOIR: R. Chazal.

**LE PLEIN DE SUPER**

**COUREZ VOIR...** LE POINT M. Flacon

**LA PÉNICHE**  
canal Saint-Martin  
avant son départ en  
tournée sur les canaux

**20 h. 30 - 8 DERNIÈRES**

**UN FARRE PEUT EN CACHER**  
**UN AUTRE**  
de et par Jean-Paul Farre

**22 h. 30** **FRANKY ET GOA**  
gestation sonore

**QUINTETTE  
OLYMPIC ENTREFOY**

**LE SUIV  
D'UN CHAMPION**

**Un film de Christine LIPINSKA**

**CHAILLOT**  
THEATRE NATIONAL  
Gémier  
**René Ehni**  
*Jocaste*  
Mise en scène  
André-Louis Périnetti  
Du 9 au 29 avril  
**727.81.15**

**Le Théâtre Antoine**  
annonce deux représentations supplémentaires du  
« TUBE » le lundi  
19 avril à 15 h. et 20 h. 30.

**Sixième mois  
DERNIERS JOURS  
LE VOYAGE  
DES COMÉDIENS**  
AU CINÉMA LE SEINE  
à 14 h. 30 et 20 h. 30  
(film de 4 heures)

**LA TOUR**  
DE  
HUGO-VON HOFMANNSTHAL

Une des plus grandes choses jouées depuis longtemps à Paris, magnifiquement interprétée et mise en scène avec passion.

Michel Croumal, Le Monde

**3, RUE LECAMIER, 7°**  
**545.63.81**

**ÉLYSÉES - POINT-SHOW (v.o.)**  
**LES 3 LUXEMBOURG (v.o.)**

20th Century-Fox presents  
 A production of MICHAEL WHITE-LOO ADLER  
**THE ROCKY  
 HORROR  
 PICTURE SHOW**  
 STARRING  
 TIM CURRY  
 SUSAN SARANDON  
 BARRY BOSTWICK  
 WITH  
 JIM SHARMAN, RICHARD ORLEN, AND JOHN GOLDSTONE  
 MUSIC BY LOU ADLER  
 COSTUME DESIGNER MICHAEL WHITE  
 HAIR BY JANE SHARMAN

U.C.C. NORMANDE V.D. / CLONT ECOLES V.D. / CHENONVIE D'OPERA V.E. / MURANAR V.E.  
NAPOLEON V.E. / OMMA V.E. / LIBERTE V.E. / LES 3 SECRETAIR V.E.

**LE NOUVEAU CHEF - D'ŒUVRE**  
**DE LUIGI COMENCINI**

ROBERTO INFANELLI  
BANCHIO  
MONTIGNANI

JACQUELINE  
BOEL

MARCELLO  
MASTRUZZANI

**la femme  
du  
dimanche**

de LUIGI COMENCINI

avec ANNE PARILLA  
et ANNE PARILLA

**Présenté par : C2L Venezia / ARTEL Sony / SACREFOUR Penta / DORISNY 2**

**PARLANT FRANÇAIS**

**CHAILLOT**  
THEATRE NATIONAL  
Grand Théâtre  
**La Mama  
de New York**  
Andrei Serban  
Elizabeth Swados  
Les Troyennes - Electre  
Médée  
DERNIERE 17 Avril  
727.81.15

# SPECTACLES

# théâtres

**Les salles subventionnées**

Opéra, 19 h. 30 : Faust.  
Odéon, 20 h. 30 : L'Éveil du printemps.  
Petit-Opéra, 18 h. 30 : Traviata, Mo.  
21 h. 30 : le Monte-plata.  
Chaillet, Grand Théâtre, 20 h. 30 :  
les Trogènes, Electre. — Salle  
Gémiez, 20 h. 30 : Jocrate. — Foyer,  
18 h. 30 : Paquettes de la danse.  
TEF, 20 h. 30 : Dans les eaux glacées  
du caenné égoïste. — Petit TEF,  
20 h. 30 : Travail à domicile.

**Les salles municipales**  
Châtelet, 20 h. 30 : Le Pava du sourire.  
Nouveautés, Carré, 21 h. : Gouverneurs  
de la route. — Salle Papin, 20 h. :  
« Miss Holme » ; 21 h. 30 : Jam  
Riot.  
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Ballets  
Felix Hudec ; 20 h. 30 : Les Crucif  
ixions de saint Barthélemy.

**Les autres salles**

Antonia, 21 h. 30 : La Tuba.  
Arlézin, 21 h. : Monsieur chasse.  
Café de la Gare, 21 h. : Gopoli.  
Beauregard, 21 h. : Croquis de la mode en qui marie le généraliste  
Biotière, 20 h. 30 : Les Berceuses  
d'Orange.  
Carnot, 20 h. 30 : Les 45 : la  
Croix.  
Carroussel de Vincennes, Théâtre  
de la Bastille, 20 h. 30 : Brocard.  
Centre culturel sévère, 20 h. 30 :  
la Nuit des tribunes.  
Cinéma Lippin, 21 h. 10 :  
Bouque-Bouque.  
Comédiés des Champs-Élysées,  
20 h. 15 : 6 ves ociales.  
Conférence Miroslav, 21 h. 15 : La  
famille.  
Danton, 21 h. : Monsieur Mame.  
Désirée supérieure, 20 h. 30 :  
Fest'Gyht.

Entrepôts Ney-Calberson, 20 h. 30 :  
Passion du général Franco.  
Espace Cardin, 21 h. : Affabulation.  
Gallé-Moutarnasse, 20 h. 45 : le  
Roi des cons.  
Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Vieux  
chez - mol. l'habite chez une  
copine.  
Hém-Yarná-Mogador, 20 h. 30 :  
l'Aïgion.  
Huetheie, 20 h. 45 : la Canastrice  
chaue ; la Lecou.  
Les Brayers, 21 h. : Ben Zimet.  
Lucrurale, 20 h. 30 : Madame

[illegible]

REX - UGC ERMITAGE - UGC Gobelins - MISTRAL - TERMINAL FOCH  
CYRANO *Versailles* - PALAIS DU PARC *le Perreux* - GAMMA Argenteuil  
STUDIO. Rueil - CARREFOUR *Paris* - DAME BLANCHE *Garges*  
ULIS 2 Orsay - CALYPSO *Châtillon* - PARINORD *Aulnay* -  
FRANÇAIS Enghien - BUXY Bussy

LE GRAND  
DESSIN ANIMÉ  
DE  
Walt Disney  
PRODUCTIONS  
**MERLIN**  
l'enchanteur

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
**- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -**  
**704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34**  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

**Vendredi 16 avril**

Petit Théâtre, 20 h. : Fraternelles ; On ne rit plus assez du chemin de croix ; 21 h. : Le fond de l'air est con.

Petit Casino, 21 h. : Montéhus ; 22 h. : Jean-Claude Monbelle.

Solennité, 1, 20 h. 30 : La Jacquerie ; 23 h. : Edith et Faustino. — II, 20 h. : Femmes ; 21 h. 45 : Champ de Polaire.

Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 15 : Jean-Paul Serron.

La Vieille Grille, 31 h. : Deux vaut mieux qu'un tout seul ; 23 h. : les Chants du cœur.

**Le music-hall :**  
 Bobino, 20 h. 30 : Herbert Pagoul.  
 Cartoucherie de Vincennes, Théâtre  
 du Soleil, 20 h. 30 : Colette Magny.  
 Casino de Paris, 20 h. 45 : Line  
 Renaud.  
 Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : His-  
 toire d'Ondine.  
 Olympia, 21 h. 30 : Michel Fugain  
 et le Big Bazar.  
 Palais des Sports, 21 h. : Holiday  
 on Ice.

**La danse**  
Théâtre de la Cité Internationale,  
21 h. : le Théâtre d'Images.  
(Voir aussi Chaillot et Théâtre de  
la Ville.)

**Les chansonniers**  
Caveau de la République, 21 h. :  
Et au bout du tunnel... y a le  
tunnel !  
Deux-Anes, 21 h. : Serre-vis compris !  
Dix-Heures, 22 h. : Vally, François,  
Georges et les autres.

**Vidéo**  
Olympic, 20 h., 21 h., 22 h. : Mase  
et Miso vont en bateau.  
Vidéostone, de 13 h. 30 à 1 h. 30 :  
Festival d'Orange 75.

**Les concerts**  
Maison de la Radio, 20 h. 30 :  
Musique à découvrir. Quatuor Mar-  
gand, avec H. Pulg-Boget, piano,  
et J. Bernié, cantatrice (hommage  
à Guy Ropartz).

**Le jazz**  
Café d'Edgar, 18 h. : Oédipe.  
Café jazz-rock 31 h. 30 : Groupe  
Mimouni  
Théâtre de la Fenêche, 22 h. 30 :  
Franky et Goe  
Maison de la Radio, 20 h. 30 : les  
frères Beah, C. Escudé, le trio  
Georges Arvanitas  
Eis-Orange, salle des fêtes, 20 h. 30 :  
Bernard Lubat, solo.

**ARLEQUIN (v.o.)**  
**PARAMOUNT ÉLYSÉES II**  
(Celle Saint-Cloud)

**"L'un des 10 meilleurs  
films du monde"**

**WILLIAM WYLER**  
- LAURENCE OLIVIER

Merle Oberon-David Niven

LIES

**HAUTS DE HURLEVENT**  
Production PARAFRANCE FILMS

CONCORDE • GAUMONT LUMIÈRE  
ST-GERMAIN HUGHETTE • DRAGON  
MONTPARNASSE PATHE  
GAUMONT CONVENTION • CLICHY PATHE  
GAUMONT GAMBETTA • DIDEROT  
PATHE Belle Epine  
ULTI CINÉ Champagne • VILLIY • MARLY Enghien  
TRICYCLES Amélie • PARLY 2 • ARIEL Rueil

un film de  
françois truffaut  
l'argent  
de poche



C'est beau, un cinéaste  
qui ne fait que ce qu'il aime.  
EUROPE 1

**V<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DE PARIS' DU  
FILM FANTASTIQUE ET DE SCIENCE-FICTION**

**VENDREDI 16 AVRIL**

20 h. — MILLICENT AND THERESE, court-métrage de Dan Curtis, U.S.A. 1974 (avec Karen Black).  
20 h. 20 — BURN'T OFFERINGS, de Dan Curtis, U.S.A. 1976 (Bette Davis, Oliver Reed, Karen Black). Présenté en avant-première mondiale.  
22 h. — BABY CART AT THE RIVER STYX (Baby Cart), de Kenji Misumi, Japon 1972 Tomisaburo Wakayama, Mimori Oki).

**17 AVRIL**

14 h. — LE SALUT EST DANS LA FUITE, court-métrage, 1975, France.  
14 h. 10 — THE BEAST MUST DIE, de Paul Annett, G.-B. 1974 (Peter Cushing).  
15 h. 40 — THE LEGENDARY CURSE OF LEMORA, de Richard Blackburn, U.S.A. 1975 (Richard Blackburn).  
20 h. — GYRO, court-métrage, France 1976.  
20 h. 15 — TALENTED WIVES, de Bryan Forbes, 1975 U.S.A. (Candice Bergen, Katharine Ross, Patrick O'Neal).  
21 h. 45 — PRIVATE PARTS, de Paul Bartel, U.S.A. 1973.  
23 h. 15 — *Film surprise.*

**DIMANCHE 18 AVRIL**

14 h. — THE WEREWOLF OF WASHINGTON (le Loup-Garou de Washington), de Milton Ginsberg, U.S.A. 1975 (Dean Stockwell, Michael Dunn).  
15 h. 30 — MAJORY, MAJORY, de Boris Segal, U.S.A. (D. McCallum, Lily Palmer, Suzann Sroogberg).  
20 h. — PAUVRE SONIA, court-métrage de Dominique Maillet, France 1975.  
21 h. 10 — THE 7 FACES OF DR. LAO, de George Pal, U.S.A. 1964 (Tony Randall).  
21 h. 40 — Annonce des prix du cinquième festival.  
21 h. 50 — THE NIGHT STRANGLER, de Dan Curtis, U.S.A. 1973 (Darren McGavin, John Carradine).

**10 AU 18 AVRIL PALAIS DES CONGRÈS**  
**PORTE MAILLOT 75017 PARIS**

Prix des places: 1/2 journée 20<sup>F</sup> - Journée 40<sup>F</sup> - Abonnement 30 Films 150<sup>F</sup>. Renseignements: 758 27 78

صبراً من الراجل





# ANNONCES CLASSEES

## offres d'emploi

# L'immobilier

**appartements vente****fonds de commerce**





# LA VIE SOCIALE

## LA CONDITION DES IMMIGRÉS EN FRANCE

### Plusieurs organisations s'inquiètent des opérations de police menées dans divers départements

Coup sur coup, plusieurs opérations de police dirigées contre des travailleurs étrangers ont provoqué, ces derniers jours, l'inquiétude des syndicats et des organisations de défense des immigrés. Des contrôles plus rigoureux ont eu lieu dans divers départements, notamment dans la région parisienne, où une action d'envergure semble engagée, dans les foyers d'accueil et sur les chantiers, pour détecter les « clandestins ».

Dans l'Hérault, selon la Fédération

générale de l'agriculture (C.F.D.T.), quatre travailleurs marocains auraient été expulsés récemment de France en raison de leur appartenance à ce syndicat. A Paris même, après l'expulsion de sept travailleurs algériens (le Monde du 16 avril), l'union départementale C.F.D.T. de Paris a dénoncé « cette nouvelle attitude scandaleuse de la part du pouvoir » et a réclamé comme la C.G.T. — une négociation globale sur l'ensemble des revendications des travailleurs immi-

grés. De son côté, le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP), auquel adhèrent d'importantes associations telles que l'Amicale des Algériens en Europe, le Comité médical et médico-social d'aide aux migrants, la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) et le Secours catholique, a publié un communiqué contre « la répression policière dont sont victimes les résidents des foyers revendiquant une plus grande liberté ». L'arrestation de deux délégués de résidents, dans un foyer de la Sonacotra, et leur expulsion de France (le Monde du 10 avril) font également l'objet d'un communiqué de la Cimade sur cet épisode d'un conflit qui dure depuis plusieurs mois. Selon cette organisation, le ministre de l'Intérieur, au moment où il « prétend défendre les libertés menacées », n'hésite pas à « utiliser lui-même des procédures extrêmes et contestables, pour tenter de briser une grève qui gêne les pouvoirs publics ».

#### Nouvelles arrestations

Enfin, ce vendredi 16 avril, on apprend que d'autres délégués de résidents avaient été appréhendés à l'aube dans divers foyers de la Sonacotra dans la Seine-Saint-Denis : notamment trois délégués du foyer « Romains-Rolland » de Saint-Denis, deux à Nanterre, deux à Bagnot, un à Pierrefitte, un à Sevran et un autre encore à Bobigny, vraisemblablement pour être expulsés. M. Jean Le Garrec, délégué national du P.S., émet à ce sujet « une vigoureuse protestation » et dénonce « l'illégalité de tels procédés, ainsi que l'utilisation de la police pour régler un conflit social ».

### La concurrence entre travailleurs français et étrangers est l'arme la plus redoutable du pouvoir, estime la C.G.T.

« La C.G.T. doit aider les travailleurs français à faire un effort dans le domaine des idées, pour vaincre les problèmes de l'immigration. » C'est en ces termes que M. Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T., a conclu jeudi soir 15 avril une « table ronde » sur le racisme rassemblant à Paris des sociologues, des juristes, des enseignants, des médecins, des journalistes, ainsi que des syndicalistes et des travailleurs étrangers. « Ce que nous avons fait jusqu'à présent à la C.G.T., ne correspond plus à la situation actuelle », a ajouté M. Krasucki. C'est vrai dans un certain nombre de domaines. C'est vrai aussi dans celui de l'immigration. Il nous faut à présent une vigoureuse protestation et dénoncer « l'illégalité de tels procédés, ainsi que l'utilisation de la police pour régler un conflit social ».

et pour la paix (M.R.A.P.), de Benoit, professeur à l'université des sciences sociales de Grenoble, Ben Jelloun, écrivain, ainsi que par de nombreux immigrés travaillant notamment dans l'industrie automobile. Plusieurs de ces derniers ont violemment dénoncé des actes de racisme aux usines Simca-Chrysler. M. Chaker, délégué de l'Amicale des Algériens en Europe, a noté pour sa part que « les Français sont sans doute le peuple occidental le moins raciste », mais qu'il existe dans une certaine presse et dans la bourgeoisie française « une xénophobie latente et un racisme sélectif qui d'exprime plus particulièrement à l'égard des travailleurs arabes, lesquels supportent encore les séquelles du colonialisme ». La plupart des assistants avaient en effet une montée générale des tensions raciales en France, favorisée, selon certains, par les propos publics de MM. Chirac, premier ministre, et Ceyrac, président du C.N.P.F. à l'heure où les conditions de vie et de travail des immigrés sont aggravées par le chômage et par la crise.

M. Krasucki a annoncé « une série d'initiatives en direction des travailleurs étrangers » et l'organisation par la C.G.T. d'une conférence nationale sur l'immigration, les 29 et 30 avril, à Paris.

### La grève des loyers dans les foyers de la Sonacotra

#### POINT DE VUE

### LE SENS D'UNE LUTTE

par ANDRÉ LEGOUY (\*)

L'augmentation globale des coûts d'amortissement et de gestion de l'association, y compris le « coût d'occupation », c'est-à-dire le déficit que représente le nombre de lits inoccupés (qui ne cesse de croître : ce qui montre la détérioration des immigrés vis-à-vis de ce type de logement). Consciente de la gravité de l'enjeu, la direction de la Sonacotra, dans un premier temps, a accepté la négociation avec le comité de coordination des foyers en grève. Mais, sans doute impulsée à réviser fondamentalement une politique qui a fait son temps, elle n'a pu présenter que des revendications. Elle s'efforce maintenant de miser sur la division des travailleurs, en contestant la représentativité du comité et en proposant la signature d'un protocole d'accord foyer par foyer. Il est probable qu'elle réussisse à briser le mouvement et elle risque de chercher finalement une issue dans l'épreuve de force : déjà, elle a fait parvenir aux résidents en grève de plusieurs foyers une notification d'avoir à régler le loyer dans les huit jours sous peine de poursuites judiciaires. Du côté du ministère de l'Intérieur et des préfetures, les moyens d'intimidation et de répression ne manquent pas et commencent à jouer : deux délégués du foyer de Champigny ont

été expulsés de France « manu militari » (le Monde du 10 avril), des menaces d'expulsion ont été adressées à d'autres délégués considérés comme des meneurs, certains travailleurs se voient refuser le renouvellement de leur carnet de séjour et des troupes de police tournent autour de plusieurs foyers. Pendant ce temps, dans les ministères, tout va très vite. Le représentant au conseil d'administration de la Sonacotra, c'est l'attachement, bien que l'on soit parfaitement conscient que le taux de la redevance locative est devenu trop lourd pour les travailleurs. Plutôt que d'attaquer de front un problème qui réveille une fois de plus les carcasses de la politique gouvernementale en matière de logement social, on mise, là comme ailleurs, sur le pourrissement de la situation. Le ministère des finances affecte de considérer le mouvement de grève comme une simple « flouerie hôtelière » et le secrétariat d'Etat aux immigrés de « régler un conflit de droit privé ». L'on sait d'ailleurs que pour M. Djoud, toutes les difficultés de logement des travailleurs immigrés seront incontestablement résolues par le futur calcul 0,2 % de la contribution patronale à la construction. L'on sait aussi, malheureusement, qu'autour de cette manne c'est aussitôt la lutte d'influence entre les parties prenantes (secrétariat d'Etat, C.N.P.F., AFICIL, préfetures) à telle enseigne que les textes d'application ne sont toujours pas publiés. Quant à l'opposition, dans ses rangs ce fut d'abord l'hésitation. Les syndicats et les partis ont

toujours eu du mal à participer à des actions qu'ils n'ont pas eues mêmes déclenchées et qu'ils ne contrôlent pas suffisamment. La présence et les exigences des travailleurs immigrés apparaissent trop souvent sans rapport avec les luttes et les revendications des différentes organisations de la collectivité nationale. Elles s'inscrivent, et risquent de s'inscrire de plus en plus, en porte-à-faux dans les stratégies électorales qui se mettent en place. Le danger serait de les laisser à leur marginalité et de leur admettre qu'à sens unique le fameux slogan : « Travailleurs français-immigrés, même combat ! ». Aussi le P.S. et le P.S.U. ont-ils déjà pris position pour soutenir le mouvement de grève. La C.F.P.T. présente sur les lieux du conflit par l'intermédiaire de ses unions locales, soutient les revendications des travailleurs. Elle réclame la reconnaissance d'une véritable représentation des résidents non seulement au niveau de chaque foyer, mais plus largement au plan régional et national, et l'ouverture d'une négociation générale avec la SONACOTRA. La partie n'est pas jouée et l'issue de cette affaire sera un bon test sur les véritables dispositions des uns et des autres à l'égard des travailleurs immigrés.

M. Djoud estimait, en mars, que les grèves des loyers étaient en cours de règlement. Ce n'est manifestement pas, jusqu'à nouvel ordre, l'avis des intéressés. On ne peut plus abuser par des discours des travailleurs qui subissent quotidiennement dans leur vie le contrecoup d'une politique qui, malgré les messages dont elle se pare, ne tend fondamentalement qu'à réduire à devenir une force de travail toujours mieux adaptée aux besoins du pays employeur ; des travailleurs qui savent qu'en même temps qu'on se préoccupe avec bienveillance de leur pratique religieuse ou de leurs valeurs culturelles, dès qu'ils n'ont plus besoin d'eux, ils sont chassés, pourchassés, expulsés. Comme le rappelle Jean Le Courtois, dans une récente « libre opinion » (le Monde du 13 mars 1970), c'est bien une tout autre politique d'immigration qu'il convient de mettre en œuvre, qui ne sera vraiment « nouvelle » que lorsqu'elle s'attaquera à la transformation des rapports avec les pays du tiers-monde, qui demeureront des rapports d'exploitation. Mais, là, les déclarations d'intention ne suffisent pas et un contre-programme ne pourra s'engager qu'avec les forces neuves de ces pays, dont les travailleurs immigrés sont l'espoir sur notre sol.

### La « co-surveillance » éventuelle

#### UNE CENTAINE D'ENTREPRISES CONCERNÉES

Le projet gouvernemental de réforme de l'entreprise prévoit la possibilité d'instaurer la « co-surveillance » (participation de salariés au conseil de surveillance) dans les entreprises de plus de deux mille salariés. Il n'existe pas de statistiques récentes concernant le nombre de telles entreprises. Au ministère de l'Industrie et de la recherche, le chiffre de deux cent quarante-quatre est avancé pour les seuls secteurs relevant de sa compétence ; ce qui exclut le bâtiment, les travaux publics, les industries alimentaires, la construction navale, la construction aéronautique et les sociétés de commerce et de services.

L'I.N.S.E.E., dont les dernières statistiques globales portent sur l'année 1971, reconnaît à cette date trois cent soixante-deux entreprises employant plus de deux mille personnes, dont quarante-huit mille plus de cinq mille personnes. Dans la mesure où la possibilité de faire entrer des représentants des salariés et des cadres au conseil de surveillance n'est offerte qu'aux entreprises ayant adopté le statut de société à directoire et conseil de surveillance, une centaine de sociétés seulement seraient concernées par le projet gouvernemental, parmi lesquelles Peugeot-Citroën, Renault-Uclaf, Orléans-Cabot, Solmar, Agache-Willot, la Téléphonie électrique, etc.

(Publicité)

**LIQUIDATION**  
d'un lot de tapis marocains  
au prix du Maroc.  
PURE LAINE - NOUVEAUX MAIN  
GROS - DEMI-GROS - DÉTAIL.

Exposition  
du 1<sup>er</sup> au 17 avril 1976  
AU PALAIS EXOTIQUE  
ARTISANAT MAROCAIN  
2, r. Charas, 75009 Paris  
Tél. : 280-00-27

Métro : HAVRE-CAUMARTIN  
(situé entre Bouchard  
et le Printemps)

**Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter**



**L'ALLER-RETOUR DANS LA DEMI-JOURNÉE**

De nombreuses liaisons Air Inter desservent le sud-ouest de la France. L'aller-retour possible dans la demi-journée facilite vos déplacements d'affaires.


**PARIS ↔ BORDEAUX**  
18 liaisons quotidiennes (Départ Orly-Ouest ou Roissy/Charles-de-Gaulle).

**PARIS ↔ TOULOUSE**  
18 liaisons quotidiennes (Départ Orly-Ouest ou Roissy/Charles-de-Gaulle).

Renseignements, réservation :  
AIR INTER PARIS  
Tél. : 539 25 25  
et toutes Agences de Voyages.

**AIR INTER**

**Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter**



**LA REDUCTION "3<sup>e</sup> AGE"**

Votre compagne a 60 ans, vous en avez 65 : vous êtes disponibles et heureux de voyager par le plus confortable et le plus rapide des moyens de transport.

Air Inter vous fait bénéficier tous deux d'une réduction de 25 % sur ses vols blancs et bleus.

Renseignez-vous.

Renseignements, réservation :  
AIR INTER PARIS  
Tél. : 539 25 25  
et toutes Agences de Voyages.

**AIR INTER**

**Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter**



**LA CARTE "STAND-BY" 50 % DE RÉDUCTION**

Jeune étudiant, avec une carte «stand-by» qui ne vous coûte que 100 F par an, vous pouvez vous embarquer avec une réduction de 50 % sur l'importer laquel de nos vols, pour toutes destinations France continentale, sans réservation et dans la limite des places disponibles.

Air Inter aide les étudiants à voyager.

Renseignements, réservation :  
AIR INTER PARIS  
Tél. : 539 25 25  
et toutes Agences de Voyages.

**AIR INTER**

**LE MAROC AUX TROIS QUARTIERS**

Boulevard de la Madeleine, ouvert de 9 h 45 à 18 h 30 Parkings gratuits pour nos clients.

TOMBOLA GRATUITE, sans obligation d'achat, sous contrôle de M<sup>e</sup> MENNESON, huissier de justice. Le voyage et un séjour d'une semaine pour une personne à CASABLANCA seront offerts au gagnant par AIR FRANCE et l'OFFICE NATIONAL MAROCAIN de TOURISME.

UNE EVASION AU PAYS DES MILLE ET UN CADEAUX

Venez découvrir ou retrouver la lumière du Maghreb, les médinas écarlates de soleil, les palmiers du sud. Nous vous invitons à une filière dans les souks à la découverte de l'artisanat marocain :

Poterie et cuivres, cuirs brodés et repoussés, vannerie multicolore. Et, bien sûr, djellabas et caftans brodés, les bijoux traditionnels. Enfin toute la magie des sons, des couleurs et des parfums.

150 000 000



سكنا من الامل

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LES PROBLÈMES ÉNERGÉTIQUES

### Le programme nucléaire français sera légèrement ralenti en 1978

Les prix du fuel lourd et du naphta seront libérés

Nous avons décidé d'interdire en légère baisse le rythme de notre programme nucléaire », a déclaré le jeudi 15 avril M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, en présen-

tant les résultats du conseil restreint sur l'énergie, qui s'est tenu le matin même à l'Élysée. Il y a un an, le gouvernement avait décidé d'engager, pour les deux années 1976 et 1977, la construction de

centrales nucléaires d'une puissance totale de 12 000 mégawatts, soit 6 000 mégawatts par an. Il convenait jadis de déterminer le rythme pour 1978 et 1979.

légèrement supérieure à la moitié, la reste serait assuré par des aides de l'Etat augmentées de concours de la Communauté européenne.

Enfin, la fameuse loi de 1973, qui avait été votée par l'Assemblée nationale, ne s'agit pas d'un boulevardement, mais plutôt d'un aménagement dans le droit fil des conclusions du rapport Lauré — qui soit dit en passant restera confidentiel.

On sait que cette loi, vieille aujourd'hui de quatre-vingt ans, confie le monopole du pétrole à l'Etat, monopole qui est ensuite délégué à des sociétés grâce à des « autorisations ». L'Etat dispose ainsi d'une arme pour imposer certaines obligations aux importateurs. En simplifiant, on peut dire que le marché pétrolier est découpé en parts — plus ou moins importantes — selon les compagnies et les produits.

Le gouvernement a décidé jeudi de faire sortir du cadre de la loi de 1923 le fuel lourd et le naphta. Le libre-échange de ces deux produits, les compagnies étant cependant astreintes à respecter certaines règles (stocks de sécurité par exemple). Les industriels français vont donc être placés dans les mêmes conditions que leurs concurrents européens. En tireront-ils avan-

tage ? Tout dépendra dorénavant de l'évolution du marché.

En contrepartie de cette libéralisation, les pouvoirs publics souhaitent que la part des groupes français (ELF et C.F.P.) sur le marché des carburants s'accroisse. A l'inverse du fuel lourd et du naphta, les prix et les importations des « produits blancs » (essence, carburants, etc.) restent donc contrôlés.

Tout laisse à penser que la puissance publique mettra à profit la révision des autorisations de distribution — appelées A 3 — qui doit intervenir avant le 30 juin, pour parvenir à ses fins.

Le but poursuivi par les pouvoirs publics est en fait d'améliorer les résultats financiers des compagnies françaises — les carburants sont plus rémunérateurs — afin de leur permettre d'investir dans la recherche. Il reste que cette nouvelle orientation entraînera des investissements très importants dans le secteur du raffinage pour modifier leur outil de production : 10 milliards de francs d'investissements sont prévus par le VII<sup>e</sup> Plan. Un effort de développement des points de vente des groupes français devra également être consenti.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

### La France propose aux Neuf un plan pour une politique commune

La France a déposé, en début de semaine, à Bruxelles, un mémorandum comprenant un certain nombre de propositions pour une politique énergétique commune. Ce document a été rédigé en vue du prochain conseil des ministres de l'énergie des Neuf, prévu pour le 18 juin à Luxembourg.

Dans ce mémorandum, la France indique qu'elle souhaite une véritable politique énergétique commune de la C.E.P. fondée sur l'affirmation de la solidarité extérieure de la communauté européenne, la réalisation d'un marché homogène de l'énergie au sein de la communauté et la prise en charge conjointe des investissements additionnels destinés à réduire la dépendance de la C.E.P. à l'égard du pétrole. Elle propose neuf actions à mener au niveau communautaire :

- Un programme d'incitations financières aux économies d'énergie ;
- Un dispositif de solidarité en cas de crise d'approvisionnement ;
- La constitution de consortiums européens pour l'approvisionnement en gaz et la recherche de pétrole ;
- La mise au point de mécanismes assurant une garantie de développement des gisements pétroliers communautaires ;
- Le développement des échanges intracommunautaires de produits énergétiques ;
- Une interconnexion des réseaux électriques ;
- La réalisation d'un grand réseau unifié de collecte et de transport de gaz en Europe ;
- La constitution d'un véritable marché commun de l'électro-énergétique ;
- Le soutien financier commun au développement des énergies

nouvelles et aux recherches dans le domaine de l'énergie.

A Bruxelles, on souligne dans les milieux communautaires que la France ne parle pas dans ce mémorandum du « prix minimum de sauvegarde » pour le pétrole importé, qui est souhaité, rappe-lons-le, par la plupart de ses partenaires.

## ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Pour la première fois

### F.O. DEVIENT MAJORITAIRE DANS UNE USINE CITROËN

Le syndicat Force ouvrière vient de remporter un éclatant succès aux élections des délégués du personnel de l'usine Citroën de Cornières-le-Royal, près de Caen, au détriment de la C.F.T.

Créé en février 1975 seulement, et affirme-t-il, en dépit de pressions multiples, telles que mutations, repérage par photographies des militants et distributeurs de tracts, le syndicat F.O., qui présentait pour la première fois des candidats, a obtenu la majorité des suffrages dans le collège ouvrier (1 177 voix soit 54,8 %) alors que la C.F.T., seule présente en 1975, ne recueillait que 368 voix (45,2 %).

## Une aventure

(Suite de la première page.)

Plusieurs raisons militent aux yeux du gouvernement français en faveur de la réalisation de Super-Phénix. La principale est un souci politique d'indépendance énergétique. Les réacteurs actuels brûlent de l'uranium, dont les réserves connues ou estimées à un prix raisonnable ne suffisent pas à assurer les besoins jusqu'en 1995. Un intense effort de prospection doit donc être lancé à l'échelle mondiale. Avec les gisements métropolitains et les droits d'enlèvement dans les mines qu'elle confie en Afrique noire, la France voit ses besoins largement assurés jusqu'en 1995, mais elle a aussi besoin de relancer son effort de prospection, pour les années au-delà.

S'ils se multiplient un jour et viennent à remplacer les cen-

trales actuelles, les surrégénérateurs peuvent en grande partie résoudre le problème de la limitation des ressources en uranium. Les surrégénérateurs brûlent en effet du plutonium et de l'uranium naturel qui n'a pas besoin d'être enrichi. D'où une économie sur le coût du combustible. L'uranium naturel se transforme en outre, peu à peu en plutonium, et le surrégénérateur possède cette caractéristique de produire plus de combustible qu'il n'en brûle. Un nombre suffisant de surrégénérateurs peuvent donc alimenter en combustible les réacteurs classiques en se contentant d'un minéral d'uranium pauvre, par exemple celui qui est aujourd'hui retiré des centrales à eau légère. On peut dire que ce type de réacteur brûle les déchets que les autres réacteurs produisent et ne veulent plus.

### Exploiter l'avance française

Une seconde raison a incité le gouvernement à lancer Super-Phénix : l'avance de plusieurs années prise par la France dans ce domaine. Depuis une vingtaine d'années, le C.E.R.A. a dépensé 1 500 millions de francs pour étudier ce type de réacteur et a construit des prototypes de plus en plus puissants, dont le dernier Phénix a commencé à fonctionner en 1973. L'Union soviétique et la Grande-Bretagne ont chacune des problèmes techniques avec des prototypes de puissance analogue : avec le réacteur de 300 mégawatts qu'elle construit avec la Belgique et les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale s'enlise dans des questions de sécurité. De leur côté, après avoir longtemps hésité, les États-Unis paraissent maintenant vouloir aller de l'avant, mais la Commission de réglementation nucléaire hésite aussi pour des raisons de sécurité.

Le gouvernement français est passé outre à ces difficultés d'autant que près de trois mille ingénieurs et techniciens travaillent

dans ce domaine en France dont il faut laisser l'emploi. Pourtant, les surrégénérateurs posent bien des problèmes :

- 1) Le refus social. — Un certain nombre de scientifiques, une partie de la population, la C.F.D.T. sont très critiques à l'égard de ce type de réacteur. La C.F.D.T. a récemment envoyé une lettre à M. Giscard d'Estaing demandant un moratoire nucléaire de trois ans : certains groupes contestataires prévoient d'occuper le site de Creys-Malville à partir de juillet.
- 2) La sécurité. — Les premiers petits prototypes américains Enrico Fermi et français Rapadole ont ainsi que le prototype soviétique de 350 mégawatts de Scherbenko ont tous en des annus techniques plus ou moins graves. D'autre part, personne n'a encore évalué les probabilités des divers incidents ou accidents de ce type de réacteur, comme cela a été fait pour les réacteurs actuels par les Américains.
- 3) La disponibilité du combustible. — Outre que le plutonium est un élément très toxique qui pose de difficiles problèmes de travail, il faut encore qu'il soit disponible. Pour disposer de la première charge d'un surrégénérateur de 1 200 mégawatts, on a besoin du plutonium produit par deux centrales actuelles de 1 000 mégawatts pendant vingt ans. Le rythme de réalisation des centrales surrégénératrices sera donc tributaire du rythme de construction des centrales actuelles. L'E.D.F. est d'autant plus tentée de se faire par un important programme de centrales à eau qu'elle souhaite voir les surrégénérateurs se multiplier en France à partir de 1980.

La disponibilité du plutonium dépend en outre de la disponibilité des usines retraitant le combustible brûlé dans les centrales actuelles. Les usines de retraitement de combustibles à eau légère ont toutes connu des annus techniques et aucune ne fonctionne actuellement dans le monde. L'usine française de La Hague, qui devait commencer à traiter des combustibles à eau légère en mai-juin, n'entrera en service qu'au mois de septembre au plus tôt.

- 4) Le contexte international. — En tentant de promouvoir le sur-

régénérateur, la France essaie d'aller à contre-courant des tendances existant à l'étranger, notamment aux États-Unis. Il sera facile aux autres pays d'expliquer que les surrégénérateurs ne sont pas sûrs pour chercher à empêcher la France de conserver son avance et d'exporter.

- 5) La prolifération. — Comme dans le cas des centrales actuelles, les besoins français ne seront pas suffisants pour assurer le plan de charge de Novatom. Il faudra donc exporter : le plutonium ne manquera pas d'intéresser les pays qui ont des ambitions militaires, puisqu'il peut servir à fabriquer des bombes atomiques. L'exportation des surrégénérateurs vers des pays non nucléaires s'annonce comme un sujet fort délicat.

En choisissant de faire le premier pas plutôt que de attendre d'être la France se lance dans une aventure. Cette décision n'aurait-elle pas dû faire au préalable l'objet d'un large débat au Parlement ?

DOMINIQUE VERGÈSE.

## EMPLOI

### LÉGÈRE BAISSÉ DES DEMANDES ENREGISTRÉES EN MARS

Fortie reprise des offres

Selon les statistiques du ministère du travail, la situation de l'emploi, en données observées, s'est améliorée en mars 1976 et celle à un rythme plus rapide qu'à pareille époque en 1975. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites reste cependant de 24 % plus élevé qu'il y a un an.

Le nombre global des demandes d'emploi non satisfaites a diminué en un mois de 4,7 % en données observées (338 000 fin mars au lieu de 353 000 en février 1976), alors qu'en 1975 la baisse n'avait été que de 1,9 % à une époque où l'économie était, il est vrai, en pleine crise. Les nouvelles demandes d'emploi enregistrées au cours du mois (183 000) sont en légère baisse par rapport à février (-1 %) et très inférieures à celles de janvier (-19 %). Selon le ministère du travail, 45,5 % de ces nouvelles demandes avaient moins de vingt-cinq ans ; 61,5 % étaient des femmes ; si moins de 15 % venaient d'être l'objet d'un licenciement pour raison économique, 22,7 % de ces demandes avaient été recensées pour d'autres motifs.

Signe plus marquant d'une reprise économique, le nombre des offres non satisfaites s'est accru de 16,1 % en un mois (128 000 au lieu de 110 000 en février). Toutefois, la demande des offres en un an n'est que de 10 %.

Cette amélioration saisonnière, indiscutable mais encore faible, permet d'expliquer que, dans quelques semaines, les variations saisonnières, le chômage continue à croître, mais à un rythme plus faible qu'il y a un an : 331 799 demandes en mars 1976 au lieu de 355 000 en février 1976, soit -6,2 % (-1 525 % il y a un an). Quant aux offres, elles passent de 118 100 en février 1976 à 121 900 en mars 1976, soit +3,2 % au lieu d'une diminution de 8,21 % à pareille époque en 1975.

## AGRICULTURE

En contrepartie d'un accord sur le prix plancher des vins de table

### Les négociants obtiennent un relèvement de 5 centimes de leur marge

Les producteurs et les négociants en vins, qui se sont réunis jeudi 15 avril pour la seconde fois (« Le Monde » du 9 avril) sous la houlette de M. Claude Villain, directeur général de la concurrence et des prix, ont fumé le calumet de la paix après avoir enterré la hache de guerre.

Les interlocuteurs ont en effet confirmé les accords passés mercredi dernier :

- Les négociants se sont engagés à acheter les vins de table au prix plancher de 10,50 F le degré-hecto (soit 1,05 F pour un litre à 10 degrés), qui sera relevé progressivement pour atteindre 11 F en août prochain.

quatre-vingt-dix jours suivant la venue.

C'est la première fois qu'un tel accord interprofessionnel est passé dans le secteur des vins de consommation courante, a remarqué M. Villain. Le directeur des prix estime que cet accord constitue un élément important au plan psychologique et au plan économique.

Producteurs et négociants se rencontreront tous les mois pour surveiller l'exécution de cet accord, puis fixeront en août prochain les conditions de prix pour la prochaine campagne.

Les producteurs devront être payés par les négociants dans les

En contrepartie de leur bonne volonté, les négociants ont obtenu un relèvement de 5 centimes de leurs marges commerciales, une augmentation de 3 centimes ayant déjà été accordée en janvier dernier. Au stade de détail, le prix du litre de vin passera en moyenne de 2,65 F à 2,70 F.

## DIRIGEANTS D'ENTREPRISE. CERTAINS DERANGENT PARCE QU'ILS OSENT.

Deux ans après les convulsions sociales de 1936, quelques jeunes patrons décidèrent pour « mettre l'économie et l'entreprise au service des hommes » de fonder le CJP, aujourd'hui CJD (Centre des Jeunes Dirigeants). Les progrès accomplis, bien qu'imparfaits, sont indéniables.

Depuis 2 ans nous subissons des convulsions économiques internationales. Aux yeux du CJD ce n'est pas une raison pour renoncer à l'amélioration du progrès social. Nous devons relever un défi socio-politique. Il nous faut préserver la liberté d'entreprendre.

Pour cela, nous devons être présents partout où ceux qui imaginent et préparent la société de demain agissent. Les dirigeants d'entreprise se doivent d'être une force de proposition notamment dans le domaine de l'évolution et de la réforme de l'entreprise.

Depuis près de 40 ans, le CJD constitue l'alle marchande du patronat. Aujourd'hui, ceux qui ont la vocation d'entreprendre doivent savoir qu'il y a encore des jeunes patrons qui ne renoncent pas, et qu'ils sont au CJD. Ces jeunes patrons sont convaincus des nécessités du changement et ils veulent l'assumer dans et hors de l'entreprise.

Nous pensons que si l'entreprise doit changer, ses dirigeants aussi. Les attentes socio-économiques qui convergent vers l'entreprise leur imposent d'acquiescer une nouvelle dimension. Dans 90 villes le CJD regroupe ceux qui ne craignent pas de poser les vrais problèmes, car ils ont des solutions.

SI VOUS CROYEZ À L'ENTREPRISE VEZ-VOUS NOUS REJOINDRE.



JEUNES PATRONS.  
19 AVENUE GEORGE-V, 75008 PARIS. TEL. 225.91.71

CO-SURVEILLANCE  
PAR CIGELLE

UNE CENTAINE  
D'ENTRÉPRISES  
CONSERVÉES

sur le mont  
a de bonnes  
raisons  
pour prendre  
Air Inter

LA CARTE  
STANDARD  
DE REDUCTION

LES INTÉ



(Publicité)

### RÉPUBLIQUE GABONAISE

Ministère des Travaux Publics  
et de la Construction

Appel à la concurrence relatif à la présélection des entreprises admises à participer à l'appel d'offres restreint qui sera lancé ultérieurement pour la construction des routes affluentes au chemin de fer transgabonais.

Le ministère des Travaux Publics et de la Construction envisage de lancer un appel d'offres restreint pour la construction du premier lot des routes affluentes au chemin de fer transgabonais dans la région de Moine (Gabon).

Ce premier lot comprend :

- 320 kilomètres de routes,
- 144 mètres de ponts à double voie,
- 344 mètres de ponts à simple voie.

La chaudière de ces routes est prévue en matériaux sélectionnés.

Une notice plus détaillée est à la disposition des entreprises intéressées à la Direction générale des Travaux Publics, Service des études, B.P. 49 Libreville (Gabon).

La date limite de remise des candidatures est fixée au 30 avril 1976.

LE MINISTRE  
DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DE LA CONSTRUCTION

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## AFFAIRES

### LIP : une stratégie de la C.F.D.T. modulée sur l'événement

Les responsables syndicaux ne cherchent plus à défendre un dossier spécifique à Lip. « Les données ont changé », a reconnu jeudi 16 avril M. Jacques Chérèque, secrétaire général de la Fédération générale de la métallurgie C.F.D.T., au cours d'une conférence de presse.

Selon lui, la solution du problème Lip passe désormais par le remodelage de l'industrie horlogère. Représentant l'argument conjoncturel, M. Chérèque a expliqué que la crise dont souffre la profession va contraindre les chefs d'entreprise à changer leur tual d'épauler. Car même en admettant que les pouvoirs publics et la profession fassent le maximum pour développer l'horlogerie électronique, quinze cents personnes seulement, sur les douze mille employés dans l'industrie horlogère du Haut-Doubs seraient destinées à cette tâche. Quatre mille sont menacées de perdre leur emploi sans compter les travailleurs frontaliers frappés par la crise suisse.

Le remède, pour la C.F.D.T., c'est

le développement de la micro-mécanique, secteur d'activité dans lequel les besoins sont considérables, notamment dans l'industrie nucléaire, et que les patrons horlogers ont peu à peu abandonnée pour augmenter la production de montres mécaniques et de pièces détachées. Or la micro-mécanique est l'un des atouts de Lip, et M. Neuschwander n'a jamais voulu en jouer.

M. Chérèque réclame donc la réunion d'une « table ronde » avec toutes les parties intéressées : industriels, pouvoirs publics, syndicats. Mais ni lui ni les autres syndicalistes présents, notamment M. Charles Plegel, ne sont parvenus tout à fait à convaincre leur auditoire. Le nouveau système de défense mis en place par la C.F.D.T. pour tenter de sauver Lip est habile. Mais, pour fonctionner, encore faudrait-il que l'industrie horlogère soit réellement en crise. Or si des difficultés existent, depuis le début de l'année les ventes de montres ne baissent plus et les rentrées de T.V.A. ont augmenté de 18 %. Même dans les

pièces détachées une timide amélioration se dessine.

Les syndicalistes, il est vrai, n'ont guère le choix des moyens. M. Plegel ne démentit pas d'ailleurs : « Notre stratégie est modulée selon les événements ». Au reste, l'on avait beau les pousser dans leurs retranchements, ils n'avaient pas de solution de rechange à offrir, objectant que ce n'était pas leur rôle. En attendant, les Lip ont décidé d'assurer une garde durant les vacances de Pâques à l'usine de Palenotte pour n'être pas pris par surprise par l'arrivée des forces de l'ordre comme le 14 août 1973 au petit matin.

A. D.

● **RALENTISSEMENT DE LA REPRISE AUX ÉTATS-UNIS.** — La production industrielle n'a augmenté que de 0,6 % en mars, soit le taux le plus faible depuis octobre 1974. Cependant, les revenus personnels des Américains ont progressé de 0,8 % en mars, contre 0,9 % en février et 1,1 % en janvier. L'ajustement du rythme annuel de 7,28 milliards de dollars. — (A.F.P.)

● **PRETS SOVIÉTIQUES À LA TURQUIE.** — L'U.R.S.S. a accordé à la Turquie un prêt à long terme de 57,5 millions de roubles (340 millions de F.). Ce prêt servira à financer la réalisation de projets hydrauliques dans la région de Elazir. — (A.F.P.)

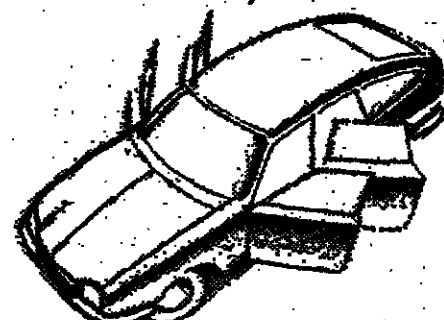
Pour votre  
**DEMEUNAGEMENT**  
208 10-30 ODOUL

### 4 PORTES C'EST PLUS PRATIQUE ET ÇA NE COUTE PAS PLUS CHER.

Quatre portes pour une cinq places, c'est plus pratique que deux surtout quand on a une famille et que l'on est amené parfois à voyager avec des personnes âgées.

Dans la GS Spécial, on peut monter sans déranger le conducteur, sans être obligé de se plier en deux et l'on a de la place pour allonger les jambes.

C'est plus pratique, et plus agréable pour tout le monde et ça ne coûte pas plus cher.



CITROËN GS SPECIAL 20960F

Une 6 cv avec le sens pratique en plus.

Prix TTC Ciel en main. Tarif au 15 janvier 1976.

CITROËN GS

CITROËN par TOTAL

(PUBLICITÉ)

## Gaz : à propos de la commercialisation du gaz algérien sur le marché français

Le résultat le plus significatif de l'arrangement intervenu le 13 février entre Sonatrach et Distrigas-Boston réside, sans aucun doute, dans l'alignement sur les nouvelles conditions du marché des termes des accords conclus entre les deux sociétés avant le rattachement général des prix de l'énergie de 1973 et du début de 1974. En effet, alors que la lettre des anciens accords excluait toute possibilité de rattachement du prix contractuel du gaz naturel liquéfié (G.N.L.) sur les prix courants du marché, les parties ont néanmoins restauré l'équilibre du contrat en procédant à un relèvement substantiel des prix anciens pour tenir compte du bouleversement intervenu sur la scène énergétique mondiale après la signature des premières conventions.

On se souvient que Sonatrach et la société espagnole Enagás avaient déjà l'an dernier procédé à un relèvement similaire en négociant en hausse les prix qui figuraient dans deux anciens contrats conclus entre les deux sociétés en 1972 et en 1973.

Compte tenu de ce qui précède, Gaz de France est désormais le seul client de G.N.L. de la Sonatrach qui bénéficie, dans le cadre de contrats anciens en cours d'exécution, de conditions de vente devenues périmées au regard de l'évolution du marché.

L'accord signé le 2 avril dernier entre la Sonatrach et le Gaz de France a donc, en fait, le caractère d'un accord de mise à jour de la lettre des anciens accords. Les deux précédentes conventions datent de 1964 et de 1971 et portent globalement sur la livraison annuelle de 4 milliards de mètres cubes en régime normal, dont 500 millions à partir de l'usine Camiel située à Arzew et 3,5 milliards à partir de la raffinerie de Skikda. Avec le nouvel accord qui, rappelle-t-on, porte, lui, sur une livraison de 3,5 milliards de mètres cubes qui sera expédiée annuellement sous forme de G.N.L. à partir d'une nouvelle usine de liquéfaction dont la construction est prévue à Arzew, les quantités de gaz naturel algérien commercialisées sur le marché français atteindront le rythme de 7,5 milliards de m³/an à partir de 1980.

Si l'on peut, d'un côté, se féliciter du développement des transactions commerciales entre la Sonatrach et le Gaz de France, on ne peut, d'un autre côté, s'empêcher de rappeler que la livraison du gaz algérien en France a été jusqu'à présent soumise à des conditions injustes pour l'Algérie et nettement avantageuses pour la France. Cette situation résulte de l'écart considérable qui existe entre le prix de vente facturé actuellement à Gaz de France, en vertu des anciens accords, et le prix courant du marché.

En effet, alors que le gaz algérien est actuellement livré à un prix moyen f.o.b. côte algérienne de 40 cents de dollar par million de B.T.U. (7 centimes de FF/m³) environ, le prix de vente moyen de la Sonatrach — f.o.b. côte algérienne — qui figure dans les contrats signés depuis l'an dernier avec divers acheteurs américains et européens se situe entre 130 et 140 cents de dollar par million de B.T.U. (24 à 26 centimes de FF/m³).

Si nous tenons compte des frais de transport, le gaz algérien arrive sur le marché français à un prix qui, en moyenne, se situe entre 150 et 160 cents de dollar par million de B.T.U. (11 centimes de FF/m³) à hauteur de la région parisienne, alors que le prix, rendu région parisienne, du gaz importé ou devant être importé en France à partir d'autres sources d'approvisionnement (Hollande, U.R.S.S., mer du Nord, Iran) ou d'Algérie, en vertu du troisième contrat signé le 2 avril dernier, se situe à un niveau de l'ordre de 175 cents de dollar par million de B.T.U. (32 centimes de FF/m³).

Le gaz algérien, qui est actuellement commercialisé en France, est donc facturé à Gaz de France à un prix qui, en moyenne, se situe entre le tiers et le quart des prix courants du marché.

Cette différence de prix, appliquée aux quantités livrées à partir de Skikda et d'Arzew, représente pour l'Algérie un manque à gagner de plus de 150 millions de dollars par an.

L'écart considérable qui existe entre le prix du gaz algérien livré en France, en vertu des accords de 1964 et de 1971, et le prix courant du marché, a été provoqué par le bouleversement qu'a connu le marché énergétique mondial à la fin de l'année 1973 et au début de l'année 1974 à la suite des décisions de l'O.P.E.P. de relever substantiellement le prix du pétrole. En effet, les formules de variation du prix contractuel qui figuraient dans les anciens accords se sont révélées incapables de refléter ce bouleversement étant donné qu'elles avaient été mises au point à une époque caractérisée par la stabilité des barèmes pétroliers. Les anciens accords ne comportaient pas, en outre, de clauses de révision périodique du prix contractuel de sorte que le respect strict de la lettre du contrat excluait toute possibilité d'alignement du prix sur les conditions du marché.

Mais les principes généraux du droit font obligation aux parties d'un contrat de veiller constamment à l'équilibre de leurs intérêts, et il est généralement admis que lorsque les conditions économiques, qui ont servi de base à la définition de l'équilibre initial des intérêts des parties, subissent des modifications profondes au point de causer un préjudice important à l'une ou l'autre des parties, l'on procède à une révision des éléments fondamentaux du contrat afin de restaurer l'équilibre tel qu'il a été voulu au départ. Cette révision constitue une obligation même lorsque la clause dite de « sauvegarde » ou d'« équité » qui la prévoit n'est pas explicitement introduite dans le contrat. C'est d'ailleurs un principe de principe que de nombreux contrats, et notamment des contrats internationaux de cession de gaz à long terme, ont été renégociés à travers le monde et surtout en Europe au lendemain du relèvement général des prix du pétrole consécutivement aux décisions de l'O.P.E.P. de fin 1973 et du début de 1974. C'est, d'ailleurs, la raison qui a amené tout récemment le Gaz de France à solliciter et à obtenir l'accord du gouvernement français de relever le prix de vente du gaz naturel sur le marché français pour tenir compte du relèvement des prix du gaz importé de Hollande, d'Union soviétique ou de la mer du Nord. N'a-t-on pas vu l'an dernier

le tribunal de commerce de Paris prononcer, à la requête de certaines compagnies internationales opérant en France la « nullité » des contrats d'approvisionnement en fuel de l'E.D.F. (Electricité de France) en raison justement du bouleversement intervenu dans les prix des produits pétroliers ?

En vertu du principe de l'équilibre permanent des intérêts des parties que la Sonatrach a convenu l'an dernier avec la société espagnole Enagás et, encore hier, avec la société américaine Distrigas Boston, de l'alignement, sur le prix courant du marché, du prix contractuel figurant dans d'anciens contrats du même type et de la mise à jour du contrat liant la Sonatrach et le Gaz de France pour la fourniture du G.N.L. de Skikda. De sorte que, aujourd'hui, et parmi les contrats de G.N.L. algériens en cours d'exécution et auxquels Sonatrach est partie, les contrats de Gaz de France de 1964 et de 1971 sont les seuls qui continuent à donner lieu à des livraisons facturées à l'ancien prix. Il semblerait, par ailleurs, que le processus de révision du prix est engagé entre la société Camiel, filiale de la Sonatrach, et la British Methane Ltd, pour le gaz actuellement livré sur le marché anglais à partir de l'usine d'Arzew.

On croit savoir pourtant que, parallèlement à la négociation qui a abouti à la signature, le 2 avril dernier, de leur troisième contrat, Sonatrach et le Gaz de France seraient parvenus à la conception commune d'un arrangement relatif aux contrats anciens qui consistait à atténuer progressivement l'écart qui existe entre le prix moyen actuel de 40 cents U.S. par million de B.T.U. (7 centimes de FF/m³) f.o.b. port de chargement et le prix de 130 à 140 cents U.S. par million de B.T.U. (24 à 26 centimes de FF/m³) f.o.b. qui figure dans les nouveaux contrats de la Sonatrach. Le passage des anciennes conditions aux nouvelles devait ainsi s'effectuer sur une période transitoire au cours de laquelle le consommateur français continuerait à bénéficier d'un prix très intéressant par rapport au prix payé par le Gaz de France pour ses approvisionnements en provenance de Hollande, d'Union soviétique ou de la mer du Nord.

En dépit de ces dispositions qui demeurent nettement avantageuses pour le consommateur français, il semblerait cependant que cet arrangement mis au point entre Sonatrach et le Gaz de France ait été rejeté par le gouvernement français, qui entendrait en rester au régime défectueux des anciens accords, estimant sans doute que le Gaz de France devrait exploiter à fond la lettre du contrat de 1971 pour continuer à enlever le gaz algérien à un prix dérisoire et ridicule au regard des prix internationaux de l'énergie en général et du gaz en particulier. On comprendrait alors que le Gaz de France lui-même passe à des fournisseurs de gaz naturel.

A tout le moins, l'attitude adoptée par le gouvernement français est pour le moins curieuse et amène à se poser bien des questions.

Déjà l'usage même de l'autorité gouvernementale, qui vise à empêcher le Gaz de France de décider d'une solution commerciale que l'entreprise s'elle-même se sentira libre de choisir, n'a-t-il pas une portée de tradition, le gouvernement français a toujours été le sien, tout au moins pour tout ce qui touche aux relations économiques algéro-françaises. En effet, le gouvernement français, se fondant sur le principe de l'équilibre permanent des intérêts des parties, n'a-t-il pas sans cesse clamé la liberté laissée aux entreprises industrielles françaises dans la conduite de leurs relations commerciales avec l'extérieur et opposé avec insistance son impuissance à influencer d'une quelconque manière leurs décisions et leurs choix commerciaux ?

En première constatation, il semble bien que l'attitude de « stricte neutralité » que le gouvernement français prétend être la sienne vis-à-vis du comportement commercial des entreprises françaises à l'égard du gaz algérien est observée avec une vigueur variable, plus précisément avec une souplesse qui croît en fonction de l'importance des profits, même s'ils sont indus, que peut procurer une telle souplesse.

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher cette facette de la politique économique française de l'image dont la diplomatie française s'efforce de faire passer au regard du monde sous-développé. Si à travers les initiatives diplomatiques de toutes sortes, du dialogue euro-arabe au dialogue Nord-Sud, si à travers les discours et les déclarations et, plus généralement et à travers les démarches diplomatiques limitées aux démonstrations purement formelles, on suggère volontiers l'image d'une France renouée, débarrassée des démons et des mythes hérités d'un long passé colonial, d'une France engagée en faveur d'une négociation sereine et d'une coopération loyale avec le tiers-monde, force est de se rendre compte que dans la réalité des faits la politique extérieure française ne distingue guère la France des autres pays industrialisés qui entendent exploiter systématiquement, à leur profit, tous les rapports économiques qui sont susceptibles de leur en leur faveur et au détriment des pays du tiers-monde.

L'Algérie, qui, aux yeux de certains, a sans doute le tort d'appartenir à la fois à la Communauté des pays arabes et à celle des pays du tiers-monde, est des mieux placées pour bien connaître cet aspect particulier de la politique économique française, dont le cas de Gaz de France n'est qu'une des nombreuses illustrations. Par son attitude, le gouvernement français n'est-il pas en train de contrecarrer les efforts déployés par l'Algérie pour son développement, en organisant le détournement au profit de l'expansion coloniale, d'une rente annuelle de plus de 150 millions de dollars ? Ce fait en lui-même n'est-il pas éloquent quant au refus des responsables français d'envoyer les relations entre les pays développés et les pays en voie de développement autrement que dans le cadre de concepts néo-colonialistes qui tendent à maintenir, par-delà l'indépendance, les mécanismes de drainage, au profit des pays développés, des ressources des pays anciennement exploités ?

Dans leur souci de trouver un fondement économique à l'attitude du gouvernement français, les milieux diplomatiques français à Alger arguent qu'il n'est que juste que le Gaz de France bénéficie d'un prix privilégié du fait que l'usine de Skikda, qui liquéfie les quantités de

gaz en cause, a bénéficié en 1969 de conditions de financement spéciales souscrites par le Trésor français. Ils omettent, ce faisant, de rappeler que ces conditions spéciales n'étaient autres que celles qui avaient été prévues et décidées par l'accord algéro-français de juillet 1965, c'est-à-dire dans le cadre d'un accord global comportant des avantages réciproques, mutuellement concédés par les deux parties et ne concernant en aucune manière la prix du gaz.

En l'occurrence, s'il est exact qu'à l'époque le gouvernement français avait effectivement consenti, pour un montant déterminé, des conditions de crédit très avantageuses pour certains projets industriels, dont l'usine de Skikda, il n'en est pas moins vrai qu'à l'inverse le gouvernement français a obtenu du gouvernement algérien, et pour une durée de cinq années, les conditions les plus avantageuses pour son approvisionnement en pétrole brut, ne serait-ce qu'à travers la prix d'imposition des sociétés pétrolières françaises, qui était nettement avantageux par rapport aux prix qui étaient en vigueur dans les autres pays producteurs.

De plus, cette usine, au moment de sa construction, était la propriété, à parts égales, de Sonatrach et d'Elf-Erap, cette dernière bénéficiant au même titre que Sonatrach des conditions de financement de l'usine.

Qu'Elf-Erap ait cédé par la suite, en 1971, toute sa participation dans l'usine à Sonatrach, cela s'est fait dans le cadre de l'accord global qui a suivi les mesures de nationalisation, accord aux termes duquel Elf-Erap a cédé à Sonatrach une grande partie de ses intérêts en Algérie en contrepartie d'un effacement de créances que l'Etat algérien détenait alors sur Elf-Erap.

C'est dire qu'en tout état de cause les conditions financières consenties par le gouvernement français pour l'usine de Skikda ont été au moins compensées intégralement dans le cadre des avantages réciproques que les deux parties à l'accord algéro-français de juillet 1965 se sont consenties mutuellement.

La partie française a pleinement, et souvent même abusivement, tiré profit des avantages qui lui ont été consentis. Rappelons aujourd'hui les conditions de financement de l'usine de Skikda en les extrayant de leur contexte et en faisant mine de laisser croire à une inégalité contrepartie qui serait à prévoir aujourd'hui au niveau du prix du gaz n'est qu'un procédé couru de fil à fil pour consister à prétendre monnayer la même chose de manière répétitive. De reste, accepterait-on, a priori, de se placer sur le terrain argumentatif strictement technique, la partie française, c'est-à-dire d'« oublier » subitement tous les avantages et profits retirés par les sociétés pétrolières françaises de 1965 à 1970 du pétrole algérien, que l'on s'apercevrait aussitôt que, de 1973 à ce jour, 210 millions de dollars U.S. (l'équivalent de 1 000 millions de FF) ont déjà été transférés, au seul fait que le prix facturé et payé pour le gaz de Skikda livré à Fos a été de trois à quatre fois plus élevé que le prix international.

Ces 1 000 millions de FF (1) sont à comparer aux 150 millions de FF qui, représentant l'avantage résultant pour l'Algérie du fait que les conditions de financement de l'usine de Skikda ont été des conditions spéciales. Ces conditions ont donc, en tout état de cause, été payées par l'Algérie sept fois qu'une, et ce, sans compter les avantages retirés par les sociétés pétrolières françaises de 1965 à 1970 dans le domaine pétrolier et sans compter non plus d'autres sacrifices consentis par l'Algérie, dont le coût du risque industriel que la Sonatrach a assuré seule à Skikda n'est pas des moindres ; car il ne faut pas oublier que les retards résultant des malheurs dans la construction se sont traduits par des pertes qui ont plus que doublé le coût de l'usine.

En vérité, le partenaire français sait parfaitement ce qu'il en est du prix du gaz, à savoir qu'il n'existe aucun argument sérieux susceptible de justifier le bas niveau de prix payé par le Gaz de France à Sonatrach. En avançant des arguments prétendument économiques qui n'ont aucun fondement on ne fait que montrer qu'on prépare le moment de l'alignement du prix du gaz de Skikda sur le prix du marché international, que l'on est inéluctable, pour être présenté comme une concession politique que le gouvernement français aura bien voulu faire à l'Algérie.

Il y a un an, presque jour pour jour, le président de la République française effectuait un voyage officiel en Algérie ; il avait alors proclamé son désir de faire des relations entre l'Algérie et la France le champ d'une expérience prometteuse et un modèle nouveau des relations entre pays à niveaux très différents. Depuis lors, l'évolution des relations algéro-françaises a été telle que l'Algérie n'a pu qu'entretenir, en fin de compte, la contradiction qui existe entre les paroles et les actes de son partenaire français, qui n'a cessé de altérer ses relations avec l'Algérie au niveau du déséquilibre, de l'iniquité et de l'injustice.

La démarche française vis-à-vis de l'Algérie n'a toutefois guère de chances d'aboutir aux résultats escomptés par ses initiateurs, car la politique de l'Algérie procède d'une option réfléchie et clairement formulée, essentiellement guidée par les intérêts majeurs du peuple algérien et appuyée sur les moyens matériels et humains d'un peuple dont les possibilités, largement connues, ont déjà été mises à l'épreuve. En matière de politique internationale, l'Algérie s'est de tout temps attachée à créer un champ de coopération toujours plus large et à dont l'urgence ne cesse de transformer, dans le cadre du tiers-monde, la nature des relations internationales en faveur des aspirations des deux tiers de l'humanité victimes de l'expansion coloniale et de l'empire impérialiste.

(Source A.P.S. et El Moujahid.)

(1) Actualisés au 1er janvier 1975.

صلى الله عليه وسلم



سكنا من الامل

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## LA PRÉPARATION DU VII<sup>e</sup> PLAN

### M. Marjolin : le redressement des paiements courants implique des efforts exceptionnels

« Du temps et des efforts exceptionnels », telles sont les conditions du redressement d'un équilibre stable des paiements courants français selon le rapport de la commission des relations avec l'étranger du VII<sup>e</sup> Plan. « C'est un impératif absolu », souligne cette commission que préside M. R. Marjolin, que de poursuivre une politique délibérée et continue » au vu d'établir cet équilibre au plus tard en 1980.

Pour la commission, « l'action à mener doit viser à écarter deux attitudes également inadmissibles : celle de l'abandon de la recherche d'un équilibre, celle où le plein emploi s'accompagne d'un déficit qui compromettrait l'indépendance nationale ». Cette action doit en outre tenir compte d'un certain environnement international : la commission a pris comme hypothèse plausible la dévaluation d'un taux de croissance moyen à l'étranger légèrement supérieur à 4%.

Compte tenu de ce scénario, l'équilibre des paiements courants implique un excédent des mouvements de marchandises (le solde des services et des transferts devant rester négatif) et donc, compte tenu d'un accroissement des importations d'énergie et des matières premières, un développement des exportations. Dans ce but, « il est indispensable de ramener l'augmentation des coûts de production et du niveau général des prix à un taux comparable à celui des principaux partenaires ou concurrents industriels de la France ».

« Faut-il s'assurer une maîtrise des prix, souligne la commission, il n'est pas possible de garantir la stabilité du taux de change. Or la dévaluation de ce dernier présente des risques sérieux. La défense de la

## A L'ÉTRANGER

### Deux bons résultats pour la Grande-Bretagne

- Net ralentissement de la hausse des prix
- Diminution du déficit commercial

De notre correspondant

Londres. — Deux signes encourageants pour l'économie britannique viennent d'être enregistrés : ralentissement de l'inflation, diminution du déficit commercial.

Le coût de la vie n'a augmenté en mars que de 0,5 %, ce qui constitue la plus faible hausse mensuelle depuis août 1974, après avoir progressé de 1,3 % en février et en janvier. Le taux d'inflation des douze mois a été ramené de 22,9 % en février (23,4 % en janvier) à 21,2 % en mars : il avait frôlé 27 % en août 1974.

Selon les services gouvernementaux, ce taux d'inflation — les données saisonnières mises à part — n'est plus actuellement que de 12,5 %. Ce résultat, qui est lié à la politique de modération salariale entrée en vigueur en août dernier, sera mis en avant par les pouvoirs publics afin de justifier un effort supplémentaire des syndicats.

Dépendant, comme on s'y attendait, le comité économique du T.U.C. (trade-unions Congress) a jugé insuffisantes les propositions du chancelier de l'Échiquier, M. Denis Healey, visant à limiter à 3 % les augmentations de salaires pendant un an, en échange de concessions fiscales.

Les responsables syndicaux ont néanmoins réaffirmé avec force leur volonté de passer avec le gouvernement travailliste un nouveau « contrat social ». Ils pourraient consentir un

taux de croissance salariale de 5 %, tout en exigeant un contrôle des prix et des importations.

Autre bonne nouvelle : la balance des paiements courants a enregistré en mars un surplus de 101 millions de livres, contrastant avec le déficit de 125 millions du mois de février. Il s'agit du meilleur résultat depuis septembre 1971. Le déficit commercial n'a quant à lui été que de 19 millions contre 246 le mois précédent, grâce à une augmentation de 5 % du volume des exportations et une diminution de 4,5 % de celui des importations. Cette amélioration est due, en partie, à une réduction des achats de pétrole, grâce à un hiver exceptionnellement doux, et aux premiers arrivages de la production des pements de la mer du Nord, ainsi qu'à d'importantes ventes de diamants à l'étranger.

Il faudra attendre les prochains mois pour que le rétablissement des échanges soit confirmé par des facteurs autres que saisonniers.

(Intérim.)

Pour louer une voiture en Turquie, réservez chez

**europcar**

645.21.25

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### BIC

Les comptes de l'exercice 1975 ont été arrêtés et seront présentés à l'assemblée ordinaire du 1<sup>er</sup> juin 1976. GROUPE BIC MULTINATIONAL. En raison des variations importantes des taux de change, les chiffres ont été calculés pour l'exercice 1975 sur la base des taux au 31 décembre 1975 et au 31 décembre 1974. (Chiffres révisés par les commissaires aux comptes.)

	1974 (en 1000 F)	1975 (en 1000 F)	Taux de change 1975/1974	1975 (en 1000 F)	Taux de change 1975/1974
Chiffres d'affaires H. T. V.	788.436	885.991	+ 12,40	912.855	+ 15,80
Bénéf. exploit. av. imp.	131.286	138.968	+ 5,85	142.253	+ 6,00
Bénéf. net après imp.	87.829	75.167	- 11,30	77.861	+ 14,90
Part de BIC	49.886 (1)	58.057 (2)	+ 12,80	57.774 (2)	+ 16,30
Bénéf. action (1 800 000 actions)	27,60 F	31,14 F	+ 12,80	32,10 F	+ 16,30

1) Le bénéfice 1974 a pris en compte :  
— la provision d'exploitation de 18 % : - 3 844 000 F ;  
— la provision d'amortissement sur augmentation de capital amortie à 100 % : 5 118 000 F ;  
— la provision sur filiale japonaise non consolidée pour couvrir les pertes et les engagements par caution : - 14 819 000 F.

2) Le bénéfice 1975 a pris en compte :  
— la plus-value sur cession des titres Flammarion : + 7 447 000 F ;  
— la provision sur titre Dim-Hey : - 5 235 000 F ;  
— la provision sur titres et pour engagement BIC Japon : 2 169 000 F.

**SOCIÉTÉ BIC**

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société BIC pour l'exercice 1975 est de 2 800 000 000 de francs contre 2 390 000 000 de francs en 1974.

### CHIFFRE D'AFFAIRES PREMIER TRIMESTRE 1976

GROUPE BIC MULTINATIONAL. Le groupe a réalisé au cours du premier trimestre 1976 un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 718 300 000 F contre 199 200 000 F pour le premier trimestre 1975, soit une augmentation de 40 %. Si l'on dilue l'effet de la variation des taux

de change la progression aurait été de 37 %.

**SOCIÉTÉ BIC**

Son chiffre d'affaires hors taxes pour le premier trimestre 1976 est de 7 000 000 F contre 6 500 000 F pour la même période de 1975, soit en augmentation de 18 %.

**CONVERTIBLES**

**SICAV**

372, rue Saint-Honoré, Paris 1<sup>er</sup>  
Tél. 261-53-44

Orientation : portefeuille composé essentiellement d'obligations convertibles à diversification internationale, avec, cependant, une part toujours supérieure à la moitié des valeurs françaises.

Situation au 31 mars 1976

Nombre d'actions en circulation : 894.556.

Actif net 83,54 millions de francs.

Composition de l'actif net :

- Obligations convertibles françaises, 39,7 %.
- Obligations convertibles étrangères, 41,8 %.
- Autres obligations françaises, 5,6 %.
- Actions françaises et étrangères, 11,9 %.
- Disponibilités, 1,1 %.

Valeur liquidative, 106,90 F.

Souscriptions et rachats à tout moment à l'initiative de la société.

Société séquestrée de banque, 370, rue Saint-Honoré 75003 Paris Cedex 01.

Tour Assur. quartier Louis-Blanc 92053 Paris la Défense. Tél. : 761-16-16.

Et dans ses agences de province :

- Banque française de dépôts et de prêts, 4, rue de Téhéran 75008 Paris. Tél. : 924-50-54.
- Crédit universel, 23, rue Notre-Dame-des-Victoires 75003 Paris. Tél. : 261-56-56.
- Crédit universel, 10, avenue Gabriel-Péri 93100 Argenteuil. Tél. : 861-30-30.
- Crédit universel, 140, route de la Seine 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. : 608-08-30, et dans ses agences de province.

**ÉPARGNE - UNIE**

Sicav du Crédit Agricole

L'assemblée générale, réunie le 8 avril 1976, sous la présidence de M. Jacques Mayoux, a approuvé les comptes de l'exercice 1975 et décidé la répartition d'un dividende net de 12 F, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 4,28 F, soit un dividende global de 16,28 F.

Ce dividende sera payable, à compter du 10 avril 1976, aux guichets de la Caisse nationale de crédit agricole et de l'ensemble des bureaux des Caisse régionale de crédit agricole mutual, contre remise des coupons nos 11 et 12.

Comme précédemment, le dividende pourra être réinvesti en actions Epargne-Unie dans un délai de trois mois — soit jusqu'au 9 juillet 1976 — en franchise totale de droit d'entrée.

En cours de ce même exercice, le nombre d'actions en circulation a légèrement progressé tandis que l'actif net, du fait de la valorisation des titres en portefeuille, s'est fortement accru, de 52,6 millions à 666 millions (+ 10,6 %).

Relativement cette évolution, la valeur liquidative de l'action est passée de fin 1974 à fin 1975 de 228,35 F à 278,58 F, marquant ainsi un accroissement de 21,7 % (et de 37,62 % si l'on tient compte du dividende mis en paiement le 19 avril 1975).

L'assemblée générale a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Louis Boudreau-Montreux et nommé administrateurs MM. Georges Arnal, Jean Gros-Mayrevieille, Jacques d'Étienvy, Michel Joffre et Michel Wolman.

**UNI-FONCHER**

Sicav du Crédit Agricole

L'assemblée générale, réunie le 8 avril 1976, sous la présidence de M. René Benoist-Luc, a approuvé les comptes de l'exercice 1975 et décidé la répartition d'un dividende net de 18,40 F, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 1,83 F, soit un dividende global de 20,23 F.

Ce dividende sera payable, à compter du 20 avril 1976, aux guichets de la Caisse nationale de crédit agricole et de l'ensemble des bureaux des Caisse régionale de crédit agricole mutual, contre remise des coupons numéros 3 et 4.

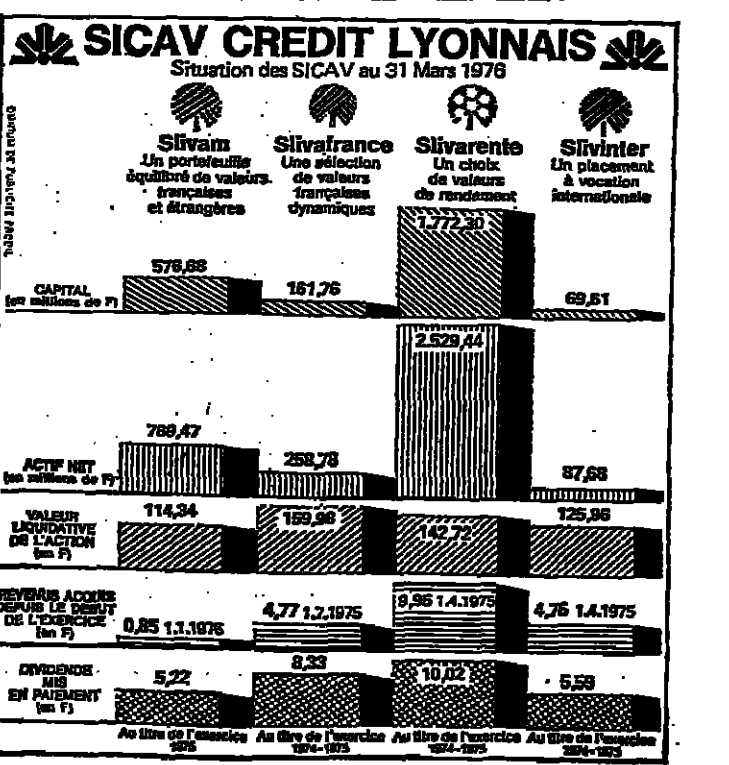
Comme précédemment, le dividende pourra être réinvesti en actions Uni-Foncher, dans un délai de trois mois — soit jusqu'au 9 juillet 1976 — en franchise totale de droit d'entrée.

La société a connu, tout au long de l'exercice, un courant régulier de souscriptions et rachats. Les rachats s'élevaient à un niveau très inférieur à celui enregistré par l'ensem-

ble des Sicav diversifiées. Le nombre d'actions en circulation s'est ainsi accru de 361 284 à 456 833 et le montant de l'actif net de 53 millions 270 000 F à 124 millions 580 000 F.

Par ailleurs, bien que la hausse moyenne des cours dans les secteurs touchant à l'immobilier ait, du fait d'une conjoncture déprimée, été relativement modeste en 1975, la valeur liquidative de l'action (qui avait légèrement progressé en 1974 dans un contexte boursier extrêmement défavorable) est passée au cours de l'année de 258,46 F à 282,29 F, compte tenu du dividende mis en paiement le 19 avril 1975, elle a marqué une hausse de plus de 20 %.

Le conseil d'administration qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale ordinaire a élu président directeur général M. René Benoist-Luc.



Cette émission ayant été souscrite, cet avis ne paraît qu'à titre d'information.

**Emission Nouvelle**

**\$100.000.000**

**Société Nationale des Chemins de fer Français**

**SNCF**

Notes 8 3/4 % garanties venant à échéance le 10 avril 1983

Paiement du principal et de l'intérêt garanti inconditionnellement par

**La République Française**

**Kuhn, Loeb & Co.** **SoGen-Swiss International Corporation**

**The First Boston Corporation** **Goldman, Sachs & Co.** **Lazard Frères & Co.**

**Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith** **Salomon Brothers**

**Bache Halsey Stuart Inc.** **Banque Nationale de Paris** **Blyth Eastman Dillon & Co.**

**Dillon, Read & Co. Inc.** **Drexel Burnham & Co.** **EuroPartners Securities Corporation**

**Hornblower & Weeks-Hemphill, Noyes** **E. F. Hutton & Company Inc.** **Kidder, Peabody & Co.**

**Lehman Brothers** **Loeb, Rhoades & Co.** **Paine, Webber, Jackson & Curtis**

**Reynolds Securities Inc.** **Smith Barney, Harris Upham & Co.** **Warburg Paribas Becker Inc.**

**Wertheim & Co., Inc.** **White, Weld & Co.** **Dean Witter & Co.**

**Arnhold and S. Bleichroeder, Inc.** **Bear, Stearns & Co.** **L. F. Rothschild & Co.**

**Shearson Hayden Stone Inc.** **Shields Model Roland Securities** **Weeden & Co.**

**ABD Securities Corporation** **Basle Securities Corporation** **Daiwa Securities America Inc.**

**Robert Fleming** **Kreditbank S.A. Luxembourgeoise** **Kuwait Investment Company S.A.K.**

**New Court Securities Corporation** **The Nikko Securities Co.** **Suez American Corporation**

**UBS-DB Corporation** **Arab Financial Consultants Company S.A.K.**

**Compagnia Finanziaria Interbancaria S.p.A.** **Lepercq, de Neufville & Co.**

15 avril 1976

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE
  - La visite de M. Sotgiu à Sofia.
- 2-3. EUROPE
  - UNION SOVIÉTIQUE : « Les diverses idéologies de l'intelligence soviétique », par Léonid Pouchtchik.
3. ASIE
  - CHINE : l'émigration de M. Teng Hsiao-ping ne devrait pas avoir de conséquences sur la politique économique.
4. PROCHE-ORIENT
  - NIGER : le régime offre discrètement son deuxième anniversaire.
5. AFRIQUE
  - M. Chirac et les radicaux.
  - Une interview de M. Guiso.
  - A l'Assemblée nationale : la lutte contre les minuscules.
- 5 à 7. POLITIQUE
  - M. Chirac et les radicaux.
  - Une interview de M. Guiso.
  - A l'Assemblée nationale : la lutte contre les minuscules.
- 8-9. EDUCATION
  - Deux projets inconciliables de coopération transatlantique soumis au gouvernement.
9. AERONAUTIQUE
  - M. Chirac et les radicaux.
  - Une interview de M. Guiso.
  - A l'Assemblée nationale : la lutte contre les minuscules.
10. RELIGION
  - L'ordre national des médecins et la fraude fiscale : une lettre du docteur Jean Clavier.
  - L'ultime appel de Roland Agret.
11. SPORTS

**LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS**  
PAGES 13 à 20

- La Périgord au bout des rêves.
- Sites et monuments à l'heure des choix.
- PLAINES DE LA TABLE : tout nouveau, tout bon.
- JARDINAGE : travail, patience, gazon.
- Mode, maison, jeux, philatélie.

**22 à 25. ARTS ET SPECTACLES**  
FORMES de l'Est et de l'Ouest.

**27. EQUIPEMENT ET REGIONS**  
A PROPOS DE... en deux numéros.

**28 à 31. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE**  
— IMMIGRATION : « Le sens d'une lutte », un point de vue de M. André Legoux.  
— LIP : une stratégie de la C.F.D.T. modérée sur l'économie.

**LIRE EGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (22)  
Annonces classées (28) : Aujourd'hui (21) ; Carnet (21) ; Journal officiel (21) ; Médiologie (21) ; Mots croisés (21).

## LES AFFAIRES DE «POTS-DE-VIN»

### M. Marchais réclame une commission d'enquête pour vérifier les opérations financières des sociétés pétrolières

Dans une lettre au président de l'Assemblée nationale, M. Georges Marchais demande qu'une commission d'enquête parlementaire soit chargée de « vérifier les opérations financières des sociétés pétrolières opérant en France et d'examiner dans quelles mesures ces sociétés ont participé au financement des formations politiques ou de leurs membres, soit à l'étranger, soit en France ».

Le secrétaire général du P.C.F. relève notamment, à l'appui de sa demande, que la démocratie chrétienne italienne a reçu de l'argent des Compagnies pétrolières et que la Compagnie française des pétroles « a participé à ces opérations en versant des contributions financières et des cotisations ».

« Ainsi, les sociétés pétrolières utilisent-elles des fins scandaleuses l'argent des consommateurs et des contribuables français, une partie des ressources financières nationales », poursuit M. Marchais.

« A la suite de ces révélations, une question se pose : d'autres formations politiques nationales ou étrangères ont-elles reçu ou recevront-elles une aide financière des compagnies pétrolières ? Une réponse s'impose ».

De son côté, M. Georges Gosnat, député communiste du Val-de-Marne, demande à M. Chirac, dans une question écrite, d'indiquer les mesures qu'il compte prendre pour savoir « si les sociétés étrangères ont-elles reçu ou recevront-elles une aide financière des compagnies pétrolières ? Une réponse s'impose ».

● A Londres, le lieutenant-colonel David Randel, arrêté mercredi 14 avril sous l'inculpation d'avoir touché des pots-de-vin dans une affaire de contrats de ventes pour le ministère de la défense (Le Monde du 15 avril) a été mis en liberté, sous caution de 15 000 livres, jeudi. Le lieutenant-colonel Randel, 57 ans, a signé deux chèques d'inculpation par le tribunal de Bow-Street, à Londres : il est accusé d'avoir touché des sommes d'argent au cours de la négociation d'un contrat de vente de matériel de télécommunication, puis sur les commandes de matériel. L'avocat de l'officier a indiqué que son client n'est pas accusé de fraudes portées contre lui et plaiderait non-coupable. — (A.F.P.)

● A ANKARA, le procureur de l'état-major général turc a demandé jeudi 15 avril l'acquittement d'un certain Emel Alpay, accusé de faux dans l'affaire des pots-de-vin versés par le fabricant italien des avions Lockheed. L'ancien commandant en chef de l'aviation turque, ainsi que les trois autres officiers supérieurs, ont agi de bonne foi en déposant les 30 000 dollars offerts par Ankara dans le cadre de l'armée de l'air, puisque cette dépense était engagée dans la construction d'une école à Lice, ville sinistrée par un séisme, a conclu le procureur. Le général Alpay avait démissionné de ses fonctions le 5 mars dernier « pour permettre

## UNE PLATE-FORME DE FORAGE DANS LE GOLFE DU MEXIQUE

Seize disparus

New-Orléans (A.P., U.P.I.). — La plate-forme semi-submersible de forage pétrolier Ocean-Drifter a chaviré et coulé dans le golfe du Mexique au cours d'un tempête. Sur les trente-six hommes présents à bord, vingt ont été repêchés, seize sont portés disparus. Toutefois, il est possible qu'un certain nombre de disparus aient en fait été repêchés, mais qu'ils n'ont pas été reconnus par les équipes de sauvetage. La plate-forme a été repérée et des hommes-grenouilles, en dépit d'une mer agitée, s'efforcent de la récupérer.

## La C.G.T. et la C.F.D.T. veulent donner une «force exceptionnelle» aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai

Des délégations de la C.G.T. et de la C.F.D.T., conduites respectivement par MM. Henri Krasucki et Edmond Maire, se sont à nouveau rencontrées le 15 avril pendant près de trois heures.

Dans le communiqué commun publié à l'issue de la rencontre, les deux confédérations confirment « le développement de l'action revendicative ».

« En tenant compte des luttes revendicatives au cours de la dernière période, les deux délégations ont échangé leurs propositions concernant les initiatives d'action de caractère national interprofessionnel qui permettront le développement des luttes dans le prolongement du 1<sup>er</sup> mai. Elles se réuniront le 20 avril pour en débiter les modalités ».

Le texte ne fait aucune allusion aux politiques de ces dernières années entre les deux centrales : M. Maire avait reproché à la C.G.T. de privilégier « des actions isolées » et d'avoir un « comportement contraire à l'unité d'action » ; la C.G.T. avait répliqué en qualifiant ces propos d'« attaque incompréhensible, inadmissible, irresponsable ».

Interrogé au sujet de cette polémique à l'issue de leur rencontre de jeudi, M. Krasucki a déclaré : « Quels que soient les problèmes qui existent entre nos deux centrales, quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir sur leur opportunité, l'unité d'action est un devoir pour nos deux organisations ».

Et M. Maire a ajouté : « Il n'y a pas une confédération mais deux ; nous portons nos différences sur la place publique, c'est pour mieux les dépasser. C'est dans l'action que nous pouvons le mieux surmonter nos divergences et faire progresser l'unité d'action ».

Ces propos n'empêchent pas de constater que la concurrence entre les deux organisations est plus vive que jamais et que dans de nombreuses entreprises et lieux de travail, les professionnels de la main-d'œuvre se disputent pour dénoncer les conditions dans lesquelles la justice est rendue dans les affaires politiques. La presse soviétique n'a pas fait allusion à ces incidents et n'a pas repris la dépêche de l'agence Tass diffusée mercredi.

## Les procès d'Omsk et de Moscou

### André Sakharov et son épouse ont eu un second incident avec la police

De notre correspondant

Moscou. — Les tribunaux d'Omsk et de Moscou, où se déroulaient depuis mercredi les procès de deux dissidents, ont rendu, dans la journée de jeudi, des verdicts relativement modérés, n'infirmant pas aux deux accusés la peine maximum prévue par le code pénal de la fédération de Russie.

A Omsk, cependant, André Sakharov et sa femme ont été arrêtés de nouveau, pour deux heures et demie, jeudi. La nouvelle n'a pas été transmise comme la veille par l'agence Tass, mais, par Mme Sakharov, qui a pu téléphoner en fin de journée jeudi à l'un de ses amis moscovites.

Les Sakharov, qui ont regagné Moscou vendredi matin, ont confirmé les faits au cours d'une conversation avec plusieurs correspondants occidentaux. Ils ont précisé cependant qu'ils n'avaient pas été « bestiaux » par la milice, comme le bruit en avait couru jeudi, mais seulement quelques heures malmenés ; ils ont été arrêtés pour avoir troublé l'ordre public en protestant devant la salle du tribunal, où ils n'ont jamais pu entrer, contre le verdict condamnant le jeune dissident tatar Mustapha Djemilev à deux ans et demi de camp à régime sévère pour activités nationalistes. Djemilev, qui est très affaibli par la grève de la faim qu'il observe depuis une dizaine de mois, risque une peine maximum de trois ans de prison. Les autorités lui reprochent sa campagne en faveur du retour des Tatars en Crimée, d'où ils ont été déportés par Staline en 1944.

Au cours de leur conversation avec les journalistes occidentaux, les Sakharov ont d'autre part, à la surprise générale, confirmé par l'agence Tass des événements intervenus mercredi devant la salle du tribunal d'Omsk. Emprisonnés de pénétrer dans la salle, ils ont expliqué en substance, ils ont bien frappé à la face deux miliciens « pour protester contre l'illégalité dans laquelle se déroulait le procès ». Emmenés ensuite au poste de police, ils ont reconnu les faits par écrit, tout en précisant qu'ils avaient agi ainsi pour exprimer leur protestation. Les Sakharov ignorent encore s'ils seront poursuivis en justice, mais, ont-ils ajouté, ils profiteraient d'une telle éventualité pour dénoncer les conditions dans lesquelles la justice est rendue dans les affaires politiques. La presse soviétique n'a pas fait allusion à ces incidents et n'a pas repris la dépêche de l'agence Tass diffusée mercredi.

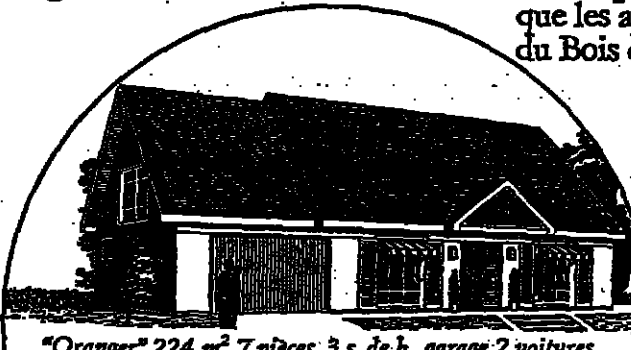
● Au nom du Comité international des mathématiciens, MM. Henri Cartan et Laurent Schwartz ont adressé une lettre jeudi 15 avril, à M. Alexandrov, président de l'académie des sciences soviétique. Disant leur « stupéfaction » devant l'accusation portée contre M. Tverdokhlebov pour avoir « écrit la défense de Léonid Pouchtchik dont chacun sait aujourd'hui qu'il est un préjudice grave aux relations avec les scientifiques soviétiques ».

● L'Union, organe central du parti communiste italien, exprime des « considérations critiques » sur les procès d'Omsk et de Moscou et son « désaccord » sur la manière dont l'agence Tass a présenté l'interpellation du savant soviétique, M. André Sakharov, à Omsk.

JACQUES AMALRIC.

## VOTRE MAISON : L'ACHAT LE PLUS IMPORTANT DE VOTRE VIE

L'achat d'une maison n'est pas seulement un acte financier important. Il engage votre avenir, celui de vos enfants, la qualité de votre vie future. La situation, l'environnement, la construction, les plans d'une maison digne de ce nom doivent être parfaits. Les maisons réalisées par Breguet Construction dans ces deux Domaines tiennent compte de ces exigences. Demain, ces maisons, si proches de Paris, seront aussi recherchées que les appartements du Bois de Boulogne.



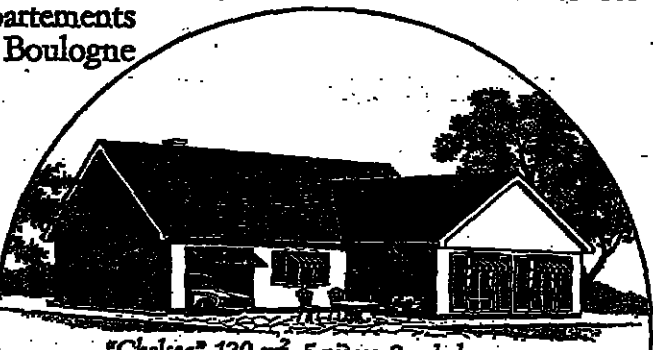
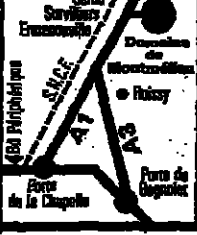
"Oranger", 224 m<sup>2</sup>, 7 pièces, 3 s. de b., garage 2 voitures.

### DOMAINE DE MONTMELIAN

95 St. Witz  
Tél. 47.15.65

à 25 km de Paris  
à 2 km de l'autoroute du Nord

Près de la prestigieuse forêt d'Ermenonville, le 1<sup>er</sup> Domaine de grande classe situé au Nord de Paris et desservi par l'autoroute. Piscine chauffée, tennis, club-house, école, commerces. 4 modèles de maisons, de 136 à 224 m<sup>2</sup>, 5 à 7 pièces, idéalement luxueux, livrables entièrement terminés. Construction traditionnelle. Chauffage électrique intégré. Garage 1 et 2 voitures. Jardins 700 à 2000 m<sup>2</sup>. CRÉDIT AGRICOLE.



"Chelsea", 120 m<sup>2</sup>, 5 pièces, 2 s. de b., garage.

### DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX

77 Pontault-Combault  
Tél. : 406.53.56 et 64.63.

à 18 km  
du Bd Périphérique.  
à 12 mn à pied de la gare.

Le Grand Calme à 18 km de Paris par la Porte de Bercy, l'autoroute A 4 et la N 4. A 12 minutes à pied de la gare (40 trains par jour pour Paris). Tout près d'un centre ville. Parc privé de 18 ha. Tennis, club-house, école. 5 modèles de maisons, de 93 à 155 m<sup>2</sup>, 4 à 7 pièces, livrables entièrement terminés. Construction traditionnelle. Garage. Grands jardins. Crédits LA NÉNIN. Prix : 250.400 à 400.000 F.

Michel Gail

VISITE DES MAISONS MODELES TOUTS LES JOURS DE 10 A 19 H.

Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

**Breguet**



## REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,50 à 11,60%**

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

**SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS**

26, bd d'Italie 600 A/B.P. 31

MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7. Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



Le numéro du « Monde » daté 16 avril 1976 a été tiré à 566 891 exemplaires. A B C E F G H

الشرق الأوسط